

**NOUVEAUX RAPPORTS DE FORCE EN MÉDITERRANÉE
ET AU MOYEN-ORIENT
RÉTROSPECTIVE JUILLET-DÉCEMBRE 2020**

L'INSTITUT FMES

L'institut FMES est né il y a trente ans de la volonté de mieux faire connaître les enjeux et les perspectives du bassin méditerranéen et du Moyen-Orient aux acteurs politiques, de l'éducation, de l'entreprise, des collectivités, des armées et des administrations.

Depuis quelques années, il a élargi son domaine de compétence aux enjeux maritimes internationaux et au développement de l'économie de défense dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur dont il est un centre ressources.

Il assure ses missions grâce à des cycles d'enseignement de haut niveau, des séminaires thématiques, des colloques, des études, des travaux de recherche et des publications.

Il est partenaire de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN), de l'Université de Toulon, de l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence et du réseau euro-méditerranéen Euromesco.

Table des matières

PRÉFACE.....	9
REGAIN DE TENSION AVEC LA TURQUIE.....	13
Sainte-Sophie otage des ambitions historiographiques d’Erdoğan .	14
Vers le durcissement accéléré des relations turco-égyptiennes en Méditerranée ?.....	21
Décryptage de la position turque en Méditerranée orientale.....	29
Que penser de la découverte turque d’hydrocarbures en mer Noire ?	43
Nagorno-Karabakh : nouveau front turc face à la Russie ?.....	53
Vers une crise maritime gréco-turque pérenne en Méditerranée ? .	69
ÉVOLUTION DES RAPPORTS DE FORCE EN MÉDITERRANÉE ET AU MOYEN-ORIENT	81
Turquie et Qatar : une alliance durable ?	82
Vers un regain des tensions israélo-iraniennes au Moyen-Orient ?	94
La stratégie russe en Libye : entre biais inavoués et perspectives de médiation.....	102
Décryptage de l’accord de normalisation entre Israël et les Émirats arabes unis.....	117
Les accords Abraham, véritable rupture géopolitique au Moyen-Orient ?	130
Russie-Algérie : un partenariat flexible et pragmatique	141
STRATÉGIE MARITIME ET SPATIALE.....	159
Vers une nouvelle ère glaciaire ? Le durcissement de la compétition militaire dans l’espace maritime	160
Des bases navales communes pour les marines européennes	173
Quelle stratégie navale pour l’Espagne ?.....	192
Missions martiennes – La conquête de l’espace, un enjeu géopolitique	203

PRÉFACE

Lors de notre dernière rétrospective, à l'été 2020, nous avons insisté sur les tensions croissantes en Méditerranée et au Moyen-Orient qui plaçaient l'Europe au défi des puissances révisionnistes. Ces dernières poursuivent en effet leur tentative d'affaiblissement en profitant de la crise du Covid-19 qui phagocyte l'énergie des Européens et de la fin de mandat chaotique de Donald Trump qui paralyse l'Amérique.

Le dernier semestre de l'année a été conforme à nos prévisions et nombreux sont les pays qui ont saisi cette fenêtre d'opportunité pour tenter de remodeler en leur faveur les équilibres dans la région : Israël, les Émirats arabes unis, l'Iran, la Russie... Les accords entre Israël, les Émirats, Bahreïn et le Maroc ou celui de la Grèce avec les Émirats en ont été des illustrations : ils caractérisent à la fois une nouvelle donne, un accroissement des tensions dans le Golfe et l'implication durable de celui-ci en Méditerranée.

Mais c'est la Turquie, emportée par la fuite en avant de Recep Tayyip Erdoğan, qui a défrayé la chronique. Tentant de reprendre l'initiative après chaque difficulté (face à son opposition politique à l'intérieur, face à la Russie à Idlib, face à l'Égypte en Libye, face aux Européens en mer Égée), le président turc exploite toutes les occasions et tous les registres pour marquer les esprits et se montrer à la hauteur des figures légendaires du conquérant Mehmet II et du père de la nation Mustapha Kemal.

La transformation en mosquée de Sainte-Sophie, les gesticulations dans la Zone économique exclusive chypriote, les annonces d'appropriation des espaces maritimes au large de la Crète, les provocations en face de la Libye, les menaces face à la marine grecque en mer Égée, la communication sur les découvertes de gaz en mer Noire, le soutien à l'Azerbaïdjan pour sa guerre au Haut-Karabakh... chaque mois apporte son lot de provocations et de faits accomplis qui

visent à placer la Turquie en position incontournable dans une « Méditerranée élargie » qui englobe les Balkans, le Caucase, le Proche-Orient et le Maghreb.

Fort du soutien financier qatarien et d'une forme de condominium de fait avec la Russie, R.T. Erdoğan joue sur la stupéfaction européenne, le désintérêt temporaire américain et l'affaiblissement de ses concurrents régionaux (Égypte et Arabie saoudite notamment) pour avancer ses pions.

Ces bouleversements se manifestent à un moment où les rapports de forces se modifient au détriment de l'Occident. La Chine assume sans retenue sa posture de future première puissance mondiale. Sa diplomatie offensive pendant la crise du Covid-19 a été le pendant européen d'une politique de plus en plus ferme en mer de Chine du Sud. Vladimir Poutine a, de son côté, marqué des points en Syrie, en Libye, en Biélorussie, et même au Caucase en se plaçant en arbitre du conflit en Azerbaïdjan et en imposant une présence militaire russe permanente au Haut-Karabakh. Chine, Russie et Turquie sont souvent en concurrence mais partagent l'objectif de renverser l'ordre international en place depuis 75 ans en affaiblissant les États-Unis et en marginalisant l'Europe. Paradoxalement, l'Iran de Rohani semble tenté par une politique de réengagement des occidentaux pour contrer l'alliance entre Israël et les monarchies et profiter de l'opportunité offerte par le changement aux États-Unis.

L'élection de Joe Biden, si elle ne changera fondamentalement pas la tendance à la rétractation militaire des États-Unis qui vont se concentrer en priorité sur la politique intérieure et sur l'économie, permettra peut-être, par une diplomatie plus claire, lisible et impliquée sur un certain nombre de dossiers (multilatéralisme, environnement, droits de l'Homme, Iran) d'enrayer le déclin américain et de renforcer le pilier atlantiste de l'Europe.

L'Union européenne, quant à elle, est toujours absente de cette reconfiguration dont elle est la grande perdante. Un Brexit dur, en cas de *no deal* (scénario encore hypothétique à la date de cet éditorial), pourrait de plus ajouter la Grande-Bretagne à la liste de ses rivaux régionaux, en particulier à Chypre ou au Moyen-Orient.

Elle ne peut donc compter que sur sa clairvoyance et son courage pour assumer le rôle de puissance - au moins régionale - qui doit être le sien face aux prédateurs qui l'entourent. À défaut elle sera condamnée à un alignement qui serait encore plus douloureux que celui de la guerre froide en raison de sa marginalisation stratégique.

Bonne lecture.

L'Amiral (2s) Pascal AUSSEUR
Directeur général de l'institut FMES

A handwritten signature in black ink, consisting of a series of vertical lines and a diagonal stroke.



REGAIN DE TENSION AVEC LA TURQUIE

Sainte-Sophie otage des ambitions historiographiques d'Erdoğan

Par Béatrice VEYRAT-MASSON, chercheuse à l'institut FMES

Joyau stambouliote à la croisée des cultures et des religions, la reconversion de Sainte-Sophie en mosquée suscite de vives émotions. Universalistes convaincus, défenseurs kémalistes de la laïcité, orthodoxes viscéralement attachés à leur berceau, chrétiens et Occidentaux inquiets face à la montée de l'islam politique : nombreux sont ceux qui regrettent cette décision. Face à eux, le grand gagnant semble être le président Erdoğan, lequel renforce son projet historiographique néo-ottoman et rallie à lui les milieux conservateurs et nationalistes. Cette alliance renforcée, le président en a grandement besoin alors qu'il dépend du parti d'action nationaliste (MHP) pour faire passer ses lois et qu'il ne peut compter sur son modeste bilan économique fragilisé par la pandémie de Covid-19.

Rappels historiques

L'emplacement choisi en 330 par l'empereur Constantin – fraîchement converti au christianisme – pour la construction de la basilique dédiée à la nativité du Christ et nommée *Hagia Sophia* (« sagesse divine », sans référence à Sainte Sophie) se situe sur les ruines d'un ancien temple d'Apollon et domine la ville de Byzance, rebaptisée Constantinople, ainsi que le Bosphore. Après plus d'un millénaire de reconstructions impériales, d'agrandissements audacieux et d'entreprises de décorations fastueuses, le

conquérant Mehmed II est touché par la beauté de la basilique et décide de l'épargner en 1453. Il y fera ériger un minaret, en fera une mosquée et prescrira que tout lieu de culte coranique de son empire devra dès lors s'inspirer de celle qu'il nommera *Ayasofya*. Durant l'époque ottomane, le bâtiment connaîtra des modifications conformes à son statut de mosquée : Soliman dit le Magnifique ramena deux imposants chandeliers de bronze de sa conquête de Hongrie pour orner le *mihrab*, indiquant à la fois la direction de la *ka'ba* à La Mecque et son écrasante victoire sur le rempart réputé inexpugnable de la chrétienté contre l'islam ; Selim II ordonna la construction de nouveaux minarets et y fit construire la loge du sultan ainsi que son mausolée ; Mahmoud I^{er} fit quant à lui ajouter une école coranique, une bibliothèque, une fontaine d'ablutions et une soupe populaire. La succession des califats ottomans et les altérations que ces derniers ont réalisé à *Ayasofya* en ont fait un emblème – culturel et cultuel – de victoire de l'islam sur la chrétienté. L'histoire de l'édifice prend un tout autre tournant avec la décision du fondateur et premier président de la République turque Mustafa Kemal Atatürk en 1934 de désaffecter *Ayasofya* comme lieu de culte coranique pour en faire un musée et ainsi « l'offrir à l'humanité ». Cinquante années plus tard, l'UNESCO classera le site, reconnaissant ainsi le chef d'œuvre architectural d'*Ayasofya*, l'universalité de son héritage mais aussi le puissant symbole de dialogue que lui confère sa nouvelle vocation.

« La Turquie s'est débarrassée d'une honte »

Si la communauté internationale avait favorablement accueilli la transformation de l'édifice en musée, il en est tout autrement de la branche conservatrice et ultranationaliste turque qui déplorait la perte d'un symbole identitaire et souverain majeur. Dès lors, un

désir de reconquête s'est installé dans les esprits d'une frange de la population et une société civile conservatrice s'est organisée pour œuvrer à « la veille idéologique, l'agitation médiatique et l'action judiciaire relatives à ce combat »¹. C'est d'ailleurs une requête associative qui a permis au Conseil d'État de révoquer la décision gouvernementale de 1934 conférant à Sainte-Sophie son statut de musée.

Faisant suite à la révision constitutionnelle de 2017 offrant les pleins pouvoirs au président, il est fort à parier qu'Erdoğan n'est pas étranger au décret du plus haut tribunal de Turquie rendu le 10 juillet 2020². Son annonce télévisée enflammée précipitant la mise en application du décret pour la tenue de la prière du vendredi 24 juillet en sa présence, témoigne non seulement son implication sur ce dossier, mais aussi la récupération idéologique qu'il a en tête. En effet, le 24 juillet 1923 a été signé le traité de Lausanne. Si les kémalistes y voient une victoire diplomatique effaçant l'humiliation du traité de Sèvres et permettant la reconnaissance de la Turquie au regard du droit international, Erdoğan y voit un traité imposé par les puissances occidentales et une réduction drastique du territoire turc. Quant au droit international, ce dernier priverait la Turquie des îles sur lesquelles elle devrait historiquement exercer sa souveraineté³. L'affirmation de l'identité turco-musulmane à travers la requalification d'*Ayasofya* sonne ainsi comme une revanche sur la soumission de la Turquie à l'Occident, comme une prise en main de l'histoire nationale qui parle à l'écosystème islamique de droite.

1 Jean-François Pérouse, « Turquie. Le mauvais film de la « reconquête » de Sainte-Sophie », *Orientxxi*, 23 juillet 2020.

2, Valérie Toranian, « Quand Erdoğan convertit de force Sainte-Sophie à l'islam », *Revue des deux mondes*, 15 juillet 2020.

3 Olivier Bouquet, « En Méditerranée, Recep Tayyip Erdoğan cherche une revanche néo-ottomane », *Le Monde*, 3 juillet 2020.

Erdoğān, le calife à la place du président

Une fois les éléments kémalistes indésirables effacés du roman national, Erdoğān souhaite reprendre de plus belle le fil ottoman de l'histoire dont il veut être un protagoniste aux côtés de Mehmed II. Pour cela, le président souhaite ressusciter puis incarner le califat et la grandeur qui y était associée, notamment à travers la rhétorique « pseudo-guerrière de l'unité contre les ennemis de la nation »⁴. Le cinéma fait partie intégrante de cette feuille de route : ainsi, *Feith 1453*, une superproduction islamo-nationaliste turque de 2012 sur la conquête de Constantinople a attiré plus de spectateurs que les *blockbusters* américains, symbole-même de l'idéologie occidentale, pour devenir le plus gros succès cinématographique enregistré en Turquie (plus de 6,5 millions d'entrées). L'imaginaire visuel ottoman est également mis à contribution de l'entreprise du président lorsque ce dernier accueille des chefs d'État étrangers entouré d'une garde d'honneur vêtue de tenues militaires traditionnelles de l'époque de l'Empire ottoman. Il montre ainsi l'exemple à ses concitoyens en « regard[ant] vers le futur à travers [leur] glorieuse histoire ». Rares sont ceux qui élèvent la voix contre cette mascarade historiographique, permettant au président de lisser les rugosités les unes après les autres et de construire une « nation turco-musulmane homogène »⁵.

La nouvelle Turquie, phare de l'islam dans le monde

Le projet historiographique d'Erdoğān ne comprend pas seulement la Turquie, mais aussi l'ensemble du monde musulman. En effet, le

⁴ Jean-François Pérouse, *op.cit.*

⁵ Ariane Bonzon, « La réislamisation de la basilique Sainte-Sophie supposera de recouvrir les fresques et les mosaïques », interview par Sugy, Paul. *Le Figaro*, 16 juillet 2020.

président turc se voit comme le phare de l'islam politique et religieux dans le monde⁶, défenseur des musulmans dont les droits sont bafoués aux quatre coins du monde, jouant tant sur la corde Frères musulmans, tant sur la corde panislamique lorsque cela lui permet d'utiliser leurs réseaux établis afin de renforcer sa stature régionale et internationale⁷. Ainsi, le pays musulman dans lequel la construction de mosquées a le plus explosé depuis 15 ans⁸ avait-il amorcé la restitution d'églises devenues musées au culte coranique comme Sainte-Sophie de Nicée en 2011 et Sainte-Sophie de Trébizonde en 2013. Sainte-Sophie de Constantinople était donc la suite logique du processus entamé, tout en revêtant un symbole historique fort pour le monde occidental et chrétien, ainsi que pour les minorités turques. Erdoğan en a profité pour marquer les esprits du monde musulman en annonçant dans son communiqué en arabe que la mosquée *Ayasofya* était annonciatrice de la prochaine « libération de la mosquée *Al-Aqsa* » de Jérusalem sous contrôle israélien. Il est intéressant de noter que cette phrase ne figure pas dans la version anglophone du communiqué, plus consensuelle, démontrant ainsi que le message adressé aux locuteurs de la langue de la révélation faite à Mohammed est fondamentalement différent de celui adressé au monde occidental. Cependant, la requalification de Sainte-Sophie doit davantage être analysée comme une instrumentalisation de la religion à des fins nationalistes et expansionnistes plutôt qu'au service de l'islam en tant que tel.

⁶ Valérie Toranian, *op. cit.*

⁷ Jean-Philippe Filiu, « Jusqu'où ira l'islamo-nationalisme d'Erdoğan ? », *Le Monde*, 19 juillet 2020.

⁸ Alexandre Del Valle, « Réislamisation de Sainte-Sophie : Erdoğan avance son projet de renaissance de l'Empire ottoman », *Valeurs actuelles*, 28 juillet 2020.

Erdoğan à la conquête de la Méditerranée orientale

Si les dirigeants politiques et religieux du monde entier ont réagi à l'annonce de la requalification d'*Ayasofya*, leur prise de parole est souvent restée superficielle, basée sur des sentiments ou bien sur la légalité et la légitimité de la décision. Et pour cause, l'événement ne doit pas être analysé en tant que tel, sorti du contexte géopolitique dressé par Erdoğan ces derniers mois. La lutte historiographique décrite plus haut va de pair avec le positionnement militaire néo-ottoman agressif engagé en Méditerranée orientale, d'un côté vis-à-vis de la Grèce et Chypre dont bon nombre d'îles et d'eaux territoriales sont revendiquées par la Turquie faisant suite à l'accord de Sèvres, et de l'autre côté vis-à-vis du monde occidental par lequel elle se sent muselée et plus particulièrement de la France, pays sur le territoire duquel a été signé le traité du déshonneur.

Ainsi, la situation en Syrie et en Libye, le positionnement favorable de la Turquie sur le dossier des migrants vis-à-vis de l'Union européenne, les violations répétées des souverainetés grecque et chypriote et les provocations militaires *crescendo* envers la France contribuent à la réalisation de la promesse du président turc de rétablir l'Empire ottoman en 2024, non seulement dans l'imaginaire collectif, mais aussi en termes de territoire.

Pour les plus dubitatifs d'entre nous, l'historien Olivier Bouquet nous relate une série d'événements datant de mai dernier : « *Lors de la commémoration de la prise de Constantinople [...], la 48^{ème} sourate du Coran (« La conquête ») a été lue à Sainte-Sophie. Le même jour, des forages ont été annoncés dans l'espace maritime grec. L'un des navires chargés de l'opération a pour nom Fatih (« le conquérant »). Dans un jeu de bascule à l'attention de l'opposition kémaliste et au-delà, les quatre zones de forage se*

nomment « Ne » « Mutlu » « Türküm » « Diyene » : « heureux celui qui peut se dire turc ». »⁹

Ce qui a de quoi faire pâlir, ce n'est donc pas le symbole que constitue Sainte-Sophie, mais bien l'ambition néo-ottomane expansionniste d'Erdoğan. Ce dernier teste les limites du monde occidental. Excepté le président français Emmanuel Macron et quelques rares dirigeants européens, il n'a pour le moment pas rencontré de résistance, ce qui le conforte dans sa vision de l'avenir. La question n'est donc pas jusqu'où Erdoğan est prêt à aller, fort de son budget de la Défense en hausse de 16% cette année, mais bien jusqu'où les pays occidentaux vont se laisser marcher sur les pieds.

Publié le 4 août 2020 par l'institut FMES

⁹ Olivier Bouquet, *op. cit.*

Vers le durcissement accéléré des relations turco-égyptiennes en Méditerranée ?

Par Arnaud PEYRONNET

Le Président égyptien a officiellement déclaré en juin 2020 que toute nouvelle offensive des forces libyennes pro-turques du Gouvernement d'Accord National (GAN) constituerait une « ligne rouge », pouvant déclencher l'intervention armée des forces égyptiennes en Libye, par simple « légitime défense ». Cette escalade verbale représente dès lors une nouvelle phase dans des relations turco-égyptiennes déjà passablement compliquées. En effet, et outre une histoire commune parfois tumultueuse, le régime égyptien voit dans l'islam politique incarné aujourd'hui par la Turquie une menace consubstantielle à sa sécurité. Les velléités géopolitiques turques en Méditerranée comme au Moyen-Orient ont également suscité l'ire de la capitale égyptienne qui y voit tant des atteintes insoutenables aux « nations arabes » qu'une remise en cause de sa prétendue « centralité » moyen-orientale. De fait, une sérieuse compétition géopolitique turco-égyptienne se met désormais en place dans l'Est méditerranéen, illustrée par le conflit libyen. Cette concurrence attise toutefois aussi les intérêts des nouvelles puissances « décomplexées » du Moyen-Orient (Russie et Émirats arabes unis - EAU) qui semblent vouloir profiter de cette instabilité actuelle pour progresser davantage dans cette région.

Quels sont donc les fondements de cette compétition géopolitique turco-égyptienne et quels sont les possibilités de réaction de l'Égypte ? La Russie et les EAU pourraient-ils être finalement les grands gagnants de cette concurrence régionale débridée ?

Des relations turco-égyptiennes traditionnellement compliquées

L'Égypte a été intégrée à l'Empire ottoman en 1517, après la prise du Caire et la Bataille de Ridaniya. L'Égypte est restée alors sous influence ottomane pendant plus de trois siècles. En 1805, Méhémet Ali s'installe au pouvoir avec l'aval des Ottomans et réforme en profondeur le pays. Mais il le dote également d'une large autonomie, entraînant finalement une guerre contre l'Empire ottoman en 1831, qu'il remporta, avant de passer peu à peu sous influence britannique. Cette première séquence compliquée dans les relations entre les deux pays se poursuit, l'Égypte devenant la base arrière des affrontements entre les armées britanniques et ottomanes au cours de la 1^{ère} guerre mondiale. L'entre-deux guerres ayant été plus apaisé, la guerre froide ravive les tensions, en fonction des différentes « allégeances » effectuées par les deux pays (la Turquie, membre de l'OTAN étant proche des États-Unis et l'Égypte de Nasser puis Sadate optant pour le camp soviétique).

Le rapprochement égyptien vis-à-vis du camp occidental en 1979 conduit un temps à un réchauffement des relations turco-égyptiennes avec notamment la conclusion de plusieurs accords dans le domaine énergétique à la fin des années 1990. En 2012, un représentant des Frères musulmans, Mohammed Morsi, est élu à la tête de l'Égypte... ce qui ne manque pas d'être vécu par l'armée égyptienne et une partie « laïque » du pays comme un véritable traumatisme. Le renversement de Mohammed Morsi en 2013 par l'armée égyptienne, ennemie jurée des Frères musulmans, et l'arrivée au pouvoir d'Abdel Fatah Al Sissi provoque dès lors de fortes divergences entre les deux pays qui s'opposent depuis dans la plupart des conflits régionaux.

Des ambitions turques démesurées en Libye ?

Le GAN pro-turc souhaite le retrait de ses adversaires de l'ANL (Armée Nationale Libyenne du maréchal Haftar) des localités de Sirte et d'Al-Juffa ainsi que du Fezzan conformément à des accords conclus en décembre 2015, ce que l'ANL refuse obstinément. Or, appuyé indirectement par l'aide militaire turque, le GAN a gagné au printemps 2020 des espaces de manœuvre vers l'Est et semble persister à vouloir continuer son offensive, malgré les menaces égyptiennes. Ce « pari » turc pour la poursuite d'une offensive du GAN vers l'est est essentiellement mû par les intérêts d'Ankara qui voit tout le potentiel du croissant pétrolier libyen pour ses besoins domestiques et pour sa politique régionale. La conquête du littoral libyen vers l'est permettrait en outre d'étendre aussi géographiquement l'accord de délimitation maritime conclu en 2019 entre la Turquie et le GAN, augmentant *de facto* vers l'est les espaces maritimes pouvant être soumis à des activités de prospection *offshore* exclusivement turques. L'ensemble du croissant pétrolier libyen et la majeure partie de la Méditerranée centrale tomberaient alors dans l'escarcelle turque.

Cependant, les groupes pro-turcs n'ont pas la supériorité aérienne suffisante pour mener une offensive d'ampleur, surtout vu les moyens actuellement déployés en réaction par Moscou à Al-Juffa, en soutien à l'ANL. De fait, seule une opération aérienne turque à partir d'une base projetée (potentiellement à Al-Watiya) permettrait de rééquilibrer les choses et d'appuyer efficacement les actions des troupes au sol, ce qui signifierait alors une nouvelle escalade dans le conflit. D'ailleurs, les frappes « anonymes » de début juillet sur du matériel sol-air turc stationné sur cette même base d'Al-Watiya ont été sans doute conduites pour démontrer aux forces pro-turques leur grande vulnérabilité et pour donner un « ultime avertissement » à Ankara. Il est donc possible que le GAN et la Turquie cherchent à combler cette faiblesse opérationnelle via

le déploiement de chasseurs en Libye ou, plus probablement, via la création d'une No Flight Zone sur le littoral et l'Ouest libyen, qui seraient alors les étapes préalables à une offensive terrestre d'ampleur. La création d'une telle zone permettrait également *in fine* à la Turquie de parachever à moindre coût sa stratégie de déni d'accès au large de la Libye.

Une volonté égyptienne d'endiguement du pan-ottomanisme turc

La volonté de domination régionale turque est mal vue au Caire qui doit déjà faire avec les conséquences de l'implication turque tant en Syrie que dans la bande de Gaza (soutien turc au Hamas, lié aux Frères musulmans) et qui observe sa « centralité traditionnelle régionale » (positionnement géographique particulier entre Méditerranée et Mer rouge, siège de la Ligue Arabe) être remise en cause par l'activisme d'Erdoğan. La crise libyenne a dès lors ravivé les craintes égyptiennes quant à une « contagion de l'islam politique » à sa frontière et Le Caire a donc logiquement soutenu depuis 2015 l'ANL du Maréchal Haftar¹. Cette situation s'est aggravée au cours du printemps 2020, suite aux victoires militaires du camp pro-turc, la région libyenne de Sirte et la base d'Al Joufra devenant des « lignes rouges » pour l'Égypte, qui a menacé d'intervenir militairement si jamais les forces du GAN libyen décidaient de passer à l'offensive dans ces secteurs. Sirte est en effet névralgique tant pour ses terminaux pétroliers que pour son rôle de point de passage obligé sur la côte libyenne entre Tripoli et Benghazi. La base d'Al Joufra pourrait quant à elle permettre une

¹ Voulant maintenir la stabilité à ses frontières, l'Égypte avait naturellement soutenu le maréchal Haftar lors de l'opération « Dignité » contre les groupes djihadistes installés dans l'est de la Libye.

domination aérienne des cieux libyens et reste un plot logistique indispensable entre le Sud isolé et le littoral².

Cette éventuelle « intervention » pour protéger « les frontières occidentales »³ de l'Égypte ne pourrait toutefois s'effectuer que si l'ANL demandait formellement de l'aide⁴. Les régions tenues par l'ANL sont ainsi essentiellement vues par Le Caire comme des « zones tampon » permettant d'écarter durablement l'islam radical et l'islam politique pro-turc des frontières égyptiennes. Dans ce contexte, l'Égypte semble vouloir prendre appui sur les tribus locales de l'Est libyen pour que celles-ci constituent « le » rempart armé contre les velléités pro-turques du GAN. D'ailleurs, un des conseils tribaux a annoncé dès le 20 juin son soutien plein et entier au plan égyptien. La « solution tribale » permettrait à l'Égypte d'obtenir le soutien local à ses actions, de bénéficier de troupes aguerries connaissant le terrain et également d'éviter d'avoir à intervenir directement dans la crise libyenne... La proxysation du conflit libyen se poursuivrait donc de plus belle, à l'instar du modèle syrien. En effet, l'Égypte faisant déjà face à d'importantes difficultés (crise économique et sanitaire, tensions avec l'Éthiopie, persistance de la menace terroriste intérieure), ce choix du conflit indirect et asymétrique serait le plus logique, Le Caire cherchant d'ailleurs parallèlement le soutien accru du camp arabe⁵ voire russe à sa cause.

² La base d'Al Joufra est par ailleurs, et ce n'est pas un hasard, l'épicentre de la présence russe en Libye (groupe Wagner, avions Mig-29 et Su-24, systèmes de défense aérienne) et un centre d'entraînement/équipement des forces pro-Haftar.

³ L'accord du Parlement égyptien pour une potentielle opération militaire égyptienne en Libye ayant en outre été obtenu le 20 juillet.

⁴ Une première étape étant déjà franchie puisque mi-juillet le Parlement de Tobrouk a donné son accord pour « permettre aux forces armées égyptiennes d'intervenir pour protéger la sécurité nationale libyenne et égyptienne, si elles voient une menace imminente pour la sécurité des deux pays ».

⁵ Les Émirats arabes unis ont affirmé se tenir « au côté de l'Égypte pour toutes les mesures qu'elle prend pour assurer la sécurité et la stabilité » face au conflit en Libye. » L'Arabie Saoudite a affiché son « soutien à l'Égypte quant à son droit à défendre ses frontières et son peuple contre l'extrémisme, les milices terroristes et leurs soutiens dans la région ».

Un rapprochement égyptien délibéré avec les autres puissances régionales

L'accession au pouvoir d'Abdel Fatah Al Sissi avait déjà amorcé un nouveau rapprochement entre l'Égypte et la Russie, tous deux isolés sur la scène internationale (l'Égypte à cause de la répression exercée contre l'opposition, la Russie depuis l'annexion de la Crimée), et ce alors que la relation égypto-américaine s'était tendue (l'aide militaire américaine à l'Égypte avait été en partie suspendue en 2013, en réaction à la répression exercée contre les partisans de l'ex-président Mohamed Morsi, les tensions revenant ensuite en 2017/2018, toujours en raison de questions sur les droits de l'homme). De nombreux contrats d'armement ont été conclus entre les deux pays en 2015 (pour 3,5 milliards de dollars dont un système anti-accès de type Bastion et des S-300, des appareils de type Su-30 et Mig-29), tout comme en 2017 un accord pour la construction par la Russie d'une centrale nucléaire en Égypte.

Cette « proximité » avec la Russie ne s'est pas démentie même si celle-ci reste discrète. En 2018, un contrat sur l'acquisition d'une vingtaine d'avions de type Su-35 aurait été conclu avec la Russie, malgré les menaces américaines. En 2020, c'est un accord pour la production de 500 chars de combat de type T-90MS qui a été signé. De fait, la Russie s'est de nouveau placée, grâce à la crise libyenne, comme un interlocuteur d'importance pour l'Égypte, les deux pays ayant finalement des intérêts stratégiques quasi-alignés.

Les Émirats arabes unis se sont aussi particulièrement engagés (frappes aériennes non revendiquées, livraisons de matériels) depuis 2014 auprès de l'ANL, voyant en elle le meilleur rempart à l'influence des Frères musulmans et de leurs parrains régionaux, la Turquie et, derrière elle, le Qatar. De fait, l'Égypte et les EAU partagent les mêmes intérêts et devraient intensifier leur partenariat au prétexte de la crise libyenne, sans doute au travers

d'un renforcement du soutien logistique et militaire à l'ANL et aux groupes tribaux de l'Est libyen. Cette « intervention » prolongée d'un État du golfe arabo-persique sur la rive Sud de la Méditerranée, pourtant déjà constatée en 2011 lors du renversement de Mouammar Kadhafi, reste une rupture géopolitique inédite, illustrant l'extension à l'ouest d'un « arc arabe sunnite traditionnel » qui a pour principal objectif de lutter contre les puissances non arabes de la région (dont la Turquie et l'Iran en premier lieu). Cet axe, conforté par la crise libyenne et les velléités pan-ottomanes turques, permet également à l'Égypte d'être replacée par son camp dans sa propre « centralité » orientale. Il est donc hautement probable, géopolitiquement parlant, que Le Caire cherche à accentuer et prolonger l'implication émirienne à ses côtés dans la crise libyenne.

La crise libyenne et l'interventionnisme turc sur le territoire nord-africain ont ravivé les tensions opposant l'Égypte et la Turquie. Celles-ci, déjà sous-jacentes compte tenu des frictions politiques liées aux actions régionales des Frères musulmans et des ambitions maritimes turques en Méditerranée, incitent l'Égypte à durcir le ton afin de ne pas être marginalisée sur la scène régionale. En effet, Le Caire se perçoit toujours géographiquement et diplomatiquement comme un centre de gravité au Moyen-Orient et peine à accepter l'entrisme turc sur la scène régionale, parfois vu comme une sorte d'impérialisme néo-ottoman contraire aux intérêts arabes.

L'Égypte cherche alors à asseoir une position de fermeté vis-à-vis de la Turquie tout en privilégiant l'affrontement indirect, par proxies interposés. Le Caire souhaite également bénéficier de

l'appui, parfois très intéressé, d'autres puissances régionales (Russie et EAU) qui pénètrent finalement durablement cette région, tirant complètement profit du vide sécuritaire laissé sciemment ou pas par les occidentaux.

Publié le 30 juillet 2020 par l'institut FMES

Décryptage de la position turque en Méditerranée orientale

*Par Jean MARCOU, Professeur des universités, titulaire de la
Chaire Méditerranée-Moyen-Orient à Sciences Po Grenoble
(Université Grenoble Alpes)*

L'offensive turque en Méditerranée orientale des derniers mois a souvent été décrite comme le dernier avatar de l'autoritarisme de Recep Tayyip Erdoğan. Si ce dernier n'a certes pas manqué d'inscrire ce conflit dans l'agenda politique dense qui doit le conduire aux prochaines échéances électorales de 2023, on aurait pourtant tort de réduire l'affaire au seul réveil de vieux démons islamo-nationalistes du président turc.

Pour s'en convaincre il suffit d'observer les réactions récentes du CHP (le parti kémaliste) aux positions européennes. Ayant d'abord courtoisement fait observer aux membres de l'UE qu'ils avaient tendance à privilégier le point de vue grec dans la crise, les dirigeants de la principale formation d'opposition n'ont pas mâché leurs mots, lorsqu'au sommet Med-7, en Corse, le 10 septembre, le président Macron a déclaré : « Nous devons être durs avec le gouvernement turc et non avec le peuple turc, qui mérite plus que le gouvernement Erdoğan. » Prenant la défense de la présidence de la République de Turquie plus que de son président, les leaders du groupe kémaliste au parlement ont expliqué qu'aucun chef d'État au monde ne pouvait se permettre de parler ainsi à un dirigeant turc, avant de rappeler que la Méditerranée orientale était « une cause nationale » à laquelle ils adhéraient¹. Cet incident montre

¹ “Main opposition CHP reacts against Macron over insults toward Turkish presidency”, *Hürriyet daily news*, September 11, 2020.

bien que le peuple turc, qu'il mérite ou non Erdoğan, n'adhère pas pour autant aux positions des Occidentaux dans le conflit qui oppose son pays à la Grèce et à Chypre aujourd'hui.

Cette crise, en outre, n'est pas la première du genre dans cette aire, car le différend gréco-turc est ancien et n'est pas apparu avec Erdoğan et l'AKP. Pour comprendre ce qui se passe, il convient de prendre en compte les fondamentaux de la politique étrangère turque, influents quel que soit le gouvernement en place et quel que soit le contexte. Voilà donc quelques éléments de décryptage des lignes fortes de la position turque dans le grand jeu gazier actuel de la Méditerranée orientale...

Pomme rouge ou patrie bleue... devenir une puissance maritime qui rayonne sur les mers voisines

Tandis qu'il décidait de la reconversion de Sainte-Sophie en mosquée au moment où ses navires (portant le nom de sultans célèbres, *Yavuz*, *Fatih* et *Kanuni*) partaient prospecter sur des espaces maritimes disputés, le président turc, il est vrai, n'a pas hésité à solliciter l'imaginaire collectif turco-ottoman, à l'appui de sa politique de la canonnière en Méditerranée orientale. Célébrant un peu plus tard, le 25 août 2020, l'anniversaire de la bataille de Manzikert, qui a ouvert l'Anatolie aux Seldjoukides face aux Byzantins, en 1071, sans hésiter au passage à faire un parallèle appuyé avec le différend en cours qui l'oppose à la Grèce, Recep Tayyip Erdoğan a même osé une référence à la mythique « pomme rouge » (*kizil elma*)², un symbole de l'expansionnisme turc vers l'Europe et du djihad contre la chrétienté à l'époque ottomane,

² Voir notamment le tweet assorti d'un clip évocateur envoyé par Recep Tayyip Erdoğan, le 25 août 2020, à l'occasion du 949e anniversaire de la bataille de Manzikert.

utilisé entre autres par les fameux janissaires, afin de motiver leur ardeur au combat.

Pourtant, lorsqu'il le faut, le président turc sait aussi utiliser des images beaucoup plus séculières, contemporaines et prosaïques, comme celle de la « patrie bleue » (*mavi vatan*), un concept né en 2006 au sein de l'armée, que l'on attribue au contre-amiral Cem Güldeniz, qui fut imaginé pour justifier le développement des forces navales de la Turquie et faire d'elle une puissance apte à intervenir sur des théâtres d'opérations outre-mer. Dans la rhétorique d'Erdoğan, cependant, la « patrie bleue » renvoie surtout au droit qu'ont les Turcs d'accéder et de rayonner sur les mers qui les entourent (mer Noire, mer Égée, mer Méditerranée)³. Elle croise en fait un sentiment d'injustice souvent ressenti à l'issue du premier conflit mondial, en dépit de la victoire de Mustafa Kemal, lorsqu'après avoir conservé l'Anatolie, ils ont dû accepter de voir les Grecs demeurer sur la plupart des îles de la mer Égée. Cette configuration est devenue inquiétante pour la Turquie, après la Deuxième Guerre mondiale, lorsque le traité de Paris de 1947 a permis à la Grèce d'étendre sa souveraineté sur le Dodécannèse et lorsque l'élaboration du droit de la mer a ouvert à Athènes, au large de ses innombrables îles, des perspectives maritimes immenses.

Erdoğan ne cesse de pointer du doigt cette situation particulière, quand il rappelle que la Turquie a le littoral continental le plus important de la Méditerranée et que l'île de Kastellorizo, à l'extrême sud-est du Dodécannèse, se trouve à 2 kilomètres des côtes turques, alors qu'elle est située à plusieurs centaines de kilomètres des côtes grecques continentales⁴. L'ensemble de l'opinion publique turque ne suit donc probablement pas Erdoğan dans sa

³ Pour avoir une vision officielle du concept, cf. Can Kasapoğlu, "Turkey's 'Blue homeland' drills: a new geopolitical concept in the making", *Yeni Safak*, February 27, 2019.

⁴ Sur l'île en question dans le contexte de la crise, cf. Rémy Ourdan, "L'île grecque de Kastellorizo, en première ligne face aux menaces de la Turquie", *Le Monde*, 13 septembre 2020.

rhétorique mythologique exaltée, mais elle n'en est pas moins troublée par le sort maritime que l'histoire a pu faire à son pays. Et ce d'autant plus que l'évolution la plus récente de la Méditerranée orientale semble conforter cette situation. Les découvertes gazières y ont en effet provoqué un phénomène d'appropriation des espaces maritimes, avec la délimitation des zones économiques exclusives (ZEE) à laquelle se livrent les États riverains producteurs. Dès lors, pour les Turcs, qui ne sont pas conviés à ce grand jeu énergétique et maritime, c'est un peu le scénario de la mise à l'écart et de l'enclavement de la mer Égée qui se reproduit, en exacerbant un sentiment de frustration déjà ancien⁵.

Réduire la dépendance gazière et devenir un hub énergétique

Les préoccupations énergétiques sont aussi présentes dans les motivations qui font agir la Turquie en Méditerranée orientale. Mais il faut bien les identifier. Le nouveau conflit gréco-turc est souvent défini comme un conflit gazier, mais ni l'un ni l'autre de ces protagonistes n'est un producteur majeur en Méditerranée, tout au plus espèrent-ils le devenir en prospectant et en s'appropriant des espaces maritimes.

Puissance émergente, la Turquie est en quête permanente d'énergie depuis les crises pétrolières des années 1970. Là encore, une croyance populaire tenace laisse entendre que si ce pays n'est pas, à la différence de ses voisins moyen-orientaux, un producteur d'hydrocarbures, c'est parce qu'un complot ourdi par les grandes puissances empêcherait la révélation de ressources existantes⁶...

⁵ Jean Marcou, "La Turquie en Méditerranée orientale : des revendications énergétiques aux ambitions stratégiques", *Diplomatie* n°105, p. 53-57.

⁶ Voir à cet égard la fiction de Mine Kirikkanak. *La malédiction de Constantin*, Paris,

Plus sérieusement, depuis la fin des années 1980, Ankara est devenue un important acheteur de gaz russe⁷. Mais, échaudée par l'épopée de la dette ottomane et de l'interminable déclin de l'Empire, ce pays se méfie des situations de dépendance. Mesut Yılmaz, le premier ministre qui, dans les années 1990, a négocié les premiers grands contrats gaziers avec la Russie, en sait quelque chose, lui qui a significativement été menacé par certains de ses collègues au parlement d'un procès pour haute trahison. Quoiqu'il en soit, Ankara s'emploie, depuis plusieurs années, à diversifier ses sources d'approvisionnement ; ce qui explique en partie ses bonnes relations avec des pays comme l'Azerbaïdjan, le Qatar ou l'Iran. Ainsi on comprend que la récente découverte par le navire de prospection *Fatih* (qui avait foré antérieurement en Méditerranée) d'un gisement de gaz en mer Noire, qui serait le plus important jamais localisé par la Turquie⁸, ait été annoncée en grandes pompes par Recep Tayyip Erdoğan. Tout en réduisant les importations gazières, il permettra sans doute de les négocier à un meilleur prix⁹. Mais cette « grande nouvelle » aigüise aussi les appétits d'Ankara...

Cette préoccupation énergétique s'est aussi exprimée dans l'objectif régulièrement affiché par la Turquie d'être le *hub* des grands couloirs d'approvisionnement gazier et pétrolier de la région. Impliquée, dès le début du millénaire, dans les projets malheureux de gazoducs concurrents russe (*SouthStream*) et européen (*Nabucco*), Ankara vient de devenir un maillon clef du corridor méridional gazier vers l'Europe, avec la mise en service

Métaillé, 2006.

⁷ Mitat Çelikipala et Jean Marcou, "Regards sur les relations turco-russes", Istanbul, *Les dossiers de l'IFEA*, coll. La Turquie d'aujourd'hui n°27, avril 2020.

⁸ "Turkey discovers 320 billion cubic meters natural gas reserve in Black Sea", *Hürriyet daily news*, August 21, 2020.

⁹ "Turkey expects big drop in gas imports after Black Sea find: Minister" *Hürriyet daily news*, August 21, 2020.

des gazoducs *TANAP* (2018) et *TurkStream*. (2020)¹⁰. Or, l'actuel jeu gazier de la Méditerranée orientale tend à remettre en cause cette position chèrement acquise. En janvier 2020, au moment même de l'inauguration du *TurkStream*, la Grèce et Chypre ont lancé avec Israël le projet de gazoduc *EastMed* qui prétend réduire la dépendance de l'Europe à l'égard du gaz russe. Mais l'Égypte qui liquéfie son propre gaz et celui de son voisin israélien aux fins d'exportation vers l'Europe, se verrait bien devenir également un *hub* concurrent de la Turquie¹¹ avec laquelle elle entretient les plus mauvaises relations. Ce projet pourrait être renforcé par la construction d'un gazoduc reliant les gisements chypriotes aux usines égyptiennes de liquéfaction¹².

Conjurer un nouvel isolement

Pendant la guerre froide, la Turquie, tout en entretenant une relation privilégiée avec les Occidentaux, était largement coupée de son environnement régional et entretenait des relations difficiles avec la plupart de ses voisins. Après la fin du monde bipolaire, elle a cru pouvoir surmonter ce handicap en renouant avec son voisinage et en tempérant sa relation avec l'Occident. Cette démarche a culminé lorsque l'ex-ministre des affaires étrangères de Recep Tayyip Erdoğan, Ahmet Davutoğlu, s'est mis à promouvoir sa fameuse « politique du zéro problème avec nos voisins », qui a paru triompher au moment des printemps arabes, avec l'engouement pour le « modèle turc », au sein du monde musulman. Cette politique a cependant rapidement échoué, au lendemain des révoltes arabes, et notamment à l'occasion du

¹⁰ "President Erdoğan benefits of TANAP pipeline" *Hürriyet daily news*, May 1, 2020.

¹¹ Hicham Mourad, "L'Égypte, nouveau hub économique régional", *Diplomatie* n°105, p. 61 à 65.

¹² Mohamed Saied, "Egypt, Cyprus focus on natural gas pipeline amid tensions in eastern Mediterranean", *Al Monitor*, September 13, 2020.

conflit syrien. Dès lors, Ankara a vu sa relation se dégrader avec nombre de ses voisins, en particulier ses voisins arabes, sans pour autant restaurer sa relation avec les Occidentaux. Dès lors, la Turquie a été amenée à nouer avec la Russie ou l'Iran de nouvelles amitiés, qui ne sont pas pour autant de véritables alliances.

Les tensions qui enflent en Méditerranée orientale depuis 2017 reflètent cruellement ce nouvel isolement turc. Elles ravivent, d'abord, les vieux conflits (querelle du plateau continental de la mer Égée, impossibilité de réunifier Chypre...) avec Athènes et Nicosie, qui avaient déjà empêché le succès de la politique de bon voisinage qu'Ismail Cem et Giorgios Panpandréou avaient lancée au tournant du millénaire. Elle conforte, ensuite, la dégradation des liens avec l'Égypte, ébranlés par la chute de la présidence Morsi et l'arrivée au pouvoir du général Sissi que Recep Tayyip Erdoğan n'a cessé depuis de traiter de « putschiste ». Elle confirme, enfin, la fragilité des relations avec Israël dont on avait pensé pourtant qu'elles pourraient bénéficier de la manne gazière¹³.

Le nouveau Forum gazier, créé au Caire en 2019, et chargé de veiller au respect du droit international dans la gestion des ressources énergétiques de la zone, est devenu une organisation intergouvernementale en 2020. Mais plus qu'une réelle alliance, il permet surtout un rapprochement des principaux adversaires de la Turquie en Méditerranée orientale (notamment l'Égypte, Israël, la Grèce et Chypre)¹⁴. Certes, les Territoires palestiniens, qui en sont également membres (mais qui n'y ont qu'un strapontin), ne sont pas un acteur hostile à Ankara, mais on remarque que Recep Tayyip Erdoğan soigne à nouveau surtout sa relation avec le Hamas, qui ne peut exploiter les ressources gazières de Gaza.

¹³ La normalisation des relations turco-israéliennes s'était appuyée sur une perspective d'une contribution de la Turquie à l'évacuation du gaz israélien vers l'Europe.

¹⁴ Mohamed Saied, "Is new energy league an alliance against Ankara?“, *Al Monitor*, January 24, 2019.

Enfin, si l'Italie dont la compagnie Eni a découvert le gisement *Zohr*, en fait partie, on observe que la France, dont la compagnie Total a obtenu des concessions chypriotes et dont les relations se sont spectaculairement dégradées avec la Turquie à l'occasion de cette crise, a demandé à entrer dans ce Forum, en janvier 2020.

Dans cette nouvelle configuration régionale, les amis de la Turquie ne sont pas légions. Le Liban, qui n'a pas de relations officielles avec Israël et conteste ses gisements, est absent du Forum gazier et pourrait constituer un allié potentiel, mais de peu de poids, eu égard à sa situation actuelle. Pour le reste, les partenaires de la Turquie sont des acteurs lointains et peu ou pas concernés par la crise, comme l'Azerbaïdjan, le Kurdistan irakien, une partie des pays balkaniques (Macédoine du Nord, Albanie, Kosovo, Bosnie, Serbie) et bien sûr le Qatar. Dans un tel contexte, on comprend mieux l'importance que revêt l'intervention turque en Libye. La convergence avec le gouvernement de Fayed al-Sarraj (reconnu officiellement par l'ONU) a permis à Ankara d'ébranler une structuration d'alliances qui lui était particulièrement défavorable. En premier lieu, par une délimitation mutuelle des ZEE, elle a ouvert un corridor maritime qui isole la Grèce des champs gaziers de la Méditerranée et qui compromet la réalisation du gazoduc *EastMed*. Le gouvernement grec a certes riposté en s'empressant de délimiter sa ZEE avec l'Égypte sur les mêmes espaces, mais il a commis l'erreur de le faire en adhérant aux arguments juridiques (quant à la délimitation du plateau continental) que la Turquie lui oppose en mer Égée¹⁵, ce qu'Ankara n'a pas manqué de faire valoir immédiatement. En second lieu, l'intervention turque en Libye a conforté la position d'acteur régional incontournable que revendique Ankara, en prouvant une capacité à projeter ses forces sur un théâtre lointain d'opérations et à modifier le cours d'un

¹⁵ Serkan Demirtaş, "How does Greek-Egypt deal endorse Turkey's thesis in the Mediterranean", *Hürriyet Daily News*, August 12, 2020.

conflit en cours (aide au gouvernement de Tripoli, qui a permis à ce dernier de mener avec succès une contre-offensive contre les forces du général Haftar).

Inscrire le grand jeu gazier dans un jeu stratégique plus large

Plus généralement, la gestion de ce foyer de tensions s'insère pour la Turquie dans une géopolitique nouvelle qui concerne non seulement l'Europe et la Méditerranée orientale, mais aussi le Proche-Orient et l'Est africain.

Alors même que Chypre et la Grèce sont concernées au premier chef par cette crise, la Turquie se retrouve confrontée au soutien que l'UE apporte à ses deux États-membres. Mais cette solidarité européenne n'est pas uniforme. Quand la France, qui a pris fait et cause pour la Grèce, incite Bruxelles à recourir à des sanctions contre Ankara, la plupart des autres pays européens affichent une attitude plus nuancée. L'Allemagne, qui exerce la présidence tournante de l'UE au second semestre 2020, ne souhaite pas entrer en conflit avec son importante communauté turque et s'emploie surtout à préserver le pacte migratoire que l'Europe a conclu avec Ankara, en avril 2016. Bien que le sommet Med-7, qui s'est tenu en Corse les 10 et 11 septembre 2020, ait évoqué « l'établissement d'une liste de mesures restrictives supplémentaires »¹⁶ par le prochain Conseil européen, une partie significative (Espagne, Portugal, Italie, Malte) des sept États européens méridionaux participant à ce sommet s'est montrée plus conciliante, dans les débats ayant précédé la déclaration finale de la conférence. Face à l'UE, la position turque a évolué. Ankara a d'abord tenté d'exploiter

¹⁶ Déclaration d'Ajaccio à l'issue du 7^e sommet des pays du sud de l'Union européenne (MED7), *L'opinion internationale*, 11 septembre 2020.

les divisions existantes, en mettant l'UE au défi d'arbitrer la crise de façon équitable, et en louant la position allemande, mais lorsque les 27 se sont montrés plus fermes et plus unis, le gouvernement turc n'a pas hésité à les mettre en garde, en annonçant pareillement de possibles mesures de rétorsion (en matière de migration notamment) et en évoquant un bloc lui étant hostile dans son ensemble où la France ne fait que jouer le rôle du « *bad cop* ».

Quoi qu'il en soit, il faut bien convenir que dans cette confrontation turco-européenne, un match dans le match se joue entre la Turquie et la France et peut-être entre les présidents Erdoğan et Macron. Ankara poursuit sur mer une rivalité avec Paris qui s'est maintes fois exprimée au cours des derniers mois, en d'autres lieux. Dans le nord de la Syrie, le soutien français aux milices kurdes YPG et la réception à l'Élysée de certains de leurs représentants ont provoqué l'ire de la Turquie. En Libye, l'appui de la France au général Haftar s'est heurté aux efforts déployés par le gouvernement turc pour restaurer la position du gouvernement d'union nationale. Au Liban, à l'issue de l'explosion du 4 août 2020, et alors même que le président Macron se rendait deux fois à Beyrouth, la Turquie n'a pas hésité à proposer ostensiblement un appui conséquent pour aider à la reconstruction du port et des quartiers alentours. Plus récemment, alors même que le président français avait rencontré à Bagdad Nechirvan Barzani, le président du gouvernement régional kurde (GRK), sans se rendre à Erbil, Recep Tayyip Erdoğan a invité, le lendemain, ce dernier et l'a reçu comme un chef d'État à Ankara¹⁷, dévoilant par là-même le positionnement ambigu du GRK, écartelé entre sa relation historique avec la France et un rapport très prosaïque à la Turquie dont le soutien est vital pour l'économie du Kurdistan irakien.

¹⁷ "President Erdoğan meets KRG President Barzani", *Hürriyet Daily News*, September 4, 2020.

Enfin, certains évoquent même l'existence d'une rivalité franco-turque au Mali, depuis le coup d'État qui a renversé le président Keita¹⁸.

Le différend gréco-turc de Méditerranée orientale concerne aussi l'OTAN qui, comme l'UE, n'affiche pas une parfaite unité sur ce dossier¹⁹. Alors que son image a été dégradée par ses multiples convergences avec Moscou et ses achats d'armements russes sensibles (missiles de défense S-400), la Turquie rappelle l'importance de sa position sur le flanc sud de l'Alliance et les moyens qu'elle peut y mobiliser. Les États-Unis, pour leur part, essaient de ménager leurs relations avec les deux protagonistes. Ils ont ainsi décerné un satisfecit à la Turquie pour son intervention en Libye, qui a porté un coup d'arrêt à l'offensive du général Haftar, qui était aussi le vecteur d'une poussée russe en Afrique du Nord, et ils ont critiqué l'envoi par la France de moyens militaires²⁰ à Chypre.

La position de l'OTAN dans le conflit est en outre complexifiée par la concurrence qui s'est engagée entre plusieurs États membres pour la fourniture d'armes à la Grèce. La France semble avoir pris une longueur d'avance dans ce domaine, puisqu'Athènes a annoncé, le 13 septembre 2020, qu'elle allait acquérir 18 Rafale²¹. Quant aux États-Unis, qui n'apprécient guère ces achats de Rafale par la Grèce, ils ont levé partiellement un embargo sur la fourniture d'armes à Chypre, qui remontait à l'intervention turque de 1974, et

¹⁸ Fehim Tastekin, "Does France failure in Mali spell a victory for Turkey?", *Al Monitor*, September 14, 2020.

¹⁹ Metin Gurcan, "NATO in unprecedented bid at in-house deconfliction between Turkey, Greece", *Al Monitor*, September 14, 2020.

²⁰ Deux Rafale, le porte-hélicoptères Tonnerre et la frégate Lafayette. Cf. "Tensions entre la Grèce et la Turquie : la France envoie deux Rafale et deux bâtiments de la Marine nationale", *Le Monde*, 13 août 2020.

²¹ Piotr Smolar et Isabelle Chaperon, "La Grèce, premier pays européen à acheter le Rafale", *Le Monde*, 13 septembre 2020.

signé un accord-cadre prévoyant l'établissement d'une base navale américaine sur l'île, au grand dam de la Turquie²². Dans ce contexte incertain, la Turquie a là aussi demandé l'arbitrage de l'OTAN, en tentant d'obtenir l'organisation de réunions techniques avec la Grèce, mais celle-ci en a reporté la tenue, estimant qu'Ankara devait d'abord cesser ses prospections dans des zones disputées. À cet égard, le premier ministre grec Kiriakos Mitsotakis a salué le retour du navire de prospection turc *Oruç Reis* au port d'Antalya, le 13 septembre, mais les observateurs s'interrogent encore pour savoir s'il s'agit bien d'un véritable geste de désescalade²³.

En guise de conclusion...

Au bout du compte, en Méditerranée orientale, la position de la Turquie rencontre les axes forts de sa politique étrangère. En premier lieu, dans cette crise, la relation difficile d'Ankara avec ses alliés occidentaux se confirme. Même si ces derniers n'ont pas une approche similaire de la crise, on peut penser qu'Ankara aura du mal à fissurer le bloc européen et qu'un accord sera trouvé pour apporter un soutien à la Grèce et à Chypre, assorti, le cas échéant, de mesures dissuasives prises contre la Turquie. Si celle-ci a espéré un temps pouvoir réduire la portée des décisions européennes, en parvenant à faire intervenir les États-Unis dans la crise, parce que l'opinion de ces derniers ne semblait pas définitivement forgée et que Donald Trump, très hostile à l'Union européenne ces derniers mois, entretient une relation personnelle avec Recep Tayyip Erdoğan, la dernière convergence américano-chypriote semble compromettre ce scénario. En deuxième lieu, les tensions survenues en Méditerranée orientale ont confirmé les liens

²² "Turkey slams deal between US, Greek Cypriots" *Hürriyet Daily News*, September 14, 2020.

²³ Amberin Zaman, "Can EU sanctions threat cool Turkey's moves in eastern Mediterranean?" , *Al Monitor*, September 14, 2020.

dégradés de la Turquie avec le monde arabe. En dehors de la rivalité particulière, qui oppose la Turquie et l'Égypte sur le plan énergétique, on a vu les Émirats, autres adversaires notables d'Ankara, apporter ostensiblement leur soutien à la Grèce et à Chypre. On peut ainsi observer que ce conflit méditerranéen prolonge un antagonisme qui s'est manifesté avec acuité dans l'est de l'Afrique, notamment en Somalie, au Soudan et désormais en Libye entre les pays arabes sunnites conservateurs (Arabie saoudite, Émirats, Égypte...) et la Turquie qui soutient l'islam politique des Frères musulmans, dont le Qatar finance souvent les projets africains. En dernier lieu, on peut se demander si Ankara peut contrer cette hostilité multiple, en se tournant vers ses nouveaux amis russes, comme elle a pu le faire dans le conflit syrien avec le processus d'Astana. Toutefois, même si ce scénario a été esquissé en Libye et même si Sergueï Lavrov a récemment proposé d'arbitrer la crise en Méditerranée orientale²⁴, la Russie risque de n'être pas la mieux placée pour jouer un rôle de médiateur en l'occurrence, car elle entretient une relation historique et culturelle forte avec la Grèce et Chypre et a apporté un soutien constant au général Sissi, depuis son arrivée au pouvoir en 2013.

L'isolement d'Ankara, qui découle du constat que nous venons de dresser, a souvent été souligné avec pertinence, ces dernières semaines, mais on aurait tort d'en tirer des conclusions définitives. Et ce pour plusieurs raisons. D'abord, la Turquie qui a un long passé impérial, a montré qu'elle était capable d'assumer seule des situations difficiles. La poursuite de l'accroissement des tensions permet, en outre, à Recep Tayyip Erdoğan de brandir le spectre de la menace extérieure et d'espérer pouvoir rassembler une unité nationale qui ne lui était pas acquise au début de la crise. Par

²⁴ "Russia ready to mediate in Eastern Mediterranean crisis: Lavrov", *Al Jazeera*, September 8, 2020.

ailleurs, la situation de la Méditerranée orientale comporte encore des incertitudes et la position des États-Unis, démarquée par rapport à celle des Européens, reste malgré tout imprévisible. Or, la Turquie a montré au cours de la dernière décennie, qu'elle était une bonne tacticienne, prête à conclure des alliances de circonstances pour jouer une puissance contre une autre, lorsqu'il fallait redresser des situations compliquées, pour ne pas dire désespérées. Il reste que les États-Unis et la Russie ne semblent pas disposés à s'engager en faveur d'Ankara. Ils pourraient même être tentés de lui faire payer son double-jeu et ses grands écarts répétés des dernières années. Enfin, quoi qu'il advienne, il ne faut pas perdre de vue que les Occidentaux, et en particulier les Européens, auront encore besoin de la Turquie après la crise. Raison de plus pour qu'ils réfléchissent à cette occasion à la place et au statut qui doivent être ceux de ce pays important sur le flanc sud de l'OTAN et de l'UE.

Publié le 17 septembre 2020 par l'institut FMES

Que penser de la découverte turque d’hydrocarbures en mer Noire ?

Par Nicolas MAZZUCCHI, docteur à la Fondation pour la Recherche Stratégique

La récente découverte d’un potentiel grand champ gazier en mer Noire par une entreprise publique turque ouvre, pour Ankara, de nouvelles possibilités dans le domaine énergétique. Dans le même temps, l’enjeu du contrôle des ressources en Méditerranée orientale est devenu le cœur d’un bras de fer international entre France, Grèce, Chypre, Italie et Turquie. Cette très opportune découverte s’insère dans un ensemble complexe d’interrelations énergétiques pour la Turquie, tiraillée entre ses ambitions de puissance régionale et sa dépendance criante à l’égard de fournisseurs étrangers. Le gaz qui ne cesse de prendre de l’importance dans la géoéconomie turque – pour des raisons à la fois internes et externes – tendait à devenir ces dernières années un enjeu majeur des relations régionales, en particulier depuis la découverte en 2011 du champ d’Aphrodite dans la partie sud de la ZEE chypriote. La montée des tensions inhérentes aux revendications turques sur l’exploitation des ressources méditerranéennes, y compris entre alliés de l’OTAN, a atteint ces derniers mois un paroxysme, forçant l’Alliance à mettre en place le 1^{er} octobre 2020 un mécanisme de déconflition entre Ankara et Athènes¹.

¹ “Military de-confliction mechanism between Greece and Turkey established at NATO”, NATO, October 1, 2020. https://www.nato.int/cps/en/natohq/news_178523.htm.

Au-delà de la seule question des ressources gazières, il appartient de comprendre en quoi le gaz est un élément central de la stratégie turque de passerelle entre l'Europe et l'Asie mineure, avec en toile de fond une nouvelle géopolitique des tubes qui, du point de vue turc, constitue un nouvel axe d'influence stratégique.

La mer Noire, espace complexe

L'annonce début septembre 2020 de la découverte par le navire de forage *Fatih* d'un champ gazier de grande ampleur en mer Noire occidentale – baptisé Tuna-1 – a été un évènement majeur, grandement relayé dans les médias turcs et la presse spécialisée. Les ressources du champ en question sont en effet estimées à plus de 300 milliards de m³, ce qui met Tuna-1 au niveau des grands champs de Méditerranée orientale comme Léviathan et Aphrodite, respectivement en Israël et à Chypre. Une fois mis en exploitation, ce gisement ne devrait pas être relié à la Turquie, mais exploité via un stockage flottant de type FPSO². Une autre option pourrait être de le relier au continent par un mini gazoduc.

Un certain nombre d'observateurs sont néanmoins dubitatifs sur la découverte puisque la mer Noire ne s'était jusqu'ici révélé qu'un territoire très secondaire en termes de ressources. La Turquie était d'ailleurs considérée comme un pays quasiment sans ressources (environ 9 milliards de m³ de réserves gazières pour une consommation de plus de 45 milliards de m³ annuels), avec une production anecdotique. L'entreprise pétro-gazière nationale TPAO qui appartient au fond souverain turc, est certes active en mer Noire depuis les années 1960, avec la découverte et la mise en

² « Unité flottante de production, de stockage et de déchargement », Wikipédia. https://fr.wikipedia.org/wiki/Unit%C3%A9_flottante_de_production,_de_stockage_et_de_d%C3%A9chargement

production de quelques champs, mais ceux-ci n'ont jamais permis d'atteindre une taille critique nécessaire pour que la région soit considérée comme un territoire attractif. Cette situation explique d'ailleurs en partie les explorations subséquentes conduites par TPAO en mer de Marmara depuis les années 1970, puis en Méditerranée, ici aussi avec des résultats mitigés. Il faut attendre 2004 et le champ d'Ayazlı-1 pour que TPAO fasse une découverte *offshore* intéressante en mer Noire. En 2019, selon le rapport annuel de l'entreprise, les découvertes *offshore* ont représenté un volume de 30 millions équivalents barils de pétrole, soit à peu près la consommation annuelle d'un pays comme l'Azerbaïdjan ou le Sri Lanka³.

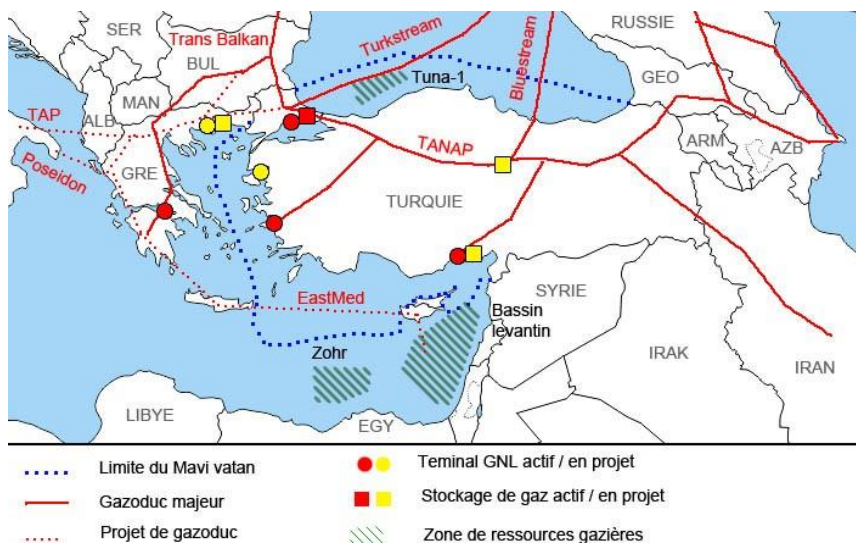
En réalité, ce sont les côtes Ouest (Roumanie) et Nord (Crimée) de la mer Noire qui avaient jusqu'ici été des territoires d'exploitation d'hydrocarbures véritablement actifs. L'annexion de la péninsule de Crimée par la Russie avait privé l'Ukraine d'un certain nombre de ressources gazières, avec un certain nombre de champs *offshore* potentiels des deux côtés de la péninsule⁴. Toutefois, à l'exception de la Roumanie qui exploite fortement ses champs de mer Noire – à la fois dans le pétrole et dans le gaz, lui permettant de couvrir environ la moitié de ses besoins – les autres pays riverains n'ont pas mis en place de système de production massif. Pour la Russie, la région reste très secondaire en termes de ressources, par rapport à d'autres territoires plus prometteurs, y compris en termes de coût d'exploitation.

De fait, la Turquie a longtemps fait le choix de miser massivement sur le charbon – seule réelle ressource du pays – pour sa

³ Source : BP Statistical 2020.

⁴ Nicolas Mazzucchi, « Les enjeux énergétiques de l'annexion de la Crimée », *Les champs de mars* n°29, 2017/1, pp. 205-213.

production électrique, même si le gaz prend toujours plus d'importance dans le projet national turc.



Les ressources gazières dans le projet énergétique turc

Les ressources gazières sont une donnée majeure de l'équation énergétique et stratégique de la Turquie. Le pays est pour l'instant obligé de se reposer sur des fournisseurs extérieurs proches, avec lesquels les relations sont plus ou moins apaisées. Historiquement, la Turquie s'est reposée sur des approvisionnements très majoritaires par gazoduc en provenance de Russie, d'Iran et d'Azerbaïdjan. Le taux d'indépendance énergétique de la Turquie a ainsi tendu ces dernières années vers une forte diminution, passant d'environ 50% en 1990 à moins de 30% en 2017. Une partie de l'explication repose ici sur la volonté mise en œuvre depuis le début du XXI^{ème} siècle de diminuer la part du charbon dans le mix énergétique national, lequel était la seule source d'hydrocarbures

réellement abondante du pays. En 2019, le charbon reste toujours la deuxième source d'énergie (26%) du pays, derrière le pétrole (31%). La transition énergétique, certes limitée, a obligé le pays à modifier son secteur électrique, afin de diminuer les émissions de gaz à effet de serre⁵. L'enjeu économique sous-jacent à cette évolution explique en grande partie le choix historique de se reposer vers des fournisseurs proches, au travers d'un système de gazoducs terrestres et marins (Bluestream en 2005 ; Turkstream en 2020), notamment de Russie pour les deux gazoducs marins.

Toutefois, la Turquie a depuis quelques années fait le choix de se reposer davantage sur le gaz naturel liquéfié, lui permettant une diversification plus importante de ses fournisseurs. La mise en service de quatre terminaux de regazéification, dont deux flottants, a permis d'ouvrir de nouvelles possibilités de marché auprès d'exportateurs relativement proches comme l'Algérie et, surtout, le Qatar. Doha et Ankara entretiennent en effet une relation stratégique forte dont l'énergie n'est que l'une des composantes, étant alignés sur nombre de sujets et coopérant étroitement sur le plan militaire. Le développement des importations de gaz en provenance du Qatar est spectaculaire, au rythme de l'inauguration récente des terminaux GNL turcs, dont celui de Dörtyol, proche de la frontière syrienne, qui dispose d'importantes capacités de stockage. Même les États-Unis sont devenus des fournisseurs – certes minoritaires – de gaz pour la Turquie, profitant des capacités d'exportation du Golfe du Mexique⁶. Il ne s'agit là que de volumes limités, achetés pour la majeure partie sur le marché *spot*, mais qui envoient un signal fort aux fournisseurs historiques tels que l'Iran et la Russie.

⁵ Avec des résultats très mitigés, le pays ayant doublé ses émissions par tête entre 1990 et aujourd'hui, en partie à cause d'une importante industrialisation.

⁶ 866 millions de m³ en 2019 ; "U.S. Natural Gas Exports and Re-Exports by Point of Exit", U.S. Energy Information Administration, November 30, 2020.
https://www.eia.gov/dnav/ng/NG_MOVE_POE2_DCU_NUS-NTU_A.htm.

Néanmoins, il importe de considérer la différence de prix entre le gaz par pipeline et le gaz sous forme liquéfiée, le second étant environ 2,5 fois plus cher que le premier. Cette question du prix doit être corrélée avec celle de la durée des contrats d’approvisionnement, et maintient *nolens volens* Moscou comme premier fournisseur d’Ankara, surtout depuis l’inauguration de Turkstream au début 2020. La dépendance de la Turquie au gaz russe, si elle demeure réelle, est toutefois plus faible qu’elle n’a pu être une décennie en arrière lorsque Moscou représentait près des deux tiers des importations turques. La Turquie connaît une hausse quasi-continue de sa consommation gazière (3% annuels sur la dernière décennie) qui a fait du pays un consommateur d’importance, avec un niveau à peu près égal à la France. La faiblesse de la production nationale (0,3 milliard de m³) rend *de facto* la situation de dépendance de plus en plus critique au niveau stratégique.

Les ressources – *offshore* en l’espèce – ne sont qu’une brique d’un ensemble plus complexe destiné à faire de la Turquie le nouveau *hub* gazier pour le Sud-est européen. Le but affiché d’Ankara est de devenir la nouvelle plaque de centralisation du gaz provenant à la fois de Russie, de fournisseurs alternatifs par tubes – à commencer par l’Azerbaïdjan – mais aussi de fournisseurs de GNL, avant une redistribution vers les marchés des Balkans orientaux (*via* le gazoduc TransBalkan), des Balkans occidentaux et des marchés du Sud européens (au travers du gazoduc Trans Adriatic Pipeline [TAP] qui arrivera en Italie du Sud). Pour ce faire, la Turquie joue depuis la fin des années 2000 à la fois sur sa proximité économique avec la Russie – gazoduc Turkstream inauguré en janvier 2020 – mais aussi sur son association avec l’Union européenne, justement pour contourner la Russie par le Sud (gazoduc Trans Anatolian Pipeline [TANAP] inauguré en 2018). Le double système TANAP-TAP est tout ce qui subsiste du Corridor Gazier Sud lancé par la

Commission européenne en 2008 – au cœur des « guerres gazières » russo-ukrainiennes – pour diversifier les approvisionnements gaziers européens en contournant la Russie. La Turquie a ainsi réussi à s'imposer comme un acteur incontournable auprès de ces deux partenaires. En outre, les capacités turques de regazéification de GNL lui permettent également d'agir comme passerelle entre les fournisseurs du Golfe, à commencer par le Qatar, et le réseau de gazoducs européen, limitant *de facto* le prix final du gaz⁷. À ce système gazoducs/terminaux GNL il faut également ajouter d'importantes infrastructures souterraines de stockage de gaz en cours de construction ou d'agrandissement (plus de 10 milliards de m³ au total) qui sont destinées à permettre une certaine régulation des volumes sur le marché. Grâce à l'ensemble de cette infrastructure multidimensionnelle (transport, stockage), la Turquie pourrait acquérir une importance stratégique dans le domaine des approvisionnements européens. À ce titre la sécurisation de ressources nationales apparaît comme un phénomène lui-même majeur, offrant une marge de manœuvre stratégique bien plus importante à Ankara que dans le cas d'une simple plaque de transit.

Une aubaine pour une sortie de crise en Méditerranée orientale ?

Cette découverte, après des années d'errements et de forages exploratoires peu fructueux, tombe idéalement pour Ankara. En effet, si les prévisions en termes de ressources et de délai de mise en exploitation se révèlent exacts, c'est une manne inespérée qui entrera dans les caisses de la Turquie. Il s'agit donc pour Ankara de

⁷ Moins il y a de trajet maritime, moins le coût final est élevé.

mettre en œuvre son projet de « passerelle » Est-Ouest tout en limitant son exposition aux pressions des fournisseurs. Dans un contexte stratégiquement tendu, dans lequel la Turquie ne cesse de mettre en avant ses ambitions régionales, un lien de dépendance économique aussi important peut rapidement devenir un handicap, comme l'a montré l'extrême dépendance énergétique de la Turquie envers la Russie sur le dossier syrien. Alors que les vues d'Ankara et de Moscou ne cessent de s'éloigner sur de nombreux enjeux (Syrie, Libye, Chypre, Caucase), la moindre dépendance énergétique vis-à-vis du Kremlin devient une nécessité stratégique pour le président turc.

Il est possible de se demander si cette très opportune découverte ne cache pas également une porte de sortie potentielle pour Recep Tayyip Erdoğan dans une crise méditerranéenne qui apparaît sans issue. Alors que le Président turc n'a cessé de clamer son droit à profiter des ressources de la mer – ainsi que le besoin de répartir celles-ci plus « justement » entre les communautés de l'île de Chypre – l'opportunité d'exploiter des ressources *offshore* sur un territoire ne souffrant pas de contestation, est bienvenue. Grâce à cette découverte, la Turquie pourrait ainsi arguer d'une priorité accordée au développement des ressources de mer Noire pour opérer un recul stratégique en Méditerranée. Celui-ci serait d'autant plus facile à effectuer sans perdre la face que les capacités de l'entreprise pétro-gazière nationale TPAO ne lui permettraient sans doute pas de s'engager pleinement sur deux projets d'exploration-production complexes en même temps. En outre, le développement de ce champ de Tuna-1 serait facilité par la structure du consortium d'exploitation puisque TPAO détient 100% des droits sur le champ.

Il est important de noter que TPAO était jusqu'ici une entreprise dont les activités dans l'exploration-production s'opéraient très majoritairement à l'étranger, en Azerbaïdjan (champs d'Azeri-

Chirag et de Shah Deniz) mais aussi en Irak (champs de Badra, Mansouriah, Siban). La stratégie de l'entreprise nationale demeure claire – et affichée sur le site de celle-ci – : découvrir des ressources en hydrocarbures dans les territoires maritimes de la Turquie⁸ pour diminuer la dépendance aux approvisionnements extérieurs. En ce sens, la mission portée par TPAO s'apparente bien plus à un objectif politique qu'à une vision économique. Les entreprises énergétiques nationales – TPAO mais aussi Botaş pour les gazoducs – sont tout aussi importantes dans la stratégie de Recep Tayyip Erdoğan que les forces militaires. À ce titre, il est fort probable que le financement de l'exploitation de Tuna-1 passe exclusivement par des fonds publics, grevant le budget national dans l'espoir d'un retour sur investissement au moins autant géoéconomique que financier.

2023 : année charnière pour Ankara, y compris dans le domaine énergétique

Aucune découverte ne pouvait être plus opportune que celle du champ de Tuna-1. Alors que les capacités de forage de TPAO sont extrêmement récentes⁹, une telle découverte apparaît presque inespérée après tant d'années de recherches peu fructueuses. Que le champ de Tuna-1 – quelles que soient les ressources exploitables qu'il recèle – ait une valeur politique, personne ne peut en douter. Si la question subsistait encore, l'annonce par les autorités turques d'une entrée en production commerciale en 2023, date hautement symbolique puisque centième anniversaire de la fondation de la

⁸ Le terme exact sur la page en ture est « *mavi vatan* » (<http://www.tpao.gov.tr/deniz>) qui renvoie directement à une vision étendue de la souveraineté maritime turque, en totale contradiction avec les conventions internationales dont celle de Montego Bay que la Turquie n'a d'ailleurs pas signée.

⁹ Le premier navire, le *Fatih* qui a permis la découverte de Tuna-1, n'est entré dans l'inventaire de TPAO qu'en 2017, l'entreprise devant passer jusque-là par des acteurs tiers.

République par Mustafa Kemal, vient sceller cette imbrication des questions énergétiques et politiques.

La question qui demeure ouverte reste celle des appétits internationaux de Recep Tayyip Erdoğan vis-à-vis de la Méditerranée orientale. La question du besoin de ressources gazières étant *a priori* évacuée, subsistent principalement les justifications quant à « l'équité » de traitement entre les deux communautés chypriotes, mais aussi entre la Turquie et ses voisins méditerranéens pour le découpage des zones maritimes. Ankara étant l'un des rares pays non-signataires de la Convention de Montego Bay (1982), cet enjeu de la territorialisation de la mer se fait pour elle en contestation du principal cadre juridique international en la matière, rapprochant ainsi la Turquie de la Chine qui se fait fort de saper le droit international maritime.

Cette découverte d'importance en mer Noire pourrait-elle conduire la Turquie à se repositionner exclusivement vers celle-ci ? Cette solution permettrait finalement à l'ensemble des acteurs concernés de sortir de la crise « par le haut » en offrant à la République de Chypre un répit sur l'exploitation des hydrocarbures de sa ZEE, sans donner l'impression que la Turquie se retire vaincue d'une zone où les tensions n'ont cessé de croître ces dernières années. Alors que le conflit du Nagorno-Karabakh repart dans le Caucase, la Turquie qui soutient fermement l'Azerbaïdjan y compris pour des raisons énergétiques, ne peut sans doute se permettre un engagement fort sur deux fronts. À ce titre la mer Noire est certainement la zone qui offre, pour le moment, le moins de friction.

Publié le 19 octobre 2020 par l'institut FMES

Nagorno-Karabakh : nouveau front turc face à la Russie ?

*Par Pierre RAZOUX, directeur académique et de la recherche à
l'institut FMES*

En encourageant le président azéri Ilham Aliyev dans sa tentative de reconquête de la province sécessionniste du Nagorno-Karabakh défendue par l'Arménie (lancée le 27 septembre 2020), le président Recep Tayyip Erdoğan a-t-il volontairement ouvert un nouveau front face au Kremlin pour contraindre Vladimir Poutine à trouver un compromis sur les autres fronts syrien, libyen, méditerranéen et énergétique ? Force est de constater que la contre-offensive de Favez el-Sarraj en Libye soutenue par le président turc piétine devant Syrte¹, que la bataille d'Idlib ne tourne pas à l'avantage des forces pro-turques en Syrie – même si l'estocade du régime syrien soutenu par Moscou tarde à venir – et que la Turquie a dû rétropédaler en Méditerranée orientale sous la triple pression des États-Unis, de l'OTAN² et des Européens³. Il était donc temps pour le président turc de susciter une diversion – ou de l'encourager – de manière à se targuer d'un succès symbolique auprès de sa population et lui faire oublier les difficultés économiques. Quoi de mieux pour lui que d'agiter l'épouvantail arménien, dossier le plus à même de fédérer toutes les strates d'une société turque toujours hostile à l'Arménie chrétienne ? Il a privilégié cette fois l'approche

¹ Ahmed Eleiba, « Ankara is losing hand in Libya », *Egyptian Center for Security Studies*, October 3, 2020. Constat confirmé par plusieurs observateurs institutionnels contactés par l'auteur.

² Le gouvernement turc a accepté le 1^{er} octobre 2020 un mécanisme de médiation avec le gouvernement grec sous l'égide de Jens Stoltenberg, Secrétaire général de l'OTAN.

³ Didier Billion, « Pourquoi la Grèce et la Turquie ont finalement opté pour le dialogue », *France 24*, 24 septembre 2020.

indirecte en ciblant le Nagorno-Karabakh, par proxy interposé, sans prendre le risque d'une attaque directe du territoire arménien qui aurait entraîné sans aucun doute la riposte directe de la Russie.

Nouvelle pirouette du président Erdoğan

Le président turc profite indubitablement de la guerre entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie pour raffermir son pouvoir, sur fond de nationalisme exacerbé et d'ambition expansionniste, comme en témoignent les correspondants de presse présents sur place⁴. Ses tweets sans nuance vont dans le même sens, tout particulièrement lorsqu'il déclare, moins d'une heure après le déclenchement des hostilités : « La nation turque soutient ses frères azerbaïdjanais avec tous ses moyens, comme toujours » ; puis lorsqu'il renchérit quelques jours plus tard en affirmant « Nous soutenons nos frères azerbaïdjanais dans leur lutte pour sauver leurs terres occupées et protéger leur patrie » et « Chaque crime impuni (l'annexion du Nagorno-Karabakh) rend son auteur plus insatiable ; toute infraction non comptabilisée invite à une nouvelle persécution »⁵.

La présence d'une poignée de chasseurs turcs F-16 prépositionnés en Azerbaïdjan pendant l'été 2020 dans le cadre d'exercices bilatéraux entre Ankara et Bakou, puis déployés sur la base aérienne de Ganja quelques jours avant le déclenchement de l'offensive azerbaïdjanaise⁶, laisse peu de doute sur la préméditation du président turc. Cette présence désormais avérée

⁴ Gabriel Détrie, « Haut-Karabakh, la nouvelle guerre d'Erdoğan », *Le Point*, 8 octobre 2020. https://www.lepoint.fr/monde/haut-karabakh-la-nouvelle-guerre-d-erdogan-08-10-2020-2395511_24.php.

⁵ Compte Twitter du président Erdoğan, les 27 septembre, 1^{er} et 2 octobre 2020.

⁶ Laurent Lagneau, « L'imagerie satellitaire confirme que des F-16 turcs sont basés en Azerbaïdjan », *OPEX 360*, 8 octobre 2020.

<http://www.opex360.com/2020/10/08/limagerie-satellitaire-confirme-que-des-f-16-turcs-sont-bases-en-azerbaïdjan-a-80-km-du-haut-karabakh/>

donne davantage de crédibilité aux propos du porte-parole du ministère arménien de la Défense indiquant que l'un de ses avions d'attaque au sol Su-25 avait été abattu par un F-16 turc le jour suivant le déclenchement des hostilités. Peut-être est-ce également l'une des raisons qui a poussé l'armée du Nagorno-Karabakh à tirer quelques vénérables missiles SCUD sur la ville de Ganja voisine de la base aérienne où étaient apparemment basés les F-16 turcs.

La présence de combattants syriens sur le champ de bataille, à proximité de la frontière iranienne, constitue le second élément tangible en faveur de la thèse de la préméditation. Le 1^{er} octobre 2020, lors du sommet européen de Bruxelles, le président Emmanuel Macron a pointé du doigt la responsabilité de la Turquie en affirmant que 300 combattants islamistes originaires de Syrie avaient transité par la ville turque de Gaziantep, non loin du front d'Idlib en Syrie⁷. Ses propos n'ont pas été démentis, mais renforcés par ceux du président iranien Hassan Rohani qui s'est ému de la présence de ces combattants à proximité du territoire iranien, à l'extrême sud de la ligne de front⁸. Faut-il voir là un message supplémentaire du président turc à ses homologues russes et iraniens, ses deux partenaires du processus d'Astana⁹, sur le mode « j'ai une capacité de nuisance contre vous deux si l'on ne s'entend pas » ? Son pari risqué illustre en tous cas le fait que le processus d'Astana n'est pas la panacée dont Moscou, Téhéran et Ankara veulent nous convaincre.

Cette stratégie du boutefeux n'est pas sans risque car le conflit pourrait s'étendre aux républiques sécessionnistes d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie en Géorgie voisine, au risque d'entraîner une

⁷ Même s'il n'a pas précisé par où précisément ces combattants étaient entrés en Azerbaïdjan.

⁸ Lors d'un conseil des ministres ; agence FARS, 7 octobre 2020.

⁹ Le processus d'Astana, mis en place le 4 mai 2017 entre la Russie, l'Iran et la Turquie vise à résoudre les frictions et faire respecter les zones de cessez-le-feu en Syrie mais aussi le respect des zones d'influences revendiquées par ces trois pays.

nouvelle intervention militaire russe dans le Caucase. Elle pourrait surtout provoquer une escalade de tensions avec l'Iran, si les tirs de mortiers qui ont visé le territoire iranien lors de la première semaine de combats venaient à s'intensifier. Téhéran n'a pas hésité à proférer des menaces à peine voilées en direction de Bakou et d'Ankara. Lors d'une conversation téléphonique avec Ilham Aliyev, le président Hassan Rohani a insisté sur « l'importance du respect de l'intégrité territoriale de la République islamique d'Iran, ainsi que de la vie des citoyens iraniens des régions frontalières avec le Haut-Karabakh... La République islamique d'Iran ne tolérera pas de voir ses citoyens visés »¹⁰. La veille, le conseiller diplomatique du Guide suprême avait déclaré : « Nous conseillons à nos amis turcs d'arrêter d'attiser le conflit et de se joindre à nous pour aider à trouver une solution négociée »¹¹. Pour donner davantage de poids à leurs propos, les Iraniens ont massé de l'infanterie, de l'artillerie et des drones à leur frontière avec l'Azerbaïdjan. Dans le contexte très incertain qui précède l'élection présidentielle américaine, le gouvernement iranien cherche néanmoins à calmer le jeu dans la région pour pouvoir engager le dialogue avec une nouvelle administration américaine, alors même que Washington envisage de fermer son ambassade à Bagdad après les harcèlements répétés des milices chiites inféodées à Téhéran. Le régime iranien est d'autant plus gêné qu'il est stratégiquement proche de l'Arménie¹², pourtant chrétienne orthodoxe, et qu'il se méfie de l'Azerbaïdjan turcophone, pourtant majoritairement chiite. Il est vrai que l'Azerbaïdjan n'a jamais abandonné ses ambitions de reforge la « Grande Azerbaïdjan » et que la population azérie est nombreuse au sein de la mosaïque ethnique

¹⁰ Agence FARS, 6 octobre 2020.

¹¹ Ali Akbar Velayati, conseiller diplomatique du Guide suprême, Kayhan, 5 octobre 2020.

¹² Une campagne de fake news (sur les réseaux sociaux) démentie par Téhéran le 30 septembre 2020 affirmait que l'Iran avait laissé transiter sur son territoire des armes russes à destination de l'Arménie dans les premiers jours de la guerre ; ce qui paraît d'autant plus étonnant que la Russie dispose d'une base militaire importante en Arménie !

iranienne. Certains Iraniens estiment que la reconquête du Nagorno-Karabakh pourrait n'être qu'une première étape dans l'agenda de la famille Aliyev. Tous se méfient de l'instrumentalisation du facteur ethnique, à l'instar de nombreux universitaires¹³. L'Iran se méfie également de la coopération militaire étroite entre l'Azerbaïdjan et Israël.

Une chose paraît certaine : compte tenu de l'hostilité ambiante et du poids de l'histoire, Recep Tayyip Erdoğan n'a pas eu besoin de déployer beaucoup d'efforts pour convaincre le président Aliyev de se lancer à l'assaut du Nagorno-Karabakh. Celui-ci ne cessait en effet de répéter à son peuple que le temps était venu de reconquérir les territoires perdus en 1994. Les escarmouches de 2016, puis de juillet 2020 n'avaient fait qu'attiser la détermination du président azerbaïdjanais, d'autant qu'il avait besoin d'un succès – même symbolique – pour justifier ses dépenses d'armement (lorsque le prix du baril de pétrole était élevé), redorer son blason et effacer le souvenir de la guerre d'indépendance (1988-1994) qui avait fait près de 20 000 morts azerbaïdjanais.

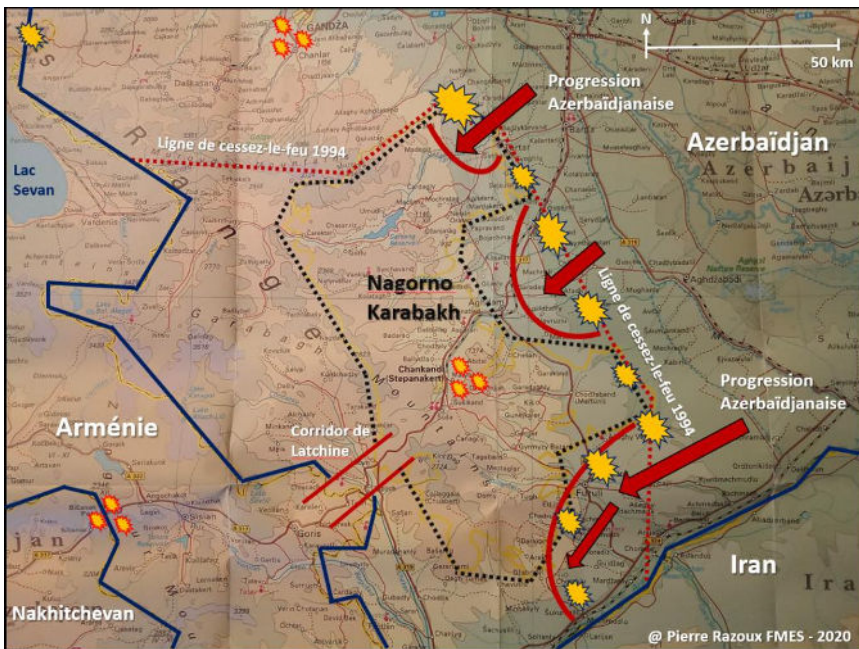
Une guerre d'attrition

Sans revenir sur les causes historiques du conflit du Nagorno-Karabakh – il y a pléthore d'articles résumant bien les positions des deux camps – analysons le champ de bataille, le rapport des forces en présence, ce que l'on sait des combats et les conséquences de tout cela sur la suite probable des opérations si le cessez-le-feu provisoire entré en vigueur le 10 octobre 2020 venait à voler en éclats.

¹³ Elaheh Koolaee & Fahimeh Khansari Fard, « The impact of historical narratives on ethnic conflicts in Nagorno-Karabakh, Abkhazia and South Ossetia », *International Studies Journal* (Téhéran) 17, issue 1, n° 65, Summer 2020.

Le Nagorno-Karabakh est une zone montagneuse de hauts plateaux rocailleux auxquels conduisent quelques vallées encaissées. Il s'agit donc d'un terrain compartimenté très facile à défendre, d'autant que depuis la guerre de 1988-1994, les milices arméniennes, qui dominent physiquement les déboulés par lesquels pourraient surgir l'assaillant, se sont retranchées dans des bunkers éparpillés tout le long de la ligne de front. L'essentiel de la population est concentré autour de la « capitale » Stepanakert, elle-même protégée par un cirque de collines fortifiées. Le corridor de Latchine qui relie le Nagorno-Karabakh à l'Arménie voisine constitue la zone la mieux défendue par les milices arméniennes, car c'est par ce cordon ombilical que transite toute l'assistance militaire et économique en provenance d'Arménie. Situé très en arrière du front, il n'a pas fait l'objet d'attaque azerbaïdjanaise pour l'instant.

Seule la façade orientale du Nagorno-Karabakh, constituée de plaines et de vallons conquis par les milices arméniennes à la fin de la guerre civile, est vulnérable à des attaques massives de l'armée azerbaïdjanaise. De fait, c'est le long de cette façade que cette dernière a lancé ses assauts les plus déterminés qui lui ont permis de reconquérir quelques bourgades au nord-est (Tartar, Talysh et Madagiz), au centre à proximité d'Aghdam et de Martuni, mais surtout au sud-est où les Azerbaïdjanais ont réussi à s'emparer de Fuzuli, puis à pousser leur avantage en direction de Djabrayl. C'est dans ce dernier secteur de plaine proche de la frontière iranienne qu'ont été engagés les combattants syriens, en tête d'une vaste offensive mécanisée appuyée par l'artillerie mobile et les drones armés.



Carte des opérations militaires au Nagorno-Karabakh (27 septembre-12 octobre 2020)

À aucun moment la ville de Stepanakert n'a subi la menace d'une capture directe, d'autant plus que l'armée azerbaïdjanaise, constituée majoritairement de conscrits, ne dispose que d'un nombre restreint de commandos et de moyens aéromobiles pour les hélicopter. En revanche, Stepanakert a été la cible régulière de tirs d'artillerie et de bombardements destinés à affaiblir le moral de ses habitants, forçant la moitié d'entre eux à se réfugier dans la partie occidentale de la province, voire en Arménie. Il s'agit là d'un grand classique de l'histoire militaire récente : quand l'agresseur ne parvient pas à percer le champ de bataille et à menacer le centre de gravité de son adversaire, et que le front devient largement statique, il s'en prend à la population pour tenter d'affaiblir son moral et sa combativité. Comme à chaque fois, l'autre partie riposte

en visant à son tour les villes ennemies, ce que les milices arméniennes ont fait en ciblant la grande ville de Gandja située non loin du front. Et comme toujours, les belligérants ont recours à la propagande et à la guerre psychologique pour propager de fausses nouvelles et tenter d'influencer le déroulement des combats¹⁴.

Malgré la reconquête de plusieurs bourgades frontalières et de quelques secteurs de plaine par l'armée azerbaïdjanaise, le front est resté très largement statique, chaque camp tentant d'écraser les positions retranchées de l'autre sous un déluge d'obus. Dans cette guerre d'attrition, les milices arméniennes qui surplombent le champ de bataille et sont bien équipées en missiles antichars, ont pu multiplier les coups au but sur les blindés azerbaïdjanais. Ces derniers auraient subi de lourdes pertes¹⁵. En revanche, les batteries arméniennes d'artillerie et de missiles sol-air ont été étrillées par les drones armés d'origine israélienne et turque équipant les troupes de Bakou. Les conseillers turcs (ou israéliens, ce qui expliquerait le renvoi de l'ambassadeur d'Israël posté en Arménie) auraient fait merveille en précipitant leurs drones « kamikazes » israéliens de type Harop contre des cibles arméniennes de haute valeur technologique (certains experts turcs évoquent la destruction de plusieurs batteries de missiles sol-air S-200 et S-300)¹⁶.

Pour l'instant, il ne semble pas qu'il y ait eu de combats massifs le long de la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Les

¹⁴ Comme en témoignent les courriels envoyés à la communauté des chercheurs et experts français (dont l'auteur de cet article) par l'ambassade d'Azerbaïdjan en France, accusant la partie arménienne de violer systématiquement le cessez-le-feu et de cibler spécifiquement les civils.

¹⁵ Sébastien Roblin, « Tanks ablaze as Azerbaijani forces attack Armenian troops in disputed Nagorno-Karabakh », *Forbes*, September 27, 2020 (réactualisé le 9 octobre 2020).

¹⁶ Can Kasapoglu and Sine Ozkarasahin, "The Hunt for Armenia's S-300: Assessing Azerbaijan's Most Sensational SAM System Hit in The Ongoing War" *EDAM*, October 1, 2020. <https://edam.org.tr/en/the-hunt-for-armenias-s-300-assessing-azerbaijans-most-sensational-sam-system-hit-in-the-ongoing-war/>

observateurs locaux ont rapporté le bombardement ponctuel des points de passage entre l'Arménie et la république autonome du Nakhitchevan (rattaché à l'Azerbaïdjan), de même que des escarmouches au nord du lac Sevan. Il ne s'agit donc pas encore d'une guerre directe entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, même si cette dernière alimente les milices du Nagorno-Karabakh en armes, munitions, conseillers et probablement en combattants.

De toute façon, le rapport de forces relativement équilibré entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, illustré par le tableau ci-dessous, ne permettrait à aucun des deux belligérants de conduire une guerre éclair victorieuse contre le territoire de l'autre. Ni l'Arménie, ni l'Azerbaïdjan n'est capable d'aligner un rapport de forces terrestres suffisant pour percer un front très montagneux, encore plus compartimenté que celui du Nagorno-Karabakh, de manière à menacer sa capitale. Erevan est protégé par une ligne de hautes montagnes, mais aussi par la présence de troupes russes déployées dans le cadre de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) à laquelle l'Arménie est liée. L'Azerbaïdjan, pour sa part, ne fait formellement partie d'aucune alliance défensive, même si elle entretient un partenariat avec l'OTAN et une coopération militaire étroite avec la Russie, la Turquie, Israël et les États-Unis. Mais Bakou, situé dans un isthme de la mer Caspienne, est loin du front et facilement défendable par un réseau de cours d'eau et de terres marécageuses aisément inondables.

Rapport de forces entre les belligérants

Arménie	Nagorno-Karabakh	Azerbaïdjan
Effectif des forces armées :		
45 000 (dont 42 000 dans les forces terrestres) = 1,6 % de la population [largement professionnalisé] 7 brigades de combat 7 brigades d'appui (principalement d'artillerie)	20 000 (répartis en une quarantaine de bataillons) = 12 % de la population	70 000 (dont 57 000 dans les forces terrestres) + 10 000 des forces de sécurité intérieure = 0,8 % de la population [conscrits majoritaires] 24 brigades de combat 6 brigades d'appui
Total des forces terrestres potentiellement combattantes :		
62 000		67 000
Réserve : 200 000	Réserve : 40 000	Réserve : 300 000
Principaux matériels de guerre terrestre		
100 chars T-72 280 autres blindés (BRM & BMP-1/2) Missiles antichars AT-14 Kornet-E 230 pièces d'artillerie 16 lanceurs de missiles balistiques (dont 4 Iskander-E)	Une centaine de blindés Missiles antichars AT-6 Spiral 200 pièces d'artillerie Une dizaine de lanceurs de missiles balistiques Scud + quantité importante de matériels arméniens	440 chars (dont 100 T-90) 250 autres blindés 560 transporteurs de troupes Missiles antichars AT-15 Khrizantema-S 600 pièces d'artillerie (dont le quart de LRM à longue portée) 6 lanceurs de missiles balistiques (4 SS-21 & 2 LORA israéliens)
Aviation		
17 avions de combat (4 Su-30*, 13 Su-25) 27 hélicoptères de combat (12 Mi-8/17 & 15 Mi-24) Une quinzaine de drones israéliens « Krunk » * 8 autres Su-30 en attente de livraison	1 ou 2 Su-25 10 hélicoptères de combat (Mi-8 & Mi-24) + drones arméniens	35 avions de combat (15 MiG-29, 2 Su-24, 18 Su-25) 46 hélicoptères de combat (20 Mi-17 & 26 Mi-24) 30 drones (20 israéliens : 1 Héron, 4 AeroStar, 10 Hermes 450, 5 Hermes 900 ; 10 drones turcs Bayraktar TB2 + drones « kamikazes » israéliens Harop)
Missiles antiaériens		
S-300 (+ bulle A2AD russe)	S-200 (+ SA-18 Manpad)	S-300

Sources: Military Balance 2020, IISS, Londres; Annuaire 2020 du SIPRI, Stockholm; CIA World Factbook 2020; Wikipedia: « Armenian & Azerbaijani Armed Forces ».

En termes de combattants, l'Azerbaïdjan dispose au mieux d'un rapport de forces de 1,5 contre 1 face à l'Arménie, ce qui est très insuffisant pour percer le front, même si l'armée azerbaïdjanaise peut atteindre localement des rapports de forces de 3 ou 4 contre 1 lui permettant de conquérir quelques gains symboliques. Même si celle-ci dispose d'un avantage réel en nombre de chars et de blindés, ces derniers ne lui sont que de peu d'utilité en zone montagneuse. Les deux camps possèdent un arsenal important d'artillerie classique qui leur permette de harceler l'adversaire et de freiner toute percée grâce aux tirs de saturation de leurs lance-roquettes multiples très mobiles.

Sur le plan aérien, l'Azerbaïdjan dispose de l'avantage numérique, tant en termes d'avions et d'hélicoptères de combat que de drones armés et de surveillance. À cet égard, la livraison récente de drones turcs et israéliens lui a conféré un réel avantage tactique, puisqu'elle peut repérer et attaquer des cibles qu'il lui aurait été plus difficile d'engager auparavant. L'Arménie jouit toutefois d'un triple avantage qualitatif : 1) ses chasseurs bombardiers Su-30 très supérieurs aux vénérables MiG et Sukhoï azerbaïdjanais ; 2) ses batteries de missiles sol-air S-300 modernisés et intégrés dans le réseau de défense aérienne de l'OTSC ; 3) la présence d'un groupe aérien russe constitué de 18 MiG-29 modernisés basés à Erebuni.

En cas de montée aux extrêmes, les deux belligérants ne pourraient compter que sur leurs lanceurs de missiles balistiques conventionnels pour tenter de frapper la capitale ou les principales villes adverses.

Au bilan, ces facteurs se conjuguent pour transformer structurellement tout affrontement entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie en une guerre d'usure condamnée à s'enliser. Ce constat n'est sans doute pas pour déplaire au président turc et au maître

du Kremlin qui savent disposer ainsi du temps nécessaire pour d'éventuelles négociations qu'ils peuvent avoir intérêt à faire durer.

La Russie en position d'arbitre partial

Le dégel du conflit du Nagorno-Karabakh place le Kremlin dans une posture délicate, d'autant qu'il a toujours considéré le Sud-Caucase comme son arrière-cour stratégique. D'un côté, la Russie est l'alliée historique de l'Arménie qui est membre fondateur de l'OTSC (1992). C'est la raison qui explique la présence de la 102^e base russe à Gyumri (Arménie), au nord-ouest du Mont Arara. Cette base était initialement destinée à protéger Erevan de la Turquie membre de l'OTAN. Depuis la fin de la guerre civile, elle a vocation également à dissuader Bakou d'envahir le territoire arménien. De fait, les dirigeants russes auraient du mal à ne pas intervenir militairement si l'Azerbaïdjan envahissait ou bombardait directement l'Arménie. La garnison russe de Gyumri regroupe aujourd'hui 3 300 militaires (l'équivalent d'une brigade mécanisée renforcée) équipée de 74 chars T-72 & T-80 modernisés, de 160 véhicules blindés BMP-1/2, de 24 automoteurs d'artillerie, de 12 lance-roquettes multiples, de 12 hélicoptères de combat Mi-24 et d'une batterie de missiles balistiques Iskander, le tout protégé par des batteries de missiles sol-air S-300 et par l'escadron de chasse déployé à Erebuni.

Ces moyens conséquents ne sont pas de nature à changer fondamentalement l'équilibre des forces, mais leur engagement ponctuel pourrait provoquer la défaite d'une offensive azerbaïdjanaise sur un objectif symbolique. En s'interposant entre les belligérants, les militaires russes peuvent surtout les questionner sur leur volonté d'affronter Moscou, jouant ainsi un

rôle de bouclier dissuasif très précieux pour éviter une escalade incontrôlable.

Le Kremlin est en même temps agacé par la ligne libérale du Premier ministre arménien Nikol Pachinian qui conduit depuis 2018 une politique s'écartant de la ligne pro-russe. Cet ancien chef de l'opposition arménienne a emprisonné des oligarques corrompus très liés à Moscou. Peut-être est-ce l'une des raisons qui explique le retard de livraison à l'Arménie des 8 derniers chasseurs Su-30 promis par la Russie.

D'un autre côté, Vladimir Poutine sait qu'il peut difficilement entrer en choc frontal avec l'Azerbaïdjan s'il veut préserver ses intérêts énergétiques dans la région du Caucase. Faire durer le conflit pour montrer aux deux camps qu'ils ont besoin de la Russie, tout en exerçant une menace potentielle sur l'approvisionnement énergétique de la Turquie¹⁷, peut être un pis-aller intéressant pour le Kremlin. Mais pour le président russe, il est clair qu'à la fin de la partie, ce devra être lui l'arbitre du conflit. Ce n'est pas un hasard si Sergueï Lavrov, son illustre ministre des Affaires étrangères, s'est impliqué personnellement pour négocier d'arrache-pied un premier accord de cessez-le-feu dans la nuit du 9 au 10 octobre 2020, après deux semaines de combats peu concluants. Recep Tayyip Erdoğan le sait et il attend très certainement le bon moment pour mettre son engagement auprès de l'Azerbaïdjan dans la balance.

¹⁷ L'Azerbaïdjan assure 20 % du ravitaillement en gaz de la Turquie et lui garantit des revenus substantiels grâce aux royalties payées pour le transit sur son territoire des hydrocarbures extraits d'Azerbaïdjan et de mer Caspienne – notamment via le fameux oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (source : eurasianet.org via *Le Guetteur*, bulletin de veille du CDEM, n° 2020-13, 30 septembre 2020).

L'annexion de Chypre du Nord comme prochaine étape ?

De l'avis des observateurs et des journalistes qui tentent de le décrypter, le président turc n'a plus qu'une idée en tête : assurer sa survie politique en enchaînant les foucades et les coups de force lui permettant de flatter la fibre nationaliste de sa population¹⁸. Et quoi de plus fort et de plus symbolique que d'annexer la partie nord de Chypre ? Ce pourrait être doublement gagnant pour lui si Bruxelles ne réagissait pas, démontrant par là-même la faiblesse d'une Europe qui pourrait éclater sur cette crise symbolique, un peu comme les démocraties européennes n'ont su ni anticiper, ni faire face à la crise des Sudètes dans les années 1930.

Imaginons le scénario suivant : début novembre 2020, le résultat de l'élection présidentielle américaine est incertain et contesté par les deux partis en lice. La tension monte et le Pentagone étudie les scénarios d'engagement de l'armée fédérale sur le territoire américain (il laisse déjà fuiter des bruits en ce sens). Le pays, au bord de la guerre civile, se fracture un peu plus. Les alliés traditionnels des États-Unis paniquent et tentent d'obtenir des garanties auprès de la Maison-Blanche et du Congrès, sans succès. Profitant du vide régional et des tensions consécutives au scrutin « présidentiel » de la République turque autoproclamée de Chypre du Nord, qu'elles ont attisées par des provocations visant les populations locales¹⁹, les autorités turques annexent la partie nord de Chypre manu-militari, puis organisent un référendum d'autodétermination qui conclue quelques jours plus tard au rattachement formel de ce territoire à la Turquie. Le scénario de la Crimée en somme. L'annexion ne pose techniquement aucune difficulté à Ankara puisque des troupes turques sont présentes sur

¹⁸ Delphine Minoui, « La dangereuse surenchère d'Erdoğan », *Le Figaro*, 11 octobre 2020.

¹⁹ Telle que la réouverture de la cité fantôme balnéaire grecque de Varosha qui était zone interdite depuis 1974 ; confer Alexis Kefalas, « La Turquie avance ses pions dans la partie nord de Chypre », *Le Figaro*, 11 octobre 2020.

place depuis 1974 et contrôlent l'ensemble des points stratégiques. Leur dispositif, y compris naval et aérien (sous forme de drones et d'hélicoptères), a été renforcé depuis un an. Il suffit donc aux officiers turcs de hisser leur drapeau, sans même provoquer de conflit armé avec la République de Chypre (du Sud).

Qui réagira ? Les États-Unis auront d'autres sujets de préoccupation plus cruciaux ; peut-être en profiteront-ils pour rapatrier à Chypre leur base turque d'Incirlik ? Les Chinois seront d'autant plus discrets qu'ils auront peut-être profité de ce vide stratégique pour prendre des gages en mer de Chine méridionale, voire même face à Taïwan en occupant de vive force les îles fortifiées Quemoy et Matsu, à proximité de leur littoral ; les Britanniques ont certes un imposant dispositif militaire le long de la ligne de démarcation, mais ils savent avoir plusieurs dizaines de milliers de retraités – potentiellement otages – vivant dans la partie nord de Chypre²⁰ ; l'Union européenne protestera vigoureusement à l'unisson de la France et de la Grèce, mais elle risque de faire étalage de ses divisions, comme lors du récent sommet européen de Bruxelles lorsque la chancelière allemande a refusé de s'associer aux sanctions proposées contre la Turquie ; seule la Russie pourrait réagir vigoureusement, d'autant qu'elle a des intérêts financiers et navals à défendre à Chypre et qu'elle est bien décidée à tenir la dragée haute au président turc sur tous les autres fronts. Dans ce cas, celui-ci pourrait être tenté d'échanger son désengagement au Caucase contre le silence russe à Chypre, faisant valoir à Vladimir Poutine le précédent de la Crimée. Le président Macron pourrait dès lors se retrouver bien seul.

Le pire n'est toutefois jamais certain. Ce qui paraît en revanche probable, c'est qu'à force de pousser sa chance, Recep Tayyip Erdoğan, aveuglé par son ego et sa cour, pourrait commettre une

²⁰ Pierre Razoux, « Le Brexit aura des conséquences en Méditerranée », *Institut FMES*, 5 février 2020. <http://fmes-france.org/le-brexit-aura-des-consequences-en-mediterranee/>

erreur de calcul entraînant une escalade militaire incontrôlable. C'est bien ce que craignent les dirigeants européens, beaucoup plus que ses rodomontades. Pour reprendre l'antique adage romain, quand Jupiter veut perdre les puissants, il les rend fous, donc imprudents.

Publié le 13 octobre 2020 par l'institut FMES

Vers une crise maritime gréco-turque pérenne en Méditerranée ?

Par Arnaud PEYRONNET

L'été 2020 a vu une multiplication de démonstrations militaires entre la Turquie et la Grèce, sur fond de différends profonds quant aux délimitations maritimes. En réponse à l'accord bilatéral turco-libyen de délimitation maritime de novembre 2019, la Grèce et l'Égypte ont finalement convenu en août 2020 d'établir leur propre accord bilatéral de partage, recoupant en grande partie les zones revendiquées par la Turquie et la Libye. Depuis, la Turquie et la Grèce multiplient les démonstrations de puissance en soutien de leurs revendications, tout en tentant d'internationaliser le conflit via la recherche d'arbitres internationaux.

Côté turc, cet activisme naval reste toujours fondé sur sa doctrine géopolitique de la « patrie bleue » (*mavi vatan*). Celle-ci vise à étendre la souveraineté turque sur de vastes zones maritimes qu'elle considère comme siennes, notamment pour des raisons d'indépendance énergétique, au détriment de la Grèce, de Chypre et de l'Égypte.

Tandis que Washington reste globalement silencieux sur cette problématique, preuve une nouvelle fois de son relatif désintérêt pour les questions européennes liées à l'arc méditerranéen, la Turquie recherche activement l'arbitrage de l'OTAN et de l'Allemagne en sa faveur tandis que la Grèce s'attelle de son côté à obtenir le soutien de l'UE, voire des Émirats arabes unis (EAU). De fait, cette crise, toujours non résolue, oscille depuis le début de l'été 2020 entre des phases aiguës et des phases d'apaisement,

généralement dictées par la stratégie turque vis-à-vis de l'OTAN et de l'UE, dans un but avéré de « grand marchandage géopolitique régional ». D'ailleurs, les autorités turques ont annoncé mi-octobre, puis début novembre 2020, de nouvelles campagnes de prospection près de l'île grecque de Kastellorizo, mais aussi à l'Ouest de Chypre, réduisant ainsi à néant les efforts diplomatiques menés par l'OTAN et l'UE tout en augurant le début d'une nouvelle phase de tensions.

Quels sont donc les éléments constitutifs de cette nouvelle crise entre les deux pays et comment les deux parties concurrentes essayent-elles d'internationaliser le conflit ? Les buts stratégiques turcs en Méditerranée orientale sont-ils finalement plus larges que la question maritime *stricto sensu* ? L'élection d'un nouveau président aux États-Unis va-t-elle changer la donne ?

Une nouvelle escalade pour des enjeux de « territorialisation maritime »

La Grèce et l'Égypte ont finalisé un accord de délimitation de leurs ZEE (Zone économique exclusive) respectives le 6 août 2020, après plusieurs mois de négociations, accélérées par l'accord concurrent turco-libyen de novembre 2019. Les autorités grecques et égyptiennes se sont ainsi accordées pour débiter des phases de prospection dans leurs ZEE, en dépit des projets (« illégitimes » selon la Grèce) de la Turquie dans ces mêmes zones. La rapidité de conclusion de cet accord a sans doute surpris la Turquie qui avait alors ralenti tant ses opérations de prospection que ses manœuvres militaires¹ dans certaines des zones contestées (notamment entre

¹ Le 21 juillet 2020, la Turquie avait déployé 18 bâtiments militaires près de l'île grecque de Kastellorizo, dont les espaces maritimes au sud et à l'est faisaient l'objet de travaux turcs pour la prospection *offshore*. La marine grecque avait, en réponse, mis en alerte toutes ses unités déployées en mer Égée.

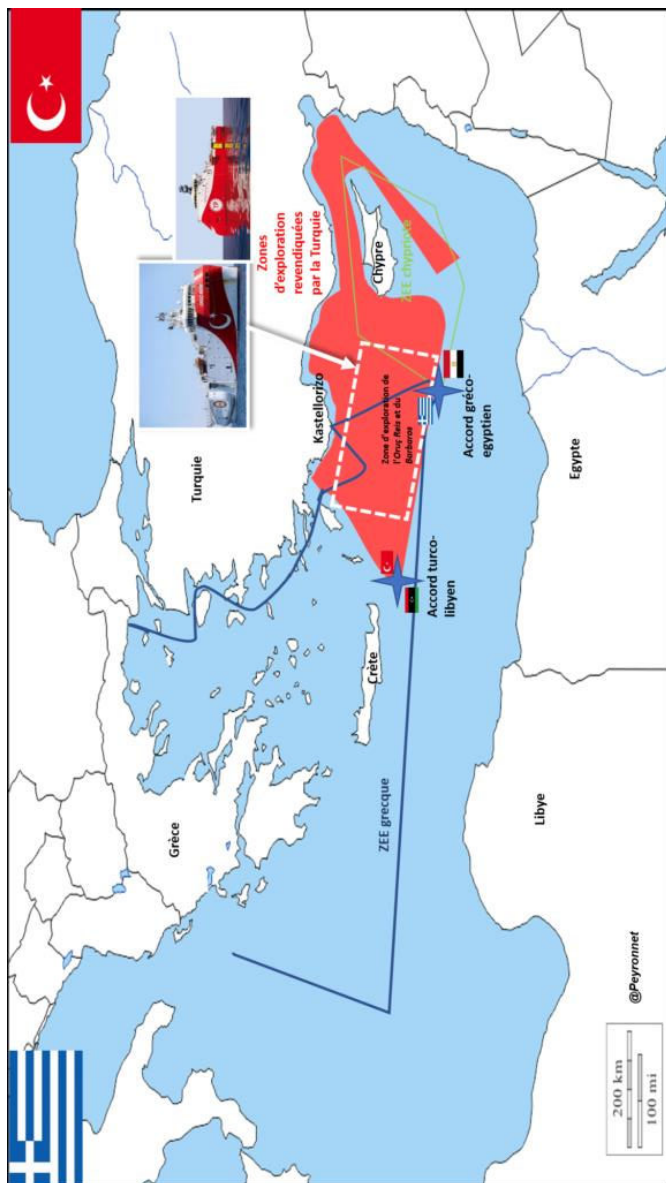
la ville côtière turque d'Antalya et l'île grecque de Kastellorizo), en raison des démarches d'apaisement alors effectuées par la diplomatie allemande. La réaction turque à l'accord gréco-égyptien ne s'est pas faite attendre, militarisant une nouvelle fois le contentieux et déclenchant une nouvelle phase de crise. Le 10 août suivant, Ankara a déployé un navire civil de prospection *offshore*, escorté de bâtiments militaires, au sud-est de la mer Égée, en pleine zone disputée au regard de l'accord de délimitation gréco-égyptien. La Turquie a finalement « réservé »² et occupée ces zones disputées jusqu'au 1^{er} septembre, consacrant ainsi une certaine « territorialisation », à son profit, de vastes espaces maritimes. Athènes a évidemment accusé Ankara de « menacer la paix » en Méditerranée orientale et a déployé ses propres bâtiments pour surveiller de près les activités turques³. Les situations de proximité entre plusieurs bâtiments turcs et grecs ont d'ailleurs abouti à la collision, le 19 août 2020, de deux d'entre eux (frégate grecque *Limnos* et frégate turque *Kemal Reis*), ce qui aurait pu initier une « étincelle » de plus dans des tensions déjà brûlantes⁴. Depuis, les tensions demeurent tandis que la Grèce a annoncé le 5 novembre 2020 son intention d'ouvrir une nouvelle base navale sur l'île de Crète afin de consolider son architecture sécuritaire dans la zone, preuve une nouvelle fois de l'installation d'une crise pérenne opposant Grèce et Turquie en Méditerranée orientale.

² « Réservations » via le système NAVTEX (Navigational Text Messages), système d'information maritime automatique qui permet d'aviser les navigateurs de travaux ou d'activités (exercices militaires notamment) pouvant contraindre temporairement la liberté de navigation dans des zones spécifiques.

³ Les réservations des mêmes zones par les deux acteurs se sont ainsi enchaînées, notamment dans les parages de l'île de Kasos (nord-est de la Crète) à la fin du mois d'août.

⁴ La Grèce a considéré cette collision comme un « incident » mais la Turquie comme une « provocation », le Président turc menaçant alors quiconque de « représailles » en cas d'attaque sur un bâtiment turc.

Les délimitations maritimes gréco-turques comme sources de tensions pérennes en Méditerranée orientale



L'internationalisation du contentieux via la recherche d'appuis extérieurs

Les agissements turcs de l'été 2020 ont été fortement critiqués par l'UE qui s'est diplomatiquement rangée du côté d'Athènes. La France a notamment dénoncé les actions unilatérales d'Ankara tout en annonçant un renforcement ponctuel de ses moyens militaires en Méditerranée orientale, en appui de Chypre et de la Grèce⁵. L'exercice naval *Eunomia* a également associé fin août la Grèce, la France, l'Italie et Chypre pour « renforcer la sécurité et la stabilité dans l'ensemble de la région et de garantir la liberté de navigation »⁶, dans un geste sans équivoque vis-à-vis du comportement turc sur le domaine maritime régional. Autre soutien de la Grèce, les EAU ont annoncé le 21 août 2020 le déploiement de 4 avions de combat de type F-16 sur l'île de Crète pour des entraînements conjoints⁷, ce qui représente là aussi un geste majeur, surtout de la part d'un partenaire connu pour être largement opposé à l'impérialisme néo-ottoman d'Ankara, notamment en Libye. Il confirme en outre la volonté émirienne de se projeter régulièrement en zone méditerranéenne. Israël a de son côté réaffirmé son soutien diplomatique à la Grèce dans son différend avec Ankara.

Cette posture de fermeté européenne et française a été évidemment critiquée à Ankara qui accuse régulièrement Paris de « chercher la guerre » en Méditerranée⁸. La Turquie a d'ailleurs réagi début septembre à l'exercice *Eunomia* par son propre exercice national impliquant des tirs réels au Nord-Est de Chypre, tout en appelant la Grèce à un dialogue strictement bilatéral. La fermeté de

⁵ Présence ostensible de deux bâtiments et déploiement temporaire de plusieurs avions de combat français et d'un avion de patrouille maritime en Crète, puis à Chypre.

⁶ Ministère grec de la défense, 26 août 2020.

⁷ Entraînements annoncés en Crète ainsi que près des îles Karpathos, de Rhodes et de l'île de Kastellorizo.

⁸ *AFP*, 13 août 2020.

certaines nations européennes dans cette phase aiguë de la crise a sans doute poussé Ankara à chercher l'apaisement sur la scène diplomatique, tout en essayant de faire porter la responsabilité du contentieux sur la Grèce.

La Turquie pourrait rechercher dans cette crise l'occurrence d'un incident naval ou aérien avec la Grèce afin de provoquer la condamnation de celle-ci par l'OTAN, voire par les États-Unis. L'hypothèse d'un conflit entre deux membres de l'OTAN précipitant la fin de l'Alliance est effectivement une menace « intolérable » pour de nombreux pays européens tout comme pour Washington. Cette menace est donc régulièrement instrumentalisée par la Turquie à son profit⁹. Début septembre 2020, le secrétaire général de l'OTAN s'est emparé de cette problématique et a entamé une démarche de médiation, parallèle à celle de l'Allemagne. Il a d'ailleurs annoncé rapidement que la Turquie et la Grèce avait accepté d'entamer des discussions sous l'égide de l'Alliance pour réduire les tensions, ce qui a été salué à Ankara mais d'abord démenti par Athènes avant d'être finalement confirmé le 22 septembre.

La volonté turque de s'en remettre volontairement à la médiation de l'OTAN dans ses différends avec la Grèce lui permet ainsi d'atténuer, au grand dam de la France, son image de perturbateur régional mais également de chercher à convaincre certains États membres de la légitimité de ses intérêts en Méditerranée. La médiation du secrétaire général de l'OTAN, couplée à celle de l'Allemagne, est en effet conduite en parallèle d'une stratégie d'atténuation temporaire des tensions.

⁹ L'amiral Cem Gürdeniz, à l'origine de la doctrine géopolitique turque de « patrie bleue » (*mavi vatan*) avait en effet déclaré : « Si la Grèce appuie sur la détente, ce sera la fin de l'Otan... Les pays européens devraient faire pression sur la Grèce pour qu'elle abandonne certaines revendications maritimes » (*AFP*, 23 août 2020).

L'ensemble a permis à Ankara d'instrumentaliser l'OTAN lui donnant ainsi des gages qui lui permettent, *in fine*, de gagner du temps dans son conflit de long terme avec la Grèce.

Des signes d'irritations américaine et russe vis-à-vis de la Turquie

Le potentiel soutien américain à l'un ou l'autre des deux camps a fait l'objet d'une véritable guerre de l'information entre la Grèce et la Turquie. Ainsi, si la Grèce s'est félicitée fin août 2020 de la levée de l'embargo américain sur la vente d'armes à Chypre, puis fin septembre de la possible affectation permanente d'un bâtiment américain sur la base de la Sude en Crète, les États-Unis ont été assez prompts à indiquer que ces décisions n'avaient pas pour objectif de remplacer la présence américaine sur la base turque d'Incirlik. Enfin, la Grèce, dans sa démarche de rapprochement avec les États-Unis, continue régulièrement de faire part de ses intentions d'acheter quatre frégates aux chantiers navals américains¹⁰. Toutefois, il est probable que ces reconfigurations américaines sont avant tout liées à la présence russe accrue en Méditerranée et non pas au contexte du contentieux gréco-turc pour lequel Washington reste, à ce stade, globalement neutre, au grand dam d'ailleurs des parties en cause. De fait, les actions turques commencent à irriter les États-Unis comme en témoignent les récentes communications du Département d'État qui condamne les « provocations délibérées » de la Turquie¹¹. Le tir d'essai d'un missile de défense aérienne de type S-400, d'origine

¹⁰ Quatre bâtiments de type MMSC (Multi-Mission Surface Combattant) selon le *Greek City Times*, 9 novembre 2020.

¹¹ Selon le porte-parole du Département d'État, Morgan Ortagus, le 13 octobre 2020. « Washington exige que la Turquie cesse sa « provocation délibérée » en Méditerranée », *Le Figaro*, 13 octobre 2020.

russe, par la Turquie près de la ville de Sinop en mer Noire, le 16 octobre 2020, a provoqué de vives réactions aux États-Unis. Plusieurs élus du Congrès ont demandé l'imposition de sanctions à l'encontre de la Turquie, au titre de la loi CAATSA¹² qui prévoit des mesures punitives à l'encontre de tout pays se procurant, entre autres, du matériel militaire russe. Le porte-parole du Pentagone a également affirmé que le système S-400 n'était pas compatible avec les engagements pris par la Turquie en tant qu'allié des États-Unis, prévenant Ankara de conséquences graves sur sa relation de défense avec Washington. Si cette distanciation américaine vis-à-vis de la Turquie est nouvelle, et sans doute en partie liée au climat politique intérieur américain, elle ne remet toutefois pas encore en cause la relation spéciale qui lie Washington à Ankara. En effet, la Turquie reste considérée comme un allié essentiel des États-Unis au sein de l'OTAN, du fait de sa position géostratégique tant vis-à-vis de la Russie que de l'Iran et de l'importance du volume des forces armées turques au sein de l'Alliance (2^{ème} en termes d'effectifs après les États-Unis). Cette place géographique si particulière de la Turquie vis-à-vis des adversaires désignés des États-Unis lui permet encore de capitaliser sur une certaine neutralité de Washington à son encontre¹³, y compris dans ses dissensions avec les pays européens pourtant eux aussi membres de l'Alliance Atlantique.

Moscou semble également accroître sa pression sur la Turquie dans l'est de la Méditerranée, conséquence logique des frictions déjà constatées entre les deux pays tant en Syrie qu'en Libye ou dans le Caucase. La marine russe a conduit au mois de septembre 2020 deux exercices navals au sud-ouest de Chypre, dans des zones habituellement utilisées par les forces navales turques pour l'escorte de leurs bâtiments de recherche. Surprise initialement par

¹² Countering America's Adversaries Through Sanctions Act, promulgué en août 2017.

¹³ Seuls les rapprochements turcs avec la Russie, comme en témoigne l'affaire du S-400, reste une source de tensions avérées entre Washington et Ankara.

cette annonce russe, Ankara a réagi par l'émission de plusieurs NAVTEX informant la navigation commerciale des intentions russes, s'arrogeant ainsi la responsabilité (et donc la légitimité), à émettre de tels avis aux navigateurs sur cette zone. La Russie s'est également rapprochée de Chypre ces dernières années. Le Président chypriote Nicos Anastasiades a en effet officiellement demandé une intervention dissuasive russe dans le différend l'opposant à la Turquie, afin notamment d'empêcher Ankara de continuer ses campagnes d'exploration dans la ZEE chypriote¹⁴. Dans le même esprit, Moscou s'est aussi rapproché de l'Égypte, autre adversaire régional d'Ankara. Le Ministère de la défense russe a ainsi annoncé le 10 octobre 2020 la planification inédite en mer Noire d'un premier exercice naval conjoint, baptisé Pont de l'Amitié 2020, avec la marine égyptienne. Cette annonce et la conduite de cet exercice est un nouveau message à destination d'Ankara, signifiant à la Turquie que toute action de sa part dans les zones considérées comme d'importance stratégique par Moscou sera suivie de près par des actions russes dans les zones stratégiques turques.

Les trois objectifs de la stratégie turque en Méditerranée

Tout d'abord, la stratégie de la « patrie bleue » défendue par la Turquie vise, en partie, à trouver une solution domestique à la dépendance énergétique turque envers la Russie, l'Iran et l'Azerbaïdjan¹⁵. Depuis 2017, Ankara a largement investi dans une flotte de navires de recherche et de forage, la Turquie étant déterminée à ne pas passer à côté des richesses inexploitées des fonds marins de Méditerranée orientale, dans les zones qu'elle

¹⁴ *Al-Monitor*, 22 octobre 2020.

¹⁵ 70 % de ses besoins énergétiques sont importés et représentent un quart du total de ses importations. Voir également Nicolas Mazzucchi, « Que penser de la découverte turque d'hydrocarbures en mer Noire ? », *Institut FMES*, 19 octobre 2020.

considère comme siennes. Outre les campagnes d'exploration autour de Chypre, la mer Noire est devenue également une zone active de recherches, le Président turc annonçant d'ailleurs le 21 août 2020 la découverte de vastes gisements de gaz *offshore* (320 milliards de m³) dans la ZEE turque en mer Noire. Toutefois, ce rêve d'indépendance énergétique ne pourra s'obtenir sans doute que sur le très long terme, compte tenu des investissements financiers et matériels très importants que la Turquie doit encore initier. Cette quête d'espaces maritimes sert ainsi forcément d'autres desseins que ceux purement économiques.

Le second objectif de la Turquie est d'attiser périodiquement les tensions en Méditerranée orientale afin d'obtenir de l'UE des négociations pour un « meilleur partage » des richesses de la région, englobant ainsi la question de Chypre aux problèmes de délimitation maritime entre la Grèce et la Turquie, voire pour son intégration à terme dans le projet de gazoduc *EastMed* si celui-ci venait à être concrétisé. La période d'apaisement diplomatique de fin septembre a ainsi permis à la Turquie de proposer une conférence régionale pour discuter « des droits et des intérêts » des pays riverains de la Méditerranée orientale, y compris pour la République turque autoproclamée République de Chypre-Nord¹⁶.

Or, pour arracher des concessions aux Européens et provoquer un tel marchandage géopolitique régional, la Turquie se doit de rester en position de force de manière à neutraliser les initiatives européennes à son encontre. Elle alterne donc régulièrement des

¹⁶ Le candidat nationaliste Ersin Tatar, soutenu par la Turquie, a d'ailleurs été élu le 18 octobre 2020 comme Président de la République turque de Chypre-Nord, un nouveau succès pour Ankara dans un contexte de vives tensions autour de ses projets en Méditerranée orientale. Ankara a très rapidement salué la victoire de son protégé, le Ministre des affaires étrangères turc indiquant que « nous allons défendre ensemble les droits et intérêts légitimes de Chypre-Nord en Méditerranée orientale » (*AFP*, 18 octobre 2020).

phases de démonstrations militaires et des phases d'apaisement diplomatique savamment orchestrées.

Enfin, son 3^{ème} objectif, concomitant des deux premiers, est de maintenir le plus longtemps possible la paralysie de la diplomatie européenne à son encontre. En effet, la Turquie cherche à convaincre certains pays européens (notamment l'Allemagne¹⁷), à ce qu'aucune sanction européenne ne soit décidée à l'encontre d'Ankara. Dans ce cadre, la Turquie cherche sciemment à apaiser les tensions à l'approche de sommets européens, démontrant ainsi ses « bonnes intentions » et paralysant *de facto* la mécanique européenne à son encontre¹⁸. D'ailleurs, si les dirigeants de l'UE ont condamné le 29 octobre 2020 les provocations et la rhétorique d'Ankara, notamment à l'encontre de la France, ils ont reporté toute décision quant à d'éventuelles mesures punitives vis-à-vis de la Turquie au prochain sommet européen qui doit se tenir au mois de décembre 2020.

Au bilan, ces nouvelles tensions entre la Turquie et la Grèce à l'ouest de Chypre sont le prolongement direct des ambitions géopolitiques turques en Méditerranée orientale, tout comme l'une des conséquences de l'accord turco-libyen de délimitation maritime de novembre 2019. Ces frictions, par essence maritimes, devraient logiquement perdurer. La Turquie, mue par les ambitions géopolitiques affichées de son Président, alterne régulièrement des phases de démonstrations de force et des phases d'apaisement, choisies en fonction du calendrier diplomatique européen et selon le niveau de fermeté affiché par les pays

¹⁷ Très liée à la Turquie pour des questions économiques et migratoires.

¹⁸ Fin septembre 2020, Ankara d'ailleurs rappelé l'*Oruç Reis*, un de ses navires de recherche et l'OTAN a annoncé que la Grèce et la Turquie s'étaient entendues pour établir « une ligne directe » afin d'éviter tout risque d'incident en Méditerranée orientale... au moment même où un sommet de l'UE s'ouvrirait justement sur la problématique de Méditerranée orientale. Ce même navire a été annoncé comme repartant en opérations de recherche à la mi-octobre... le sommet européen passé.

concernés. À échéance visible, les différents acteurs devraient continuer d'internationaliser à dessein ce contentieux, soit par la recherche de soutiens extérieurs, soit par la quête d'un grand marchandage géopolitique régional liant finalement la question maritime à la question chypriote. Enfin, si cette problématique initie un cycle d'affrontement durable entre la Turquie et l'Union Européenne, elle confirme aussi, à ce stade, le relatif désengagement américain des questions européennes, Washington ne désirant pas, à ce stade, arbitrer entre les revendications concurrentes de deux de ses principaux alliés de l'Est méditerranéen. L'alternance politique annoncée aux États-Unis pourrait toutefois changer la donne et rapprocher davantage les positions américaines de celles défendues par la Grèce, la future administration démocrate étant sans doute politiquement moins tolérante que l'administration actuelle vis-à-vis des tendances impérialistes turques. *A contrario*, ces changements politiques à venir à Washington pourraient inciter le Président Erdoğan à accélérer ses revendications en Méditerranée, éventuellement sur le statut de Chypre, afin de profiter encore quelques mois de la relative passivité de Washington à son encontre...

Publié le 18 novembre 2020 par l'institut FMES



ÉVOLUTION DES RAPPORTS DE FORCE EN MÉDITERRANÉE ET AU MOYEN-ORIENT

Turquie et Qatar : une alliance durable ?

Par Ana POUVREAU, Spécialiste des mondes russe et turc.

Les deux alliés tentent de modeler l'avenir de la région en soutenant la confrérie des Frères musulmans¹, ce qui les a conduits à partager de nombreux objectifs communs en matière de politique étrangère et à développer une active coopération militaire. Le président Recep Tayyip Erdoğan a rejoint dès les années 1970 la mouvance islamiste de Necmettin Erbakan², fondateur du Milli Görüş (« Vision nationale »), proche des Frères musulmans. Le Qatar, pour sa part, a tout d'abord apporté sa protection, dès 1961, au théologien d'origine égyptienne Yusuf al-Qaradawi, guide spirituel des Frères musulmans. Selon Pierre Razoux, spécialiste du Moyen-Orient, le soutien du Qatar aux Frères musulmans s'explique avant tout par les conditions dans lesquelles l'émir du Qatar, le Cheikh Hamad Ben Khalifa Al Thani a détrôné son père, le Cheikh Khalifa Ben Hamad Al Thani. Ce faisant, l'émir fut marginalisé par l'Arabie saoudite et les EAU, choqués par cette succession brutale, à l'encontre des règles de succession tribale selon lesquelles le trône passe en priorité aux frères et non au fils³. Dès 2015, le nouvel émir, le Cheikh Tamim Ben Hamad Al Thani, a poursuivi ce soutien aux Frères musulmans, dans une approche

¹ Ana Pouvreau, « L'influence des Frères musulmans sur la politique régionale de la Turquie », *Institut FMES*, 16 juillet 2019. <http://fmes-france.org/linfluence-des-freres-musulmans-sur-la-politique-regionale-de-la-turquie-par-ana-pouvreau/>.

² Necmettin Erbakan (1926-2011) fut Premier ministre de juin 1996 à juin 1997, avant d'être poussé à démissionner sous la pression de l'armée.

³ Note de Pierre Razoux, 2 juillet 2020. De fait, la Constitution de l'État du Qatar de 2005 stipule désormais que la règle est héréditaire dans la lignée des descendants masculins de la famille Al Thani.

diamétralement opposée à celle de ses voisins et rivaux saoudiens et émiriens.

Une alliance stratégique vitale pour les régimes turc et qatarien

Selon Intelligence Online, le chef de l'Organisation nationale turque du renseignement⁴ (Milli İstihbarat Teşkilatı – MIT) aurait effectué plusieurs voyages à Doha, en décembre 2015, dans le but de consolider un accord secret entre les deux pays. Selon ce pacte, Ankara se serait engagée à protéger le Qatar contre des menaces militaires extérieures. En contrepartie, Doha aiderait à améliorer les relations tendues entre Ankara et Moscou après la destruction par la Turquie d'un avion russe à la frontière turco-syrienne en novembre 2015. Le Qatar se serait également engagé à consolider l'économie turque grevée par l'absence de touristes russes à la suite de cet incident, soit une perte estimée à environ 3 milliards de dollars. Le Qatar se serait engagé, en outre, à fournir du gaz à la Turquie, au cas où Moscou interromprait ses livraisons d'hydrocarbures.

Après la tentative de coup d'État du 15 juillet 2016 en Turquie, le Cheikh Tamim bin Hamad Al Thani a été le premier chef d'État à témoigner sa solidarité au président Erdoğan. Une unité d'élite composée de 150 membres des forces spéciales qatariennes a été envoyée en Turquie, à la demande du président turc, le 19 juillet 2016, afin d'assurer sa protection rapprochée et éviter ainsi toute

⁴ Cité par Paul Cochrane in "Revealed: Secret details of Turkey's new military pact with Qatar", *Middle East Eye*, January 29, 2016. <https://www.middleeasteye.net/news/revealed-secret-details-turkeys-new-military-pact-qatar>.

tentative d'assassinat⁵. Pour sa part, le Qatar a besoin du soutien de la Turquie pour protéger sa souveraineté. Le 5 juin 2017, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, l'Égypte et Bahreïn⁶ ont rompu leurs relations diplomatiques avec l'émirat qatarien, l'accusant de soutenir divers groupes terroristes et sectaires visant à déstabiliser la région. Les demandes émanant de ces quatre pays comprenaient notamment l'interruption des relations diplomatiques entre le Qatar et l'Iran, la fin du soutien qatarien à la Confrérie des Frères musulmans et au Hamas, l'arrêt de la coopération militaire avec la Turquie, le retrait des forces turques du pays et la fermeture de la chaîne qatarienne Al Jazeera.

Ces exigences furent rejetées par le Qatar⁷. Les EAU ont expulsé tous les ressortissants qatariens vivant aux Émirats et interdit à leurs citoyens de se rendre au Qatar. L'Arabie saoudite a fermé son espace aérien, ses eaux territoriales et ses frontières terrestres avec le Qatar et suspendu la participation du Qatar à l'opération militaire de la coalition menée sous son égide au Yémen. Le président turc a dénoncé « le caractère inhumain » de cet isolement et l'a qualifié de « contraire aux valeurs de l'islam » et semblable à une « condamnation à mort »⁸. Face à la perspective d'une pénurie alimentaire lors de cette crise, la Turquie (à l'instar de l'Iran) a réagi en établissant un pont aérien et une liaison maritime entre le port turc d'Izmir et Hamad au Qatar afin de maintenir un flux

⁵ "Qatar sent forces to protect Erdoğan after coup attempt", *The Middle East Monitor*, February 2, 2017. <https://www.middleeastmonitor.com/20170202-qatar-sent-forces-to-protect-Erdogan-after-coup-attempt/>. En 2018, l'émir du Qatar a fait cadeau d'un Boeing 747 au président turc. Cf. "Qatar's emir 'gives \$500m private jet to Turkey'", *BBC*, September 17, 2018. <https://www.bbc.co.uk/news/world-middle-east-45550537>.

⁶ Le gouvernement yéménite d'Abdrabbo Mansour Hadi, le gouvernement libyen de Tobrouk, la Mauritanie, les Maldives, les Comores et l'île Maurice, firent de même.

⁷ "Qatar blockade: Five things to know about the Gulf crisis", *Al Jazeera*, June 5, 2020. <https://www.aljazeera.com/news/2019/06/qatar-blockade-gulf-crisis-190604220901644.html>.

⁸ Selin Girit, "Why is Turkey standing up for Qatar?", *BBC News*, June 14, 2017. <https://www.bbc.co.uk/news/world-middle-east-40262713>.

constant de marchandises, dont plusieurs tonnes de produits frais et de médicaments, renforçant ainsi les liens commerciaux entre les deux pays. À cet égard, la Turquie exporte vers le Qatar des navires civils, des produits de la métallurgie et du matériel électrique, tandis que les exportations en provenance du Qatar sont principalement constituées d'hydrocarbures, de dérivés d'hydrocarbures et d'aluminium⁹. L'ambassadeur du Qatar en Turquie, Salem bin Mubarak Al Shafi, a exprimé sa reconnaissance à la Turquie en saluant son positionnement historique lors du blocus. Pour Can Kasapoğlu, spécialiste des questions de défense au sein du *think tank* stambouliote Edam, au fil des années, la coopération militaire turco-israélienne a cédé la place au partenariat de défense entre la Turquie et le Qatar, en raison du remplacement de l'élite militaire « ultra-séculariste » qui était au pouvoir jusqu'en 2002, par les islamo-conservateurs du Parti de la justice et du développement (AKP)¹⁰, ce qui explique le soutien apporté par la Turquie aux flottilles d'aide à Gaza en 2010 provoquant la tension des relations entre la Turquie et Israël.

Dès 2007, Ankara et Doha se sont engagés sur la voie de la coopération dans le domaine des ventes d'armements. Ce rapprochement a été complété en juillet 2012 par un accord de coopération militaire¹¹. Depuis 2014, celle-ci s'est étendue à l'entraînement des forces et à la possibilité de déploiements mutuels comme en a témoigné l'arrivée du premier contingent turc en octobre 2015 à Doha et la mise en place d'un commandement de forces interarmées entre le Qatar et la Turquie (Qatar-Turkey

⁹ Voir également Burak Bekdil, "Turkey and Qatar: Love in Bloom", Beghin Sadat Centre for Strategic Studies, July 1st, 2020. <https://besacenter.org/perspectives-papers/turkey-qatar-alliance/>.

¹⁰ Can Kasapoğlu, "Turkey's Growing Military Expeditionary Posture", *Terrorism Monitor* 18 (10), May 15, 2020. <https://jamestown.org/program/turkeys-growing-military-expeditionary-posture/>.

¹¹ Ana Pouvreau, "Les forces armées turques face aux nouveaux défis stratégiques », *Revue Défense Nationale*, 2020/4, n° 829, p.88.

Combined Joint Force Command, QTCJFC)¹². L'essentiel des travaux de casernement d'une base militaire turque permanente au Qatar serait depuis terminé. Cette base doit permettre à la Turquie de disposer à terme d'une présence militaire permanente d'environ 3 000 soldats dans le Golfe. En mars 2018, un accord a été signé concernant l'établissement d'une base navale turque au nord du Qatar¹³. Celle-ci comprendra un centre de formation au profit des missions de surveillance maritime.

Ces développements s'inscrivent, selon Can Kasapoğlu, dans une volonté turque d'installer des bases opérationnelles avancées et témoignent d'un nouvel activisme militaire de la part de la Turquie. En effet, cette tendance est manifeste dans le Golfe, en mer Rouge et en Méditerranée, comme en témoigne l'établissement de bases au Soudan et peut-être en Libye. Cela n'est toutefois pas sans risque, car la Turquie pourrait être confrontée à des guerres hybrides ou par procuration se révélant très coûteuses. Dans le domaine des ventes d'armements, la Turquie a annoncé des ventes de drones, de véhicules blindés turcs et de bâtiments de surface au Qatar¹⁴. Le Qatar a acheté 49,9% des parts de la firme turque de véhicules blindés BMC¹⁵.

¹² Yunus Paksoy, "Turkish Military in Qatar: Bonds of mutual trust", *Daily Sabah*, June 12, 2018. <https://www.dailysabah.com/feature/2018/06/13/turkish-military-in-qatar-bonds-of-mutual-trust>.

¹³ "Qatar signs Turkey naval military base agreement", *Middle East Monitor*, March 14, 2018. <https://www.middleeastmonitor.com/20180314-qatar-signs-turkey-naval-military-base-agreement/>.

¹⁴ Selon des accords signés en mars 2018, la Turquie devait livrer au Qatar, entre autres, 6 drones Bayraktar, 85 véhicules blindés, 2 navires-écoles et 17 navires de guerre. "Turkish defense companies clinch key deals in Qatar", *Hurriyet Daily News*, March 14, 2018. <http://www.hurriyetdailynews.com/turkey-to-build-two-training-warships-for-qatar-navy-128714>.

¹⁵ Zülfikar Doğan, "Qatar wins big as Erdoğan privatizes \$20 billion tank factory", *Ahval News*, January 18, 2019.

Une alliance pour modeler l'avenir du bassin méditerranéen et du Moyen-Orient

L'alliance turco-qatarienne est fondée sur la promotion du rôle politique de l'Islam, ce qui se traduit par un soutien à la confrérie des Frères musulmans. Par ce biais, la Turquie a saisi l'occasion d'étendre son influence dans son ancienne zone de domination ottomane. Ce positionnement lui permet de poursuivre son ambition de redevenir une puissance incontournable dans la région et au sein du monde musulman. Par ailleurs, pour l'analyste géostratégique Bahaouddin Foizee, l'engagement du Qatar en faveur de la Confrérie constitue « une police d'assurance contre l'opposition politique d'inspiration religieuse dans le petit État où les Frères musulmans se sont dissous volontairement en 1999 »¹⁶. Les deux pays partagent, de ce fait, de nombreux objectifs communs en Tunisie, en Égypte, en Syrie, en Libye, ou au Soudan¹⁷.

Égypte

En Égypte, la Turquie et le Qatar ont apporté conjointement leur soutien à la fois politique et financier (plusieurs milliards de dollars versés entre 2012 et 2013) à Mohamed Morsi, issu du courant frériste, qui avait été élu président lors des élections égyptiennes de juin 2012. En mars 2013, l'émir du Qatar, le cheikh Hamad bin Khalifa Al Thani a appelé les États membres de la Ligue arabe à soutenir l'Égypte en raison des sacrifices consentis par ce pays en faveur de la cause arabe¹⁸. Après le coup de force mené par l'armée

¹⁶ Bahaouddin Foizee, "Shared regional agendas are stimulating the rapid rise of Turkey-Qatar cooperation", *Middle East Monitor*, April 1st, 2017. <https://www.middleeastmonitor.com/20170401-shared-regional-agendas-are-stimulating-the-rapid-rise-of-turkey-qatar-cooperation/>.

¹⁷ Alexandre del Valle, « Après la mort de Mohamed Morsi, quel avenir pour les Frères musulmans ? », *Figarovox*, 20 juin 2019. <http://premium.lefigaro.fr/vox/monde/apres-la-mort-de-mohamed-morsi-quel-avenir-pour-les-freres-musulmans-20190620>.

¹⁸ Birol Başkan, *Turkey and Qatar in the Tangled Geopolitics of the Middle East*, New York, Palgrave Macmillan, 2016.

en juillet 2013, qui a porté le maréchal Abdel Fattah al-Sissi au pouvoir avec le soutien de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis, les Frères musulmans se sont trouvés, selon Stéphane Lacroix, spécialiste du monde arabe, « dans la situation la plus compliquée de leur histoire ». « La maison mère, en Égypte, est en lambeaux », écrit-il. Le leadership se partagerait donc entre la Turquie et le Qatar. Dans ces deux pays, seuls endroits de la région où les Frères musulmans peuvent s'exposer et tenter de s'organiser politiquement, il estime qu' « il s'est créé là-bas une sorte d'internationale frériste, avec des Égyptiens, des Turcs, des Syriens, des Libyens, etc. »¹⁹.

Tunisie

Le 1er juillet 2020, la Tunisie – où l'influence ottomane s'est exercée pendant plus de 300 ans à partir du XVI^{ème} siècle – a annoncé qu'elle allait élever sa coopération bilatérale mise en place en 2012 avec la Turquie, au rang de partenariat stratégique²⁰. La Turquie a apporté son aide à la « révolution de jasmin » (décembre 2010 – janvier 2011). En décembre 2012, les deux pays ont mis en place un Conseil de coopération stratégique de haut niveau. De la même manière, les relations entre la Tunisie et le Qatar se sont resserrées lors de la révolution, la chaîne qatarienne Al-Jazeera ayant pris position contre le président Ben Ali. La coopération entre les deux pays a prospéré entre 2011 et 2013, dans le cadre de la coalition dirigée par le parti Ennahda, issu de la mouvance des Frères musulmans.

¹⁹ Luc Mathieu, Entretien avec Stéphane Lacroix : « Les Frères musulmans sont dans la situation la plus compliquée de leur histoire », *Libération*, 18 juin 2019. https://www.liberation.fr/planete/2019/06/18/les-freres-musulmans-sont-dans-la-situation-la-plus-compliquee-de-leur-histoire_1734582.

²⁰ « La Turquie et la Tunisie œuvrent à renforcer davantage la coopération bilatérale », *TRT*, 2 juillet 2020. <https://www.trt.net.tr/francais/afrique-asie/2020/07/02/la-turquie-et-la-tunisie-oeuvrent-a-renforcer-davantage-la-cooperation-bilaterale-1447446>.

À compter de 2012, les forces armées tunisiennes ont participé à des exercices militaires au Qatar tandis que Doha fournissait une aide en véhicules militaires²¹. Le Qatar fournit une aide économique à la Tunisie et a investi massivement dans le pays.

Syrie

En 2011, en Syrie, où l'opposition au régime de Bachar el-Assad était dominée par les Frères musulmans persécutés depuis les années 1970, la Turquie et le Qatar ont conjointement contribué à la formation de la branche civile de l'opposition syrienne (le Conseil national syrien – CNS) et de sa branche militaire (l'Armée syrienne libre – ASL). À la suite du reformatage de l'opposition en coalition nationale syrienne et de l'ASL en Conseil militaire supérieur, les deux pays ont continué à se soutenir mutuellement²². Au sein de la nouvelle coalition nationale syrienne, l'influence des Frères musulmans diminua, mais cela n'empêcha pas l'existence en son sein d'un bloc loyal au Qatar qui reste la principale source de financement de la coalition.

D'après le *Financial Times*, dès le début de l'année 2012, le Qatar a acheté des armes légères en Libye et en Europe de l'Est pour les acheminer vers la Turquie, où des membres des services de renseignement les auraient livrés en Syrie. Le Qatar aurait utilisé à cette occasion les services de renseignement turcs ainsi que des médiateurs libanais²³.

²¹ Youssef Cherif, "Tunisia's Fledgling Gulf Relations", *Carnegie Endowment for International Peace*, January 17, 2017. <https://carnegieendowment.org/sada/67703>.

²² Fehim Tastekin, "Turkey, Qatar strengthen economic ties", *Al-Monitor*, May 9, 2014. <https://www.al-monitor.com/pulse/originals/2014/05/turkey-qatar-economic-ties-strengthen.html>.

²³ Roula Khalaf and Abigail Fielding-Smith, "How Qatar seized control of the Syrian revolution", *Financial Times*, May 17, 2013. <https://www.ft.com/content/f2d9bbe8-bdbc-11e2-890a-00144feab7de>.

Par ailleurs, en octobre 2019, le Qatar a soutenu la Turquie dès le début de son opération « Source de paix » en Syrie, alors que l'Arabie saoudite, les EAU et le Koweït la condamnaient au sein du Conseil de coopération du Golfe (CCG). Cette intervention militaire turque visait à expulser les milices kurdes soutenues par les États-Unis de la frontière turco-syrienne et à faciliter le rapatriement des réfugiés vers la zone conquise. Le Qatar a également exprimé des réserves sur la position de la Ligue arabe condamnant « l'invasion » de la Syrie par la Turquie²⁴.

Libye

Lors de la révolution libyenne de février 2011, le Qatar et les EAU ont apporté une aide conjointe à l'est de la Libye, notamment dans la région de Benghazi libérée du joug de Kadhafi, avant de prendre des orientations diamétralement opposées à partir d'août 2011. Le Qatar se défend d'avoir fourni un soutien logistique et financier aux Brigades de défense de Benghazi (BDB), ainsi qu'à des groupes armés considérés par les Nations unies comme terroristes²⁵. Le Qatar et la Turquie ont soutenu publiquement, à compter de 2015, le gouvernement d'union nationale (Government of National Accord, GNA) de Fayez al-Sarraj basé à Tripoli et reconnu par les Nations unies, dominé par les Frères musulmans²⁶. Les EAU ont été, de leur côté, le principal soutien politique, financier, logistique et médiatique de la campagne militaire menée par le général Haftar depuis le mois de mai 2014 avec l'aide de l'Égypte et de la Jordanie.

²⁴ Samuel Ramani, "How Turkey's Syria incursion could have big impact in the Gulf", *Al-Monitor*, October 22, 2019. <https://www.al-monitor.com/pulse/originals/2019/10/turkey-incursion-syria-gulf-impact-uae-saudi-arabia-qatar.html#ixzz6Qfm41cSF>.

²⁵ Guma El-Gamaty, "Qatar, the UAE and the Libya connection", *Al-Jazeera*, June 12, 2017. <https://www.aljazeera.com/indepth/opinion/2017/06/qatar-uae-libya-connection-170612080219306.html>.

²⁶ Ana Pouvreau: "Les ressorts de l'engagement de la Turquie en Libye », *Institut FMES*, 13 février 2020. <http://fmes-france.org/les-ressorts-de-lengagement-de-la-turquie-en-libye/>.

Hamas

La Turquie et le Qatar refusent de qualifier le Hamas, issu des Frères musulmans, d'organisation terroriste. Lors du blocus de Gaza par Israël en 2007, à la suite de la victoire électorale du Hamas en 2006, les deux pays ont choisi d'aider les Palestiniens et d'atténuer les effets du blocus²⁷. Israël a accusé la Turquie et le Qatar d'aider le Hamas via des organisations caritatives et les a soupçonnés d'utiliser celui-ci pour recueillir du renseignement sur Israël. En 2010, Israël a attaqué un ferry turc apportant de l'aide à Gaza et entraîné la mort de 10 citoyens turcs. En décembre 2019, Israël a exhorté le gouvernement turc à fermer le siège du Hamas à Istanbul en invoquant le fait que des membres de cette milice palestinienne auraient préparé des attaques depuis Istanbul²⁸. En ce qui concerne le Qatar, celui-ci, en plus de fournir une aide financière au Hamas (surtout sous la forme d'une aide au profit de la population, en particulier en ce qui concerne le paiement des salaires), a contribué à lui donner un rôle régional, en lui apportant son soutien dans les forums régionaux et internationaux notamment à la suite d'une visite de l'émir du Qatar à Gaza en 2012.

Soudan

Le Qatar a signé avec le gouvernement soudanais, en mars 2018, un accord de 4 milliards de dollars pour la réhabilitation du port de Suakin sur la mer Rouge²⁹. De son côté, la Turquie envisageait

²⁷ Adnan Abu Amer, "Hamas Ties to Qatar Have Cost", *Al-Monitor*, April 22, 2013. <https://www.al-monitor.com/pulse/fr/originals/2013/04/hamas-qatar-relationship-independence.html>.

²⁸ Bel Trew, "Israel urges Turkey to cut ties with Hamas over allegations it uses country as base to launch attacks", *The Daily Telegraph*, December 18, 2019. <https://www.independent.co.uk/news/world/middle-east/israel-hamas-turkey-palestinian-militants-attack-Erdoğan-a9252016.html>.

²⁹ Behram Abdelmunim, « Khartoum et Doha signent un accord de réhabilitation du port de "Suakin" », *Agence Anadolu*, 26 mars 2018.

de construire une nouvelle base militaire sur l'île de Suakin, louée au gouvernement soudanais pour 99 ans³⁰. Ce faisant, elle s'est heurtée à l'opposition manifestée par l'Égypte, les EAU et l'Arabie saoudite. Avec la chute du président soudanais Omar el-Béchir en avril 2019, après 30 ans au pouvoir, ce projet a été ajourné. Cette île de 20 kilomètres carrés s'est trouvée sous contrôle des Turcs à partir du XVI^{ème} siècle. Une base navale permettait alors de protéger la province ottomane de Hijaz. L'île était un lieu de transit pour les musulmans africains voyageant vers la Mecque.

Somalie

Dans ce pays, dont l'importance stratégique est cruciale dans la Corne de l'Afrique, la Turquie a implanté en 2017 une nouvelle base militaire à Mogadiscio. Celle-ci se trouve être la plus grande base turque à l'étranger. Elle occupe 400 hectares à proximité du port et de l'aéroport de la capitale. Elle permet de former 1 500 personnels somaliens³¹. Le gouvernement turc a indiqué que le principal objectif de cette mission était le renforcement des capacités militaires des forces armées somaliennes face à la menace représentée par al-Shabab. De son côté, le Qatar entretient des relations étroites et controversées avec le président somalien Mohamed Farmaajo. Il a investi massivement dans le pays, en construisant notamment une nouvelle ambassade à Mogadiscio et en projetant la construction d'un nouveau port à Hobyo, soulevant l'opposition de l'Arabie saoudite et des EAU. En 2019, le Qatar a

<https://www.aa.com.tr/fr/politique/khartoum-et-doha-signent-un-accord-de-r%C3%A9habilitation-du-port-de-suakin-/1099668>.

³⁰ Mohammed Amin, "Suakin: 'Forgotten' Sudanese island becomes focus for Red Sea rivalries", *Middle East Eye*, March 19, 2018. <https://www.middleeasteye.net/news/suakin-forgotten-sudanese-island-becomes-focus-red-sea-rivalries>.

³¹ Selcan Hacaoğlu, "Mapping the Turkish Military's Expanding Footprint", *Bloomberg*, March 7, 2019 (réactualisé le 2 janvier 2020). <https://www.bloomberg.com/news/articles/2019-03-07/mapping-the-turkish-military-s-expanding-footprint-quicktake>.

fourni 68 véhicules blindés à la Somalie. À noter qu'en août 2019, il a permis au maire de Mogadiscio, Abdirahman Omar Osman, d'être transporté par avion à Doha pour y subir en vain un traitement médical d'urgence après une attaque par al-Shabab³².

En conclusion, force est de constater qu'au fil des dernières années, le dynamisme des relations entre la Turquie et le Qatar a contribué à changer de manière significative les équilibres géostratégiques au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, notamment en Syrie et en Libye, avec des conséquences importantes dans le Golfe, notamment en ce qui concerne le dossier iranien. Tout indique que cette alliance perdurera tant que le président Erdoğan restera au pouvoir en Turquie. Cette évolution, couplée à la montée des tensions au Moyen-Orient et en Libye, implique, pour les puissances occidentales, mais également pour Israël, l'Égypte et la Russie, de réévaluer au plus vite les enjeux dans la région.

Publié le 21 juillet 2020 par l'institut FMES

³² Matthew Weaver, "Mayor of Mogadishu dies as result of al-Shabaab attack", *The Guardian*, August 1st, 2019. <https://www.theguardian.com/world/2019/aug/01/mayor-of-mogadishu-dies-as-result-of-al-shabaab-attack-somalia>.

Vers un regain des tensions israélo-iraniennes au Moyen-Orient ?

Par Arnaud PEYRONNET

Entre fin juin et mi-juillet, plusieurs séries d'incidents ont frappé des infrastructures iraniennes liées de près ou de loin à son programme nucléaire. Ainsi, le 26 juin, une explosion a été rapportée au sein du complexe militaire de Parchin, près de Téhéran, site lié au programme balistique iranien. Le 2 juillet, un incendie, dû à une explosion sur le complexe nucléaire de Natanz, a ravagé des infrastructures liées au programme iranien de fabrication de nouvelles centrifugeuses, retardant selon certains experts le programme nucléaire iranien de plusieurs mois, voire plusieurs années. En outre, plusieurs incendies aux origines indéterminées ont ravagé plusieurs sites industriels et énergétiques iraniens durant la même période.

Selon plusieurs médias, une implication israélienne dans ces incidents serait « hautement probable », ce que les autorités israéliennes n'ont évidemment ni démenti ni confirmé, conformément à leurs habitudes. Le jour de « l'incident » de Natanz, l'agence officielle iranienne Irna avait d'ailleurs publié une dépêche mettant en garde Israël et les États-Unis contre toute atteinte à la « sécurité » et aux « intérêts » de l'Iran.... Ces actions potentiellement israéliennes, liées à des actes de sabotage, des attaques cyber ou des frappes extrêmement ciblées, illustrent toutefois avec acuité la nouvelle « guerre secrète » que se mènent les deux pays au plan régional et autour du programme nucléaire iranien. Une stratégie de « pression maximale » voulue

par Israël et les États-Unis s'oppose, de façon désormais accélérée, à la « patience stratégique » iranienne.

Quelles sont donc les stratégies mises en œuvre par l'Iran et Israël dans leur affrontement régional et comment celles-ci pourraient-elles évoluer ?

Un contexte d'affrontements accrus

Un an après le retrait brutal des États-Unis du JCPOA¹ en mai 2018, l'Iran s'est finalement estimé affranchi de certaines des dispositions de ce traité et cherche depuis à reprendre son programme nucléaire. Or, les États-Unis et Israël, dans le cadre de leur stratégie de « pression maximale », cherchent dans le même temps à affaiblir l'Iran pour que celui-ci abandonne tant son programme nucléaire que ses ambitions régionales, notamment en Irak, en Syrie et au Liban.

De fait, le régime iranien a été récemment qualifié de « plus grande menace sur le Moyen-Orient » par les autorités israéliennes qui semblent vouloir profiter de la faiblesse présumée de ce pays (difficultés économiques liées à la stratégie de « pression maximale », crise sanitaire) pour lui asséner discrètement des coups sévères afin d'obtenir un reflux de ses ambitions. Face à cette stratégie, l'Iran a réagi par l'annonce d'une « résistance maximale » visant à dissuader une action militaire américaine à son encontre (en faisant le pari que l'administration américaine ne voudra pas d'une nouvelle guerre au Moyen-Orient). Celle-ci passe tant par la modernisation de son arsenal balistique, que par la relance de son programme nucléaire ou par la mobilisation de ses

¹ Joint Comprehensive Plan of Action (JCPOA), signé en 2015 par l'Iran, les pays du P5, l'Allemagne et l'UE.

proxies au Moyen-Orient (Yémen, Irak, Syrie, Liban). De fait, un conflit « discret et indirect » se met en place entre le couple États-Unis/Israël et l'Iran, fait d'éliminations ciblées (cas de Qassem Soleymani en janvier dernier), d'attaques cyber², de « démonstrations de force » (tirs sur des emprises militaires américaines en Irak, tirs sur des infrastructures pétrolières saoudiennes), d'actes de sabotage et de frappes non revendiquées, et celui-ci agite de plus en plus le Moyen-Orient...

Qui s'inscrit dans la doctrine israélienne de la « *Campaign between Wars* » (CBW)

La doctrine israélienne de la CBW se caractérise par la conduite d'actions militaires préventives, discrètes, ciblées et non revendiquées qui empêchent par nature l'ennemi de riposter et donc de déclencher une escalade incontrôlée pouvant conduire à un conflit « ouvert ». Ces actions discrètes permettent ainsi à l'adversaire de nier la réalité des faits et de l'étendue des dommages causés, de façon à l'empêcher de riposter par le seul jeu de sa « pression politique intérieure ». Cette doctrine permet dès lors de repousser indéfiniment le conflit avec l'adversaire, de le dissuader militairement par une lente érosion de ses capacités, tout en l'empêchant de riposter par peur de conduire à une escalade incontrôlée dans laquelle il serait forcément perdant...

Cette CBW a été essentiellement conduite par Israël sur le sol syrien, l'État hébreu voulant d'abord dissuader l'Iran de tout enracinement militaire avant finalement de choisir l'option du « roll back » iranien de l'ensemble de la Syrie. Des centaines de

² En avril 2020, une attaque cyber iranienne a été constatée sur des réseaux de distribution d'eau en Israël. En riposte, l'État hébreu a conduit une attaque cyber sur le port commercial de Bandar Abbas, paralysant ce port pendant plusieurs jours.

frappes ont donc été effectuées contre les forces iraniennes ou leurs affidés en Syrie et en Irak ces dernières années, Israël accusant Téhéran de vouloir constituer à ses dépens un véritable « couloir logistique de la terreur » reliant Téhéran à Beyrouth via Bagdad et Damas.

Cette doctrine est d'ailleurs vue en Israël comme la raison essentielle du maintien d'un « calme apparent » à ses frontières Nord. Elle a toutefois évolué ces derniers mois avec l'apport de modes d'action offensifs dans le cyberspace qui pourraient désormais permettre à l'État hébreu d'agir dans un espace géographique moins contraint et de cibler directement son adversaire désigné, l'Iran. Ces actions cyber offensives restent toujours « préventives » (le programme nucléaire iranien étant la cible privilégiée), « non revendiquées », « discrètes » (c'est le propre du cyber) et « ciblées » (grâce au travail de renseignement à fin d'action). Ce mode d'action cyber réduit également encore plus les risques d'escalade militaire incontrôlée en confinant tous les acteurs dans un théâtre « virtuel », même d'importance. Le mode d'action cyber a donc par nature toute sa place dans la doctrine CBW.

De fait, cette doctrine, en intégrant désormais de nouveaux modes d'action, prolonge l'action de l'État hébreu sur l'ensemble du Moyen-Orient et non plus seulement à ses frontières. Elle est finalement devenue un outil de la « suprématie » militaire israélienne face à l'Iran, en installant dans la durée une campagne militaire aux limites acceptables du conflit ouvert.

Une « patience stratégique » iranienne mise cependant à rude épreuve

La « patience stratégique » iranienne lui a permis ces dernières années d'absorber sans problème des « coûts humains et militaires » parfois importants tant en Syrie qu'en Irak. Le régime des mollahs privilégie en effet le temps long et donc l'enracinement géopolitique pérenne de l'Iran du Golfe à la Méditerranée, faisant ainsi le pari de l'inéluctable « fatigue » de ses adversaires³.

Toutefois, les récents incidents du mois de juillet sur le territoire iranien, potentiellement causés par des actions offensives cyber, changent le paradigme en portant le conflit sur le territoire même de la république islamique. Ces incidents s'inscrivent également dans le contexte d'un pays affaibli par les pressions américaines, la crise économique et la crise sanitaire. Les failles sécuritaires affichées par ces incidents sur différents sites iraniens fragilisent d'autant plus un régime qui se découvre « vulnérable » aux yeux du monde et surtout, de sa population. Ces incidents mettent ainsi la patience iranienne à rude épreuve alors même que le régime était à quelques mois de réussir son pari, à savoir la poursuite de son programme nucléaire et de son agenda régional tout en attendant une ouverture internationale quasi-inéluctable... La question est donc de savoir si l'Iran va pouvoir garder sa posture les semaines et mois qui viennent et ce alors que ses adversaires vont certainement tout faire pour pousser ce pays à une riposte et donc à la faute (ce qui pourrait alors avoir pour effet de prolonger l'embargo sur les armes au-delà de 2020) ...

³ L'Iran attendant ainsi patiemment fin 2020 et un éventuel changement de climat politique aux États-Unis ainsi que la levée de l'embargo de l'ONU... La non-réponse américaine à la destruction de son drone RQ-4 en juin 2019 par un missile iranien a par ailleurs « validé » cette hypothèse de la fatigue américaine pour les conflits du Moyen-Orient.

La recherche iranienne d'appuis étrangers

Isolé et soumis à la stratégie de « pression maximale » des États-Unis et d'Israël, le régime iranien tente désormais d'approfondir sa politique régionale avec ses « alliés » tout en cherchant de nouvelles marges de manœuvre avec la Chine, l'autre grand adversaire des États-Unis.

L'Iran et la Syrie ont ainsi signé en juillet un accord bilatéral visant à intensifier leur coopération militaire et technologique, nouvelle étape dans des relations sécuritaires déjà intenses. Ce nouvel accord et la promesse iranienne d'aider la Syrie à densifier son architecture de défense sol-air, notamment face aux actions israéliennes, permet d'abord au régime des mollahs de démontrer à ses adversaires qu'il continuera de s'impliquer, et pour longtemps, dans la survie du régime syrien. Cet accord s'inscrit dès lors complètement dans la stratégie de « patience stratégique » voulue par Téhéran, signifiant à Israël que sa doctrine de CBW est vouée finalement, sur le long terme, à l'échec. Il permet également d'affaiblir quelque peu l'influence du Kremlin en Syrie, les forces armées russes étant plus que réticentes à employer leurs systèmes de défense aérienne contre les appareils israéliens. De fait, l'Iran réaffirme ainsi pleinement sa volonté d'agir comme une véritable puissance régionale, le centre de gravité de « l'axe de la résistance »⁴ à l'État hébreu malgré les défis auxquels le pays fait face et surtout malgré la probable future attrition de ces systèmes sol-air iraniens par l'action des forces armées israéliennes en Syrie... Le geste est donc avant tout diplomatique et symbolique, plus que militaire.

Le projet de « partenariat stratégique » sino-iranien, s'il venait à se confirmer, marque par contre une profonde rupture géopolitique à

⁴ Déjà constaté au Liban via le Hezbollah, au Yémen via les houthis et l'Irak au travers de plusieurs milices chiïtes dont surtout le Kataeb Hezbollah.

l'isolement traditionnel iranien. Les appétits chinois pour l'Iran, dans le contexte des « nouvelles routes de la soie » et de l'affrontement mondial sino-américain, sont effectivement perceptibles depuis 2016. Le projet de « partenariat » pourrait ainsi être signé en 2021 et prévoirait 400 milliards de dollars d'investissements chinois en Iran pour les prochaines 25 années, dans les domaines des infrastructures, des télécommunications, des transports et des hydrocarbures. Il prévoirait également une coopération « militaire » encore assez floue dans ses contours... mais il est probable que la levée de l'embargo sur les armes fin 2020 pourrait être une énorme occasion d'exportation pour les industriels chinois de l'armement. Dans tous les cas, « l'axe de la Résistance » a déjà modifié son discours et appelle à voir dans la Chine la seule alternative possible à l'Occident, instrumentalisant sans doute à plein l'affrontement géopolitique du siècle entre la Chine et les États-Unis.

L'Iran fait face à une stratégie de « pression maximale » à son encontre voulue par les administrations américaine et israélienne, et mis d'ailleurs militairement en œuvre au travers d'une accélération perceptible de la CBW israélienne, que ce soit via des actions cinétiques ou possiblement des modes d'action cyber. Face à ces pressions, le régime iranien a développé une sorte de « patience stratégique » de long terme, faisant le pari que le temps était son allié. De fait, l'Iran compte à la fois sur les prochaines échéances (levée de l'embargo sur les armes, élections américaines) pour s'accommoder des actions israélo-américaines tout en les dissuadant de tout conflit ouvert et tout en poursuivant son programme d'enracinement régional. Le possible futur partenariat sino-iranien permettrait en outre d'ancrer l'Iran dans

un « bloc géopolitique » d'opposition pérenne et dissuasif vis-à-vis des États-Unis. Toutefois, et le « pari » iranien étant finalement en phase de réussir, une intensification des actions offensives israélo-américaines semble soit en cours soit du moins fortement possible à très court terme, afin de pousser Téhéran à la faute...

Publié le 6 août 2020 par l'institut FMES

La stratégie russe en Libye : entre biais inavoués et perspectives de médiation

Par Adlene MOHAMMEDI, Chargé de recherches stratégiques pour le cabinet AESMA, auteur d'une thèse sur la politique arabe de la Russie postsoviétique.

Montrée du doigt pour son soutien plus ou moins officieux au maréchal Khalifa Haftar, « l'homme fort de l'est libyen », la Russie poursuit néanmoins le dialogue avec le gouvernement d'union nationale de Tripoli. Si Moscou semble rompre avec le légalisme et le légitimisme qui caractérisent son discours officiel en politique étrangère, son objectif est d'émerger comme une puissance médiatrice incontournable en Libye. Pour cela, la Russie peut compter sur divers canaux de communication : avec les acteurs libyens (les deux principaux protagonistes, ainsi que les réseaux kadhafistes), mais aussi avec la Turquie, l'un des principaux parrains du gouvernement d'union nationale de Favez al-Sarraj.

Le soulèvement de janvier 2011 – dans le cadre du Printemps arabe – et l'intervention militaire qui s'en est suivie sont à l'origine du conflit actuel en Libye, conséquence de la chute du régime de Mouammar Kadhafi. À l'époque, si la position russe était relativement claire (scepticisme et méfiance), elle pouvait être caractérisée par une certaine pusillanimité. Dmitri Medvedev étant alors Président, la Russie s'est abstenue au Conseil de sécurité des Nations unies lors du vote de la résolution 1973 censée permettre la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne. Quand l'intervention militaire, menée par l'OTAN, a abouti au renversement de Kadhafi et à un changement de régime, la Russie

l'a qualifiée d'illégale. Cette absence de veto russe s'explique à deux niveaux : à l'échelle de la Russie, cette parenthèse Medvedev était associée à une timide tentation libérale difficilement compatible avec une défense ouverte de Kadhafi ; à l'échelle internationale, Moscou voulait éviter de bloquer le fonctionnement du Conseil de sécurité, vecteur d'influence pour sa politique étrangère, tout en signifiant son rejet de la notion de « responsabilité de protéger » et en rappelant son attachement à la souveraineté nationale et au principe de non-intervention. En d'autres termes, la position russe était davantage conservatrice que dogmatique. Mais l'intervention militaire, menée principalement par la France et le Royaume-Uni, et la brutale éviction de Kadhafi qu'elle a permise, ont contribué à raidir la Russie. Mais au-delà des critiques, il convient de rappeler que les Russes n'ont rien fait pour protéger l'ancien dirigeant libyen.

Cette intervention militaire a exacerbé la méfiance russe à plus d'un titre. D'abord, parce que la Russie, en tant que principal fournisseur de Kadhafi en armements, a subi des pertes financières importantes (au moins 4 milliards de dollars de contrats d'armements, selon les autorités russes¹) tout en perdant un client de longue date. Ensuite, parce qu'elle s'est retrouvée confrontée en Libye à trois défis qu'elle brandit régulièrement : l'ingérence dans les affaires intérieures d'un pays, le terrorisme et l'instabilité régionale. Enfin, loin de se désintéresser du pays, le Kremlin a manifesté son soutien, en mai 2014, au gouvernement d'Abdallah al-Thani (issu de la Chambre des représentants installée à Tobrouk, puis à Benghazi depuis 2019). Dès juin 2014, al-Thani a requis l'assistance russe pour la formation de la police libyenne. En avril 2015, il s'est rendu à Moscou où il a accusé les gouvernements « occidentaux » de soutenir les Frères musulmans. Fin juin 2016,

¹ Alexei Anishchuk, "Gaddafi fall cost Russia tens of blns in arms deals", *Reuters*, November 2, 2011. <https://www.reuters.com/article/russia-libya-arms/gaddafi-fall-cost-russia-tens-of-blns-in-arms-deals-idUSL5E7M221H20111102>.

soit trois mois après la formation du gouvernement d'union nationale (*Government of National Accord*, dit GNA) et son installation à Tripoli, c'est au tour de Khalifa Haftar, chef de l'autoproclamée « Armée nationale libyenne » nommé « commandant militaire en chef » en mars 2015 par la Chambre des représentants, de se rendre à Moscou afin de demander un appui politique et militaire. À la fin de l'année 2016, lors de sa deuxième visite, le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Guennadi Gatilov, a déclaré que Khalifa Haftar devait être intégré à toute solution politique. La Russie est apparue alors comme son plus important partenaire. En janvier 2017, le soutien russe est encore plus ouvert : Khalifa Haftar, que les médias aiment surnommer « l'homme fort de l'est libyen », a été convié à visiter le porte-avions russe *Amiral Kouznetsov* (au large de la Libye). Un échange par vidéoconférence entre Haftar et le ministre russe de la Défense, Sergueï Choïgou, a même été organisé à cette occasion².

Parallèlement à ce soutien, la Russie a poursuivi le dialogue avec deux acteurs différents : le gouvernement d'union nationale de Tripoli et les réseaux kadhafistes. La diplomatie russe n'a pas caché sa sympathie pour le deuxième fils de Mouammar Kadhafi. En décembre 2018, deux émissaires de Saïf al-Islam Kadhafi ont rencontré le vice-ministre russe des Affaires étrangères Mikhaïl Bogdanov³. Le diplomate russe a manifesté une certaine bienveillance à son égard et a indiqué qu'il fallait l'associer au futur processus politique. Comme l'a rappelé Virginie Collombier, les deux camps (le gouvernement de Tripoli et Khalifa Haftar) ont

² Aidan Lewis, "Russia turns to Libya with show of support for eastern commander", *Reuters*, January 17, 2017. <https://www.reuters.com/article/us-libya-security-russia/russia-turns-to-libya-with-show-of-support-for-eastern-commander-idUSKBN151oKT>.

³ Alain Chémali, « Libye : Seif al-Islam Kadhafi fait annoncer à Moscou sa candidature à la présidentielle », France Télévision, 7 décembre 2018. https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/libye/libye-seif-al-islam-kadhafi-fait-annoncer-a-moscou-sa-candidature-a-la-presidentielle_3087799.html.

voulu, dès 2017, attirer les acteurs issus de l'ancien régime – marginalisés après 2011⁴. Sur ce terrain, c'est Haftar qui a été le plus efficace, même si le camp kadhafiste demeure divisé et si son ralliement au chef de l'Armée nationale libyenne n'a pas été total. On retrouve, par exemple, des kadhafistes à Misrata, du côté du gouvernement d'union nationale. Ce dernier, reconnu internationalement et formé sous l'égide des Nations unies, n'exprime pas à l'égard de la Russie l'hostilité qu'il exprime à l'égard des deux principaux parrains de Haftar que sont les Émirats arabes unis et l'Égypte. Malgré l'offensive de Haftar en Tripolitaine lancée au printemps 2019, repoussée un an plus tard par les troupes du gouvernement d'union nationale avec l'aide décisive de la Turquie, les échanges entre Moscou et Tripoli n'ont pas cessé. Le vice-président du Conseil présidentiel du gouvernement d'union nationale, Ahmed Maetig, s'est d'ailleurs rendu à Moscou le 3 juin 2020 dans le cadre de discussions en vue d'un cessez-le-feu⁵. Décryptons maintenant la stratégie russe en Libye.

La Russie et l'Armée nationale libyenne de Khalifa Haftar : un appui discret et limité

L'ambiguïté de la position russe en Libye reflète la complexité de la situation : la coexistence de deux pouvoirs concurrents, l'un reconnu internationalement (le gouvernement d'union nationale présidé par Fayez al-Sarraj) et l'autre contrôlant l'essentiel du territoire (celui de l'armée de Khalifa Haftar). Si cette position n'est

⁴ « En Libye, les kadhafistes pensent que l'alliance avec Haftar leur permettra de revenir au pouvoir », interview de la chercheuse Virginie Collombier, propos recueillis par Frédéric Bobin, *Le Monde*, 8 janvier 2020.

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/01/07/en-libye-les-kadhafistes-pensent-que-l-alliance-avec-haftar-leur-permettra-de-revenir-au-pouvoir_6025095_3212.html

⁵ “Senior official of Libya’s GNA arrives in Russia for talks”, *Al Jazeera*, June 3, 2020. <https://www.aljazeera.com/news/2020/06/senior-official-libya-gna-arrives-russia-talks-200603115427753.html>.

pas en totale adéquation avec le discours habituel (respect du droit international et du pouvoir légal), deux points permettent de nuancer cette rupture apparente. Le premier concerne l'action de l'armée de Khalifa Haftar. Pour légitimer son action, et notamment son offensive en Tripolitaine, celui-ci invoque la lutte contre le terrorisme et l'islamisme (principalement les Frères musulmans, soutenus par la Turquie) dont le gouvernement d'union nationale serait complice. La Russie est sensible à cette rhétorique, comme les Émirats arabes unis et l'Égypte d'Abdel Fattah al-Sissi qui considèrent l'islam politique et l'axe Ankara-Doha qui le soutient comme une menace prioritaire. Pour le Kremlin, l'islam politique – surtout dans sa forme réticulaire⁶ – est facteur d'instabilité. Le second point concerne le statut de Haftar. Si ses ennemis (notamment la Turquie) le qualifient régulièrement de renégat, voire de terroriste, il tire sa légitimité de la Chambre des représentants installée à Benghazi, présidée par Aguila Saleh.

Outre le soutien diplomatique (accueil à Moscou ou sur le porte-avions *Amiral Kouznetsov*), la Russie a offert à Haftar un appui clandestin. Là encore, la position russe peut sembler ambivalente, entre défense de l'autorité de l'État et recours à des acteurs privés. C'est un jeu qui permet à la Russie, sur le plan militaire, de préserver l'armée, et sur le plan politique, de nier toute participation formelle. Ce mercenariat qui ne dit pas son nom a été mis au service d'une coalition dont les dirigeants russes connaissent les limites. Selon un rapport « confidentiel » des Nations unies (que l'agence *Reuters* a pu lire), le Groupe Wagner – qui se distingue des autres sociétés militaires privées par l'intégration de ses unités aux forces régulières dans certaines

⁶ Le salafisme local que l'on retrouve dans les rangs de Khalifa Haftar semble moins gênant. Lire à ce propos : Ali Bensaad, « Libye. Khalifa Haftar, “ses” islamistes et la guerre contre le terrorisme », *Orient XXI*, 22 mai 2019. <https://orientxxi.info/magazine/libye-khalifa-haftar-ses-islamistes-et-la-guerre-contre-le-terrorisme,3107>.

zones de combat⁷ – aurait déployé jusqu'à 1 200 hommes en Libye⁸. Ce chiffre (à peu près l'équivalent d'un régiment) peut sembler dérisoire en comparaison des 25 000 hommes que compterait l'armée de Haftar, mais il n'est pas négligeable comparé aux 2 000 mercenaires du groupe Wagner engagés en Syrie en 2018⁹. En face, la Turquie aurait envoyé entre 2 000 et 4 000 combattants syriens au service de Tripoli¹⁰. Dans les deux camps, cet appui a pris une forme plus conventionnelle, quoique plus discrète côté russe. En janvier 2020, l'armée turque a entamé son déploiement en Libye. En mai, au moins six MiG-29 Fulcrum et deux Sukhoï SU-24 Fencer, escortés par deux appareils de l'aviation russe, auraient atterri sur le sol libyen¹¹. Des images du Commandement des États-Unis pour l'Afrique (AFRICOM) prises à la fin du mois de mai montrent le déploiement par la Russie d'au moins 14 avions de combat sur les bases d'al-Khadim et d'al-Djoufra¹². L'objectif est d'empêcher une contre-offensive des troupes de Tripoli vers la région de Syrte et la base aérienne d'al-

⁷ Emmanuel Dreyfus, "Private military companies in Russia: Not so quiet on the Eastern front?", Research Paper n°63, *IRSEM*, January 17, 2019.

<https://www.irsem.fr/institut/actualites/research-paper-no-63-2019-private-military-companies-in-russia-not-so-quiet-on-the-eastern-front.html>.

⁸ Michelle Nichols, "Up to 1,200 deployed in Libya by Russian military group: U.N. report", *Reuters*, May 6, 2020. <https://www.reuters.com/article/us-libya-security-sanctions/up-to-1200-deployed-in-libya-by-russian-military-group-u-n-report-idUSKBN22I2XW>.

⁹ Henry Meyer et Stepan Kravchenko, "Mercenaries Hurt in U.S. Syria Strikes Treated at Russian Defense Hospitals", *Bloomberg*, February 15, 2018.

<https://www.bloomberg.com/news/articles/2018-02-14/kremlin-stays-alooof-as-army-treats-wounded-in-u-s-syria-strike>.

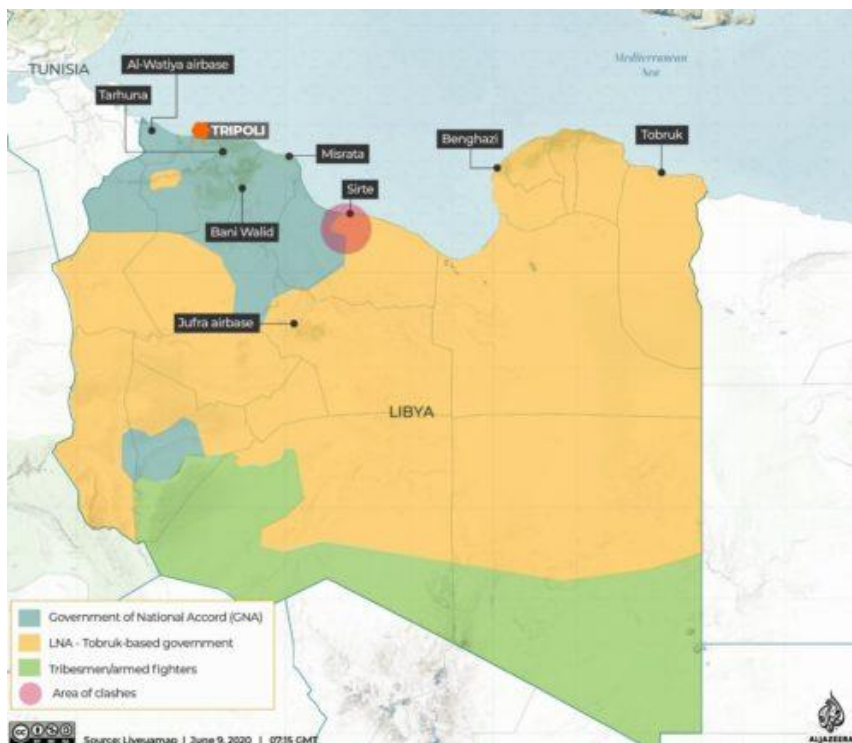
¹⁰ Ariane Lavrilleux et Elie Guckert, « Libye : des enfants syriens enrôlés dans l'armée de Tripoli », *Le Point*, 25 mai 2020. https://www.lepoint.fr/monde/libye-des-enfants-syriens-enroles-dans-l-armee-de-tripoli-25-05-2020-2376833_24.php.

¹¹ Arnaud Delalande, « Avions russes en Libye : que changeront les MiG de Haftar sur le terrain ? », *Middle East Eye*, 28 mai 2020.

<https://www.middleeasteye.net/fr/decryptages/libye-avions-russes-haftar-gna-turquie-conflit>.

¹² Brian Katz et Joseph S. Bermudez Jr., "Moscow's Next Front: Russia's Expanding Military Footprint in Libya", Center for Strategic and International Studies (CSIS), June 17, 2020. <https://www.csis.org/analysis/moscows-next-front-russias-expanding-military-footprint-libya>.

Djoufra (carte ci-dessous – source : *Al Jazeera*, 9 juin 2020). L'Armée nationale libyenne a, en outre, eu accès à des batteries antiaériennes russes Pantsir (de courte à moyenne portée). Plusieurs Pantsir ont été détruits par des drones turcs dans le conflit actuel¹³.



La lutte contre le terrorisme et l'islam politique ne peut toutefois suffire à justifier les efforts russes en faveur de Haftar. Selon

¹³ Oliver Imhof, "In lightning advance, GNA reverses 14 months of Haftar's Libya gains", *Airwars*, June 8, 2020. <https://airwars.org/news-and-investigations/in-lightning-advance-gna-reverses-14-months-of-haftars-libya-gains/>.

Washington, Moscou songerait à s'installer militairement au sud de la Méditerranée¹⁴. La question des hydrocarbures est aussi régulièrement brandie. Le 17 janvier 2020, plusieurs chefs tribaux pro-Haftar ont décidé de bloquer la production des sites pétroliers dans leurs zones¹⁵. Les pro-Haftar ont manifesté ainsi leur défiance envers la compagnie nationale pétrolière (*National Oil Corporation*, NOC), basée à Tripoli. Pour eux, il n'est pas acceptable que l'argent du pétrole de la Cyrénaïque et du Fezzan serve au gouvernement de Favez al-Sarraj, à la Turquie ou au financement de combattants étrangers. De son côté, la compagnie nationale libyenne a récemment déploré la présence de mercenaires russes sur des champs pétrolifères du Fezzan¹⁶. Pour le chercheur Jalel Harchaoui, l'accès au pétrole libyen est un bon moyen pour la Russie de « mieux contrôler l'acheteur européen »¹⁷. À court terme, la présence russe sur ces champs révèle surtout une intention d'utiliser le pétrole comme moyen de pression dans les discussions avec le gouvernement d'al-Sarraj et son parrain turc. Rappelons que la Russie est loin d'être la seule à s'intéresser aux ressources de la région. Le 27 novembre 2019, Ankara et Tripoli ont signé un accord maritime censé permettre aux Turcs d'explorer certains gisements de gaz d'une partie de la Méditerranée

¹⁴ Robyn Dixon, "Russia's ally in Libya is battered by defeats. But Moscow has wider goals to expand its influence", *The Washington Post*, June 6, 2020.

https://www.washingtonpost.com/world/europe/russia-libya-war-putin/2020/06/05/c3956bf4-a109-11ea-be06-af5514ee0385_story.html.

¹⁵ Jihâd Gillon, « Libye : jusqu'où peut aller la guerre pour le pétrole ? », *Jeune Afrique*, 9 juin 2020. <https://www.jeuneafrique.com/996900/politique/libye-jusquou-peut-aller-la-guerre-pour-le-petrole/>.

¹⁶ "Russian mercenaries enter Libya's largest oil field as Sirte battle looms", *Middle East Eye*, June 26, 2020. <https://www.middleeasteye.net/news/russian-mercenaries-enter-libya-largest-oil-field-sirte-battle-looms>.

¹⁷ « Les puissances arabes veulent que la Russie joue un plus grand rôle en Libye », interview du chercheur Jalel Harchaoui, propos recueillis par Jihâd Gillon, *Jeune Afrique*, 1^{er} février 2019. <https://www.jeuneafrique.com/728425/politique/jalel-harchaoui-les-puissances-arabes-veulent-que-la-russie-joue-un-plus-grand-role-en-libye/>.

orientale¹⁸, empiétant sur les zones exclusives grecques et chypriotes.

Depuis sa prise de Syrte – qui a constitué un tournant dans la guerre actuelle¹⁹ –, le 6 janvier 2020, la posture de Khalifa Haftar s’est considérablement dégradée. Quelques jours après, dans le cadre d’un dialogue russo-turc destiné à apaiser la situation en Libye, Haftar a mis la diplomatie russe dans une situation embarrassante en quittant Moscou sans signer d’accord de cessez-le-feu²⁰. Aujourd’hui, plus d’un an après le début de son offensive en Tripolitaine, l’alliance autour du gouvernement de Tripoli – largement aidée par Ankara – a finalement réussi à repousser les hommes de Haftar en direction de la Cyrénaïque. Celui-ci donne ainsi à Moscou deux bonnes raisons de privilégier d’autres interlocuteurs : son intransigeance et ses déconvenues militaire.

L’hypothèse kadhafiste

En avril 2020, Khalifa Haftar est allé jusqu’à s’attribuer le pouvoir en indiquant lors d’un discours télévisé qu’il disposait d’un « mandat du peuple ». Cet autoritarisme – qui masque mal son incapacité à conquérir militairement Tripoli – n’est pas forcément du goût de Moscou. Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a réagi : « Nous n’approuvons pas la déclaration

¹⁸ Marie Jégo, « Un accord turco-libyen de délimitation maritime provoque la colère de la Grèce », *Le Monde*, 10 décembre 2019.

https://www.lemonde.fr/international/article/2019/12/10/un-accord-turco-libyen-de-delimitation-maritime-provoque-la-colere-de-la-grece_6022314_3210.html.

¹⁹ Frédéric Bobin, « En Libye, la prise de Syrte est une étape majeure dans l’offensive du maréchal Haftar », *Le Monde*, 7 janvier 2020.

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/01/07/en-libye-les-forces-du-marechal-haftar-s-emparent-du-verrou-strategique-de-syrte_6025034_3212.html.

²⁰ “Libya conflict: Haftar ‘leaves’ Moscow ceasefire talks without deal”, *BBC News*, January 14, 2020. <https://www.bbc.com/news/world-africa-51104846>.

du maréchal Haftar selon laquelle il décidera unilatéralement de la façon dont le peuple libyen vivra. »²¹ Contrairement à leur action en Syrie où les Russes ont considéré qu'il fallait soutenir jusqu'au bout le pouvoir en place, ceux-ci refusent de miser sur un seul homme en Libye. Il est toutefois trop tôt pour évoquer un lâchage : son armée contrôle encore l'essentiel du territoire libyen (mais moins de la moitié de la population), y compris une grande partie des gisements pétrolifères.

La Russie mise aussi sur les réseaux kadhafistes, et surtout sur le fils de l'ancien « guide de la révolution » : Saïf al-Islam Kadhafi. En décembre 2018, des émissaires de ce dernier auraient transmis un courrier à Vladimir Poutine dans lequel Saïf al-Islam s'engagerait à soutenir une éventuelle solution politique²². Selon certaines sources, l'objectif était tout simplement d'obtenir les faveurs de Moscou en vue de l'élection présidentielle finalement repoussée. Pour la Russie, l'élection d'un homme providentiel serait un bon moyen de sortie de crise. En janvier 2019, la diplomatie russe s'est exprimée en faveur de la libération du frère de Saïf al-Islam : Hannibal Kadhafi, détenu au Liban depuis 2015.

Au printemps 2019, deux ressortissants russes ont été arrêtés à Tripoli tandis qu'ils sondaient la population locale pour le compte de la « Fondation pour la protection des valeurs nationales » (dirigée par un certain Alexandre Malkevitch, parfois associé à Evgueni Prigogine, patron du Groupe Wagner). Pour le gouvernement de Tripoli, leur mission relève davantage de

²¹ Célian Macé, « En Libye, le maréchal Haftar s'attribue le pouvoir », *Libération*, 28 avril 2020. https://www.liberation.fr/planete/2020/04/28/en-libye-le-marechal-haftar-s-attribue-le-pouvoir_1786779.

²² Arianna Poletti, « Avec le retour de Seif el-Islam Kadhafi, la Russie marque un peu plus son territoire en Libye », *Jeune Afrique*, 21 décembre 2018. <https://www.jeuneafrique.com/685223/politique/avec-le-retour-de-seif-el-islam-kadhafi-la-russie-marque-un-peu-plus-son-territoire-en-libye/>.

l'espionnage que de la recherche. Les résultats de cette étude tels qu'ils ont été publiés par ladite Fondation profitent aux deux hommes qui semblaient avoir les faveurs de Moscou : 3 à 7% des citoyens libyens soutiendraient le gouvernement de Favez al-Sarraj, alors que Khalifa Haftar et Saïf al-Islam récolteraient chacun 55 % de voix²³.

Il est néanmoins difficile d'associer systématiquement les kadhafistes à Khalifa Haftar. Pour les premiers, le second était surtout un moyen de revenir au pouvoir. Mais maintenant qu'il a échoué, rien ne les oblige à lui rester fidèles. Pour le journaliste français Jihâd Gillon, « Saïf al-Islam ne porte pas Haftar dans son cœur²⁴ et les kadhafistes au sein de l'Armée nationale libyenne estiment qu'ils n'ont pas été suffisamment respectés »²⁵. Selon lui, ils pourraient être tentés de prendre le contrôle de cette armée dans la mesure où « ils s'estiment incontournables ». Par ailleurs, toujours selon le journaliste, tout indique que Saïf al-Islam est enclin à dialoguer avec le gouvernement d'union nationale de Tripoli. Pour les Russes, en tout cas, qui entendent bien continuer à dialoguer avec Tripoli, Saïf al-Islam serait un partenaire plus docile que le turbulent militaire. Un problème subsiste pour eux comme pour tous ceux qui courtisent le fils de l'ancien dictateur : il est poursuivi par la Cour pénale internationale.

Une médiation en perspective ?

La menace de nouvelles batailles plane encore. Tripoli – renforcée par Ankara – voudrait bien récupérer Syrte et l'Égypte en a fait une

²³ Houda Ibrahim, « [Enquête] Qui sont les deux Russes arrêtés en Libye ? », *RFI*, 30 juillet 2019. <http://www.rfi.fr/fr/afrique/20190730-libye-chercheurs-russes-malkevitch-maxim-shu-gall-samer-hassan-swaifan>.

²⁴ Rappelons que Haftar a participé à la guerre contre Mouammar Kadhafi.

²⁵ Entretien réalisé le 2 juillet 2020.

« ligne rouge ». Pour la Russie, qui souhaite dialoguer avec l'ensemble des acteurs nationaux et régionaux, l'objectif est de mettre fin au conflit. Et si Haftar manifeste de l'inflexibilité, en sus des réseaux kadhafistes, Moscou pourrait s'appuyer – dans les négociations avec Tripoli – sur le président de la Chambre des représentants (Benghazi), Aguila Saleh²⁶. S'il n'est pas question de renoncer à l'armée de Haftar, l'éviction du chef militaire lui-même au profit d'un homme plus consensuel reste une hypothèse plausible. En face, la Russie n'a jamais complètement tourné le dos au gouvernement d'union nationale (Tripoli), comme le montre le voyage à Moscou du vice-président du Conseil présidentiel, Ahmed Maetig, le 3 juin dernier. Mais Moscou a deux griefs à l'encontre de Tripoli : les soupçons de sympathies islamistes et la détention de ressortissants russes. Deux points qui ne constituent cependant pas un obstacle insurmontable au dialogue.

Au-delà de l'échelle libyenne, la Russie entretient d'excellentes relations avec les deux principaux parrains de Haftar : les Émirats arabes unis et l'Égypte. Elle souscrit à leur vision géopolitique – comme l'indique d'ailleurs leur convergence dans le dossier syrien –, à savoir une volonté d'encourager l'autoritarisme contre l'islam politique au nom de la stabilité. Mais la position de la Russie, qui préfère les partenariats de circonstance aux alliances contraignantes, est loin d'être dogmatique.

Elle entretient aussi de très bonnes relations avec l'autre camp : l'axe Ankara-Doha. Malgré les divergences exprimées, les relations russo-turques sont à la fois importantes sur le plan bilatéral (échanges commerciaux, énergie, tourisme...) et déterminantes dans le conflit syrien. Même si l'accord d'Astana (signé en mai 2017 par la Russie, la Turquie et l'Iran) est loin d'avoir abouti à une

²⁶ Jihâd Gillon, « Libye : la Russie peut-elle lâcher Khalifa Haftar pour Aguila Saleh ? », *Jeune Afrique*, 28 mai 2020. <https://www.jeuneafrique.com/990083/politique/libye-aguilah-saleh-est-il-le-plan-b-de-moscou-pour-remplacer-haftar/>.

solution politique pérenne, il a contribué à une forme d'apaisement sur le plan militaire. Le conflit perdure au nord de la Syrie, mais on y a désormais affaire à des transactions permanentes entre Moscou et Ankara plutôt qu'à un affrontement²⁷. Tout indique aujourd'hui que les deux puissances entendent réaliser un accord analogue en Libye en dépit d'un engagement plus limité.

Quels scénarios pour les mois qui viennent ?

Sans présumer de l'issue des négociations en cours, trois grandes hypothèses sont aujourd'hui identifiables. La première hypothèse est celle d'une poursuite de la guerre. Si le gouvernement d'union nationale décide de reprendre Syrte par la force (notamment pour s'emparer de ressources pétrolières nécessaires et insuffisantes à l'ouest du pays), Moscou n'entend pas le laisser faire. La Russie ne veut pas d'une escalade militaire qui l'obligerait à afficher ostensiblement son parti pris en faveur de l'Armée nationale libyenne, mais il n'est pas non plus question de laisser le champ libre à la Turquie. Les Mig-29 et les Soukhoï-24 russes basés à al-Djoufra sont justement là pour empêcher les troupes de Tripoli – aidées par Ankara – d'avancer vers l'est. La Russie est donc dans une démarche de dissuasion : les mercenaires sur les champs pétrolifères et les avions de combat sont là pour éviter de négocier avec la Turquie en situation de faiblesse.

La deuxième hypothèse est celle d'une partition *de facto*. Pour le chercheur Barah Mikail²⁸, professeur associé à l'université Saint Louis de Madrid, ce n'est pas l'hypothèse à privilégier dans

²⁷ Adlene Mohammadi, « Erdoğan à Moscou : vers de nouvelles transactions russo-turques en Syrie », *Middle East Eye*, 11 mars 2020. <https://www.middleeasteye.net/fr/decryptages/Erdoğan-moscou-vers-de-nouvelles-transactions-russo-turques-en-syrie>.

²⁸ Entretien réalisé le 26 juin 2020.

l'immédiat, les rivalités politiques et militaires n'ayant pas entamé le sentiment d'appartenance nationale. Il est vrai que la Russie ne défend pas formellement ce scénario, mais il se pourrait qu'elle appuie une solution fédérale que pourrait porter un homme comme Aguila Saleh qui plaide pour une Libye une mais décentralisée. Pour qu'une telle solution (un partage territorial dont les termes sont encore à définir) soit acceptée par Tripoli et Ankara, il faudrait évidemment un accord sur le partage des ressources pétrolières. Cette hypothèse est finalement celle du conflit gelé, avec en filigrane une « cogestion concurrente », pour reprendre la formule d'Arnaud Peyronnet²⁹.

Enfin, la troisième hypothèse est plus institutionnelle que territoriale. Elle implique un partage du pouvoir à Tripoli. Celui-ci s'ouvrirait à des acteurs de l'Est, tels Aguila Saleh et ses alliés tribaux. La Russie n'a *a priori* aucune raison de s'y opposer. Il s'agit d'une hypothèse à plus long terme qui suppose une résolution politique du conflit.

En définitive, la Russie a bien des partenaires privilégiés en Libye (l'armée de Khalifa Haftar, le président de la Chambre des représentants Aguila Saleh, les réseaux kadhafistes), tout en se déclarant ouverte à l'ensemble des acteurs du conflit libyen et tout en maintenant un canal de communication avec Tripoli. Sa capacité à discuter avec les divers acteurs intérieurs et extérieurs en fait un médiateur tout désigné : entre le gouvernement de Tripoli et les protagonistes de l'Est et entre la Turquie et l'axe Abou Dhabi-Le Caire. Si l'issue des négociations est incertaine, tout indique pour l'instant que le dialogue russo-turc sera au cœur du règlement du conflit libyen. Un Astana libyen n'est pas exclu. La Russie a sans doute les moyens de contraindre à la fois le couple Le

²⁹ Arnaud Peyronnet, « Russie et Turquie, une « cogestion concurrente » des conflits en Syrie et Libye », *Institut FMES*, 19 juin 2020. <https://fmes-france.org/russie-et-turquie-une-cogestion-concurrente-des-conflits-en-syrie-et-libye-par-arnaud-peyronnet/>.

Caire-Abou Dhabi et l'Armée nationale libyenne (Haftar lui-même ou un autre chef mis en avant à l'Est) à accepter un tel compromis. Sa discrète présence militaire vise à le faire accepter à Tripoli et Ankara et à les dissuader d'avancer vers l'est. Cela dit, même si une plateforme analogue à celle d'Astana est privilégiée, l'exemple syrien nous rappelle qu'elle n'est pas synonyme d'une solution politique pérenne. L'hypothèse du conflit gelé pourrait donc l'emporter.

Publié le 17 juillet 2020 par l'institut FMES

Décryptage de l'accord de normalisation entre Israël et les Émirats arabes unis

Par Pierre RAZOUX, directeur académique et de la recherche à l'institut FMES

Le 13 août 2020, quelques semaines avant les échéances du 18 octobre (fin probable de l'embargo de l'ONU sur les ventes d'armes conventionnelles à l'Iran¹) et du 3 novembre (élection présidentielle américaine), la Maison-Blanche a créé la surprise en annonçant la conclusion d'un accord formel de normalisation des relations entre Israël et les Émirats arabes unis (EAU). Succès diplomatique tombant à point nommé pour les uns, provocation manifeste et décision hasardeuse pour les autres, cet accord – qui ne constitue pas encore un traité de paix formelle – suscite d'emblée bien des interrogations².

Pari risqué, gains élevés

Rappelons tout d'abord qu'il s'agit d'un accord fragile conclu sous la pression de Donald Trump et de son gendre Jared Kushner, tous

¹ Même si les États-Unis se démentent au Conseil de sécurité de l'ONU pour prolonger cet embargo via la clause de *snapback* qui permet aux signataires du JCPOA (Accord nucléaire iranien du 14 juillet 2015) de réinstaurer des sanctions à l'encontre de Téhéran si le Conseil de sécurité estimait que l'Iran avait violé ses obligations. Pour l'instant, les manœuvres diplomatiques de Washington semblent avoir échoué.

² Voir notamment Jonathan Fulton & Roie Yellinek, « Implications of the Israel-UAE Peace Deal », BESA Perspectives Paper n° 1698, August 18, 2020 ; la meilleure analyse de fond demeure celle d'Elisabeth Marteu : « Israël et les pays du Golfe : Les enjeux d'un rapprochement stratégique », *IFRI*, janvier 2018.

deux aux abois au regard de sondages défavorables. Cet accord provisoire reste soumis à la conclusion d'un accord formel entre les deux capitales dans les semaines qui viennent. Dans l'intervalle, l'imprévu peut toujours survenir³.

En franchissant le Rubicon et en devenant le troisième chef d'État arabe à normaliser ses relations avec Israël (après l'Égypte en 1979 et la Jordanie en 1994), le prince héritier d'Abou Dhabi a pris un risque réel sur la scène internationale. Nul doute qu'en grillant la politesse à d'autres dirigeants arabes dont l'ombrageux Saoudien Mohammed Ben Salman, Mohammed Ben Zayed a suscité des frustrations, ravivé des jalousies et jeté de l'huile sur le feu d'une rue arabe toujours prompte à s'enflammer. Peu lui importe apparemment d'être ostracisé par certains de ses pairs, car il se perçoit à l'abri sur la scène intérieure et sait qu'il dispose de puissants appuis sur la scène internationale.

Les critiques à l'encontre de son initiative sont d'autant plus acerbes que les EAU semblent n'avoir posé que trois conditions à cette normalisation : qu'Israël cesse toute annexion supplémentaire de territoires palestiniens, ne rejette pas la création à terme d'un État palestinien et que sa propre ambassade ne soit pas située à Jérusalem. Le dirigeant émirati n'a donc imposé aucune concession réelle au gouvernement israélien, se contentant de faire perdurer le *statu quo*. C'est sans doute le signe qu'il était conscient de la fragilité des EAU sur la scène régionale, après l'effondrement des prix pétroliers, la crise sanitaire et ses conséquences économiques inquiétantes, la fuite des capitaux et des expatriés, mais surtout le retour en force de l'Iran sur la scène

³ L'Iran vient d'annoncer qu'il détenait un navire émirati impliqué dans une fusillade ayant tué deux marins iraniens ; il vient également de dévoiler un nouveau missile balistique sol-sol ainsi qu'un nouveau type de missile de croisière basé près de Bandar Abbas, face aux EAU (*I24News*, 20 août 2020).

régionale, au point que les EAU n'avaient eu d'autre choix que de renouer le dialogue avec Téhéran.

Pour prix de cette normalisation, les EAU reçoivent la promesse d'investissements et d'échanges commerciaux⁴ et touristiques importants, de transferts de haute-technologie, mais surtout d'une coopération sécuritaire et militaire y compris, très probablement, dans les domaines sensibles du spatial⁵ et des industries d'armement. Nul doute qu'Israël a obtenu des garanties – un droit de visite ? – quant au programme nucléaire civil émirati, puisque Abou Dhabi est devenu le premier État arabe à mettre en service une centrale nucléaire (de technologie sud-coréenne) à Barakah, le 1^{er} août 2020. Ce n'est sans doute pas un hasard si c'est Yossi Cohen, le chef du Mossad, qui s'est rendu à Abou Dhabi les 17 et 18 août pour négocier directement les termes du futur accord de paix⁶. À ce stade, l'accord prévoit l'établissement immédiat de liaisons aériennes régulières, la mise en place de mesures consulaires, ainsi que l'ouverture réciproque de deux ambassades, sans doute dès le début de l'automne 2020.

Pour Israël, le risque est exclusivement lié à sa politique intérieure. En acceptant de stopper toute annexion supplémentaire de territoires palestiniens contrairement à ce qu'il avait promis à sa base électorale, Benjamin Netanyahu se retrouve en porte-à-faux avec ses ultras. Ceux-ci lèvent l'étendard de la révolte à la Knesset et promettent de torpiller l'accord. La tension est telle que l'actuel Premier ministre imaginerait une énième dissolution du Parlement⁷. L'accord avec les EAU est pourtant très symbolique,

⁴ Israël et les EAU avaient déjà établi des représentations commerciales au milieu des années 1990, après la conclusion des accords d'Oslo.

⁵ Voir Sarah Sriri et Florian Putaud, « Missions martiennes – la conquête de l'espace, un enjeu géopolitique », *Institut FMES*, 4 août 2020.

⁶ *I24News & WAM*, 18 août 2020.

⁷ « Le président israélien Rivlin mène des discussions en vue d'empêcher de nouvelles élections », *I24News*, 20 août 2020.

puisqu'il brise un tabou implicite renforcé par l'effondrement des accords d'Oslo et le regain de colonisation des territoires occupés. Les dirigeants israéliens espèrent que cet accord montrera l'exemple à d'autres monarchies du Golfe. Les deux candidats les plus crédibles sont à ce jour le petit royaume de Bahreïn et le stratégique sultanat d'Oman, gardien officiel du détroit d'Ormuz. Contrairement à ce que laisse entendre Donald Trump sur Twitter, il est peu probable que l'Arabie saoudite se laisse pour sa part convaincre de rejoindre l'accord, d'autant que le roi et son fils ne semblent pas sur la même ligne (voir infra) et qu'Israël se méfie tout autant du programme nucléaire saoudien que du caractère imprévisible du prince héritier⁸. Au sein de l'establishment sécuritaire israélien, nombreux sont ceux qui pensent qu'Israël n'a rien à attendre de décisif d'un partenariat avec l'Arabie saoudite dont le leadership actuel est jugé peu fiable⁹.

En misant sur Abou Dhabi, Israël renforce bien évidemment son jeu face à l'Iran en posant un pion près du détroit d'Ormuz de manière à contrer – ou menacer – le jeu iranien à son encontre, notamment en Syrie et au Liban. Le but est évident : faire diversion et contraindre l'Iran à des choix douloureux, voire même le pousser à la faute en espérant que les Gardiens de la révolution s'en prendront directement aux EAU. Au-delà de cette partie d'échecs, la normalisation avec les EAU permet à Israël de renforcer ses liens de coopérations stratégiques, industrielles et technologiques avec des États autoritaires et technologiquement avancés, à l'instar de son étroite coopération avec Singapour, de manière à renforcer davantage encore son image de *Start Up Nation*.

Pour la Maison-Blanche, l'accord prend des allures de pari de la dernière chance. Après les camouflets subis en politique étrangère,

⁸ « Nucléaire : Israël fait part de ses inquiétudes aux États-Unis concernant le programme saoudien », *I24News & Reuters*, 19 août 2020.

⁹ Interviews conduites à Tel-Aviv et Jérusalem par l'auteur en juillet 2019.

Donald Trump espère montrer qu'il est capable d'obtenir un *deal* à sa mesure à dix semaines de l'élection présidentielle. C'est oublier que les coups d'éclat sur la scène internationale n'ont jamais été déterminants pour la réélection d'un président américain : Jimmy Carter n'a pas été réélu en 1980 alors qu'il pouvait se prévaloir de l'accord de paix de Camp David entre Israéliens et Égyptiens (1979) ; George Bush ne l'a pas été davantage en 1992 après avoir bouté Saddam Hussein hors du Koweït. Si Bill Clinton a été réélu en 1996, ce n'est pas pour avoir été à la manœuvre dans le traité de paix entre Israël et la Jordanie (1994), mais bien parce qu'il avait remis l'économie américaine sur les rails avec succès.

Soulignons enfin que cet accord de normalisation apparaît comme une très bonne nouvelle pour l'Union européenne et la communauté internationale puisqu'elle fige le dossier israélo-palestinien, ménage la solution à deux États et évite des provocations qui auraient pu conduire à une troisième *Intifada*. Les Européens évitent de se retrouver dans une situation inconfortable où il leur aurait fallu réagir à de nouvelles annexions israéliennes, sans pour cela rompre les liens commerciaux avec Israël.

Il s'agit enfin d'une bonne nouvelle pour la Chine à double-titre. D'une part, cet accord renforce l'emprise de Pékin sur Téhéran qui se sent plus isolé que jamais. D'autre part, il devrait créer des opportunités et de développement économique susceptibles de contribuer à la stabilisation du Moyen-Orient, facilitant ainsi les investissements chinois et l'extension en direction du bassin méditerranéen des Nouvelles routes de la soie dans le cadre du projet OBOR (*One Belt, One Road*).

Bien conscients de l'impact de ce projet, les EAU investissent massivement dans les infrastructures portuaires pour se positionner comme des interlocuteurs incontournables des

Chinois avec lesquels ils ont déjà développé des partenariats dans le domaine de l'armement, notamment dans le domaine des drones.

Ceux que l'accord affaiblit ou isole davantage

Les plus grands perdants sont bien évidemment les Palestiniens, même si l'accord préserve le *statu quo* et les apparences d'une solution à deux États. Son officialisation sans que celle-ci n'entraîne de déchaînement de critiques de la part du monde arabe montre que l'Autorité palestinienne et ses soutiens ne sont plus en mesure d'exercer de véto effectif sur la politique étrangère des autres pays arabes, notamment ceux qui considèrent que la menace iranienne, supposée ou réelle, est plus déterminante que la question palestinienne. À cet égard, la stratégie palestinienne qui conditionnait tout accord de paix avec Israël au règlement global de la question palestinienne paraît désormais caduque. En fin de compte, ce qui vient de se passer démontre que le temps ne joue plus en faveur des Palestiniens, mais bien contre eux. On peut s'en désoler ou pas, mais c'est un fait qu'il est difficile de nier. Bien évidemment, cet abandon apparent de la cause palestinienne est une aubaine pour les régimes idéologues qui vont pouvoir réaffirmer leur soutien à la cause à grands renforts de déclarations tonitruantes dont les Palestiniens attendent de voir les effets concrets sur leur vie quotidienne. Car en ces temps de prix pétroliers très bas et de chute d'activité économique liée à la crise sanitaire, Téhéran, Ankara et Doha auront bien du mal à renflouer les caisses des diverses organisations palestiniennes rivales.

Le monde arabe, tout particulièrement la Ligue arabe, sort largement affaibli de cet accord qui le divise et le fragmente un peu plus, soulignant les postures contradictoires et l'hypocrisie de

certains dirigeants incapables de tenir un discours de vérité à leurs peuples et leurs voisins. Au sein du monde arabe, nul doute que les dirigeants saoudiens ont mal vécu de s'être fait damer le pion par leur voisin émirati, alors que Riyad est depuis trente ans aux avant-postes des négociations avec Israël ; formellement, le plan de paix saoudien (normalisation générale en échange d'un accord israélo-palestinien définitif sur la base des lignes de cessez-le-feu « aménagées » de juin 1967), formulé en 2002 par le roi Abdallah, est toujours sur la table. De fait, les rois d'Arabie, Gardiens des Deux Saintes Mosquées, ont toujours considéré que ce serait à l'un d'entre eux d'endosser la normalisation avec Israël. Le fait que l'émir Mohammed Ben Zayed ait pris de court le roi Salman et le prince héritier Mohammed Ben Salman illustre les postures divergentes du père, très attaché à la cause palestinienne, par rapport à celle de son fils plus enclin à transiger avec Israël et les États-Unis pour faire triompher son propre agenda.

Le Koweït, piégé par son soutien historique à la cause palestinienne et désireux de ménager ses puissants voisins (Irak, Iran, Arabie saoudite), a déclaré qu'il serait le dernier État arabe à normaliser ses relations avec Israël. Le Qatar, englué dans sa rhétorique de soutien idéologique à l'islam politique et aux Frères musulmans, se voit un peu plus rejeté dans le camp irano-turc.

De prime abord, la normalisation israélo-émiratite devrait être une bonne nouvelle pour l'Égypte, puisqu'il renforce l'axe MBZ-Sissi destiné à contrer l'activisme de la Turquie, du Qatar et des Frères musulmans dans la région. Mais en réalité, le président égyptien vient de perdre à la fois son statut d'interlocuteur arabe jusque-là privilégié par Israël, tout en se retrouvant à gérer en première ligne les relations explosives avec le Hamas retranché dans la bande de Gaza. Il commence sans doute à comprendre que la stratégie israélienne pourrait consister à rétrocéder à l'Égypte la gestion du

chaos de Gaza, en cas de partition de fait et d'annexion étendue de la Palestine.

Autres perdants, les dirigeants arabes qui souhaitaient normaliser les relations avec Israël, ne serait-ce que pour capter un flot important d'investissements, mais qui savent que leur population ne tolèrera pas une telle ouverture. C'est tout particulièrement le cas du roi du Maroc qui appelle de ses vœux une telle normalisation depuis longtemps, mais qui est conscient qu'un tel accord risquerait de mettre le feu aux poudres, au moment où la situation politique et socio-économique en son royaume, aggravée par les conséquences de la crise sanitaire, paraît extrêmement tendue et incertaine. Plus à l'Est, l'Algérie, la Tunisie et la Libye, engoncées dans leurs certitudes idéologiques et leurs postures historiques de dénonciation d'Israël et de soutien à la cause palestinienne, ont critiqué l'accord israélo-émirati. Nul doute que les chefs d'entreprise, les commerçants et les responsables des secteurs économiques porteurs sont conscients de rater une occasion de se raccrocher au train du développement économique, à la plus grande satisfaction des investisseurs chinois qui pourront accroître leur emprise dans ces pays.

L'autre grand perdant régional, c'est bien sûr l'Iran qui semble de prime abord plus isolé que jamais par cette normalisation qui survient peu de temps après la reprise du dialogue entre Téhéran et Abou Dhabi. Les réactions épidermiques de la classe politique et militaire et les menaces à peine voilées lancées aux EAU en témoignent¹⁰. Ce mouvement sur l'échiquier régional survient au

¹⁰ Le président Rouhani a déclaré (*Etemad*, 15 août 2020) : « Malheureusement, les Émiratis ont commis une erreur énorme. Nous espérons qu'ils feront marche arrière. Nous les mettons en garde contre l'établissement au profit d'Israël d'un accès dans la région, auquel cas nous leur réserverons un traitement très différent ». Le général Baqeri, chef d'état-major interarmées, a surenchéri (*Sharq*, 17 août 2020) : « Nous appelons les Émiratis à revoir leur décision avant qu'il ne soit trop tard. Si une atteinte est portée à la sécurité nationale de la

moment-même où l'Iran fait face à un regain d'attaques israéliennes en Syrie et doit gérer les conséquences désastreuses de l'explosion du port de Beyrouth survenue le 4 août 2020, questionnant par là-même la stratégie du Hezbollah en Syrie et au Liban. Tout cela rejette un peu plus l'Iran dans le camp de la Russie et de la Chine. *A fortiori* au moment où Téhéran négocie depuis fin juin 2020 avec Moscou et Pékin (en les mettant en concurrence) de nouveaux partenariats stratégiques mêlant énergie, investissements, ventes d'armes et soutiens diplomatiques. Si le contexte ne s'apaise pas, Téhéran aura bien du mal à vendre à ses voisins du Golfe son projet HOPE (pour *HOrmuz PEace*) en les convainquant qu'un accord de stabilité régionale ne peut reposer que sur les seuls États riverains. En attendant, Iraniens et Émiratis savent qu'ils sont interdépendants, Dubaï restant très lié économiquement à l'Iran. Avertis de ce qu'ils risqueraient s'ils ouvraient trop grande la porte aux Israéliens, les Émiratis sont pragmatiques et ne franchiront probablement aucune des lignes rouges iraniennes, tout particulièrement au moment où ils accueillent l'exposition universelle 2020-2021 sur leur territoire.

La Turquie se retrouve plus que jamais écartelée entre ses intérêts et ses postures contradictoires dans un contexte de fortes tensions au Levant et en Méditerranée orientale, comme en témoigne la collision (volontaire ?) d'une frégate turque avec une frégate grecque le 13 août 2020. Les déclarations très dures du président Erdoğan en témoignent. Celui-ci va devoir évaluer l'évolution des rapports de force et en tirer les conclusions qui s'imposent.

La Russie n'est pas ravie de cet accord dans lequel elle n'a pas été consultée, d'autant qu'il est perçu comme un succès américain qui éloigne Israël un peu plus du Kremlin ; il faut y voir la patte de

République islamique dans le Golfe Persique, nous reconnaitrons les EAU comme coupables et ne toléreront pas cette culpabilité qui nous contraindra à agir ».

Benny Gantz et de Gabi Ashkenazi qui savent que leur rival Benjamin Netanyahu entretient une relation de grande proximité avec Vladimir Poutine. Mais les dirigeants russes savent aussi que ce faisant, ils renforcent leur mainmise sur l'Iran, ce qui représente en soi une contrepartie appréciable.

Conséquences prévisibles

À très court terme, la normalisation entre Israël et les EAU accroît l'antagonisme entre l'Iran et ses soutiens russe et chinois d'un côté, Israël, Washington, Abou Dhabi et Riyad de l'autre, dans le contexte particulièrement délicat de la levée (ou non) de l'embargo sur les armes conventionnelles qui doit théoriquement survenir le 18 octobre 2020, mais aussi de l'élection présidentielle américaine du 3 novembre prochain.

Tout dépendra ensuite de l'issue de ces deux échéances. Si Donald Trump était réélu, qu'il soit ou non parvenu à prolonger l'embargo sur les armes et à imposer de nouvelles sanctions contre l'Iran, il y a peu de chances que cet antagonisme s'apaise. L'étape d'après serait alors l'élection présidentielle iranienne (printemps 2021) qui verra très certainement l'élection d'un candidat conservateur. Paradoxalement, celui-ci pourrait d'autant plus facilement engager une négociation discrète avec Washington qu'étant soutenu par la faction dure du régime, personne ne saurait lui reprocher de brader les intérêts de la République islamique. A l'inverse, si Donald Trump était battu et qu'émerge une nouvelle administration soucieuse de replacer les États-Unis au centre du jeu diplomatique, par exemple en réintégrant d'une manière ou d'une autre le JCPOA, tout porte à croire que cet antagonisme pourrait progressivement s'apaiser, *a fortiori* si la Russie et la Chine étaient parvenues à obtenir entre temps la levée effective de l'embargo sur

les ventes d'armes à l'Iran. Car la priorité de Téhéran consiste à moderniser son arsenal conventionnel datant du Chah, désormais totalement obsolète (hormis les drones et les missiles). Cet apaisement pourrait convaincre plusieurs États arabes ou musulmans d'emboîter le pas des EAU en normalisant à leur tour leurs relations avec Israël, tout en reprenant le dialogue avec l'Iran. L'actuel vice-Premier ministre israélien Benny Gantz et son compère Gabi Ashkenazi, ministre des Affaires étrangères, deux anciens chefs d'état-major pragmatiques, en sont bien conscients. Ils savent qu'il ne faut pas insulter l'avenir et qu'il convient de préparer tous les scénarios. C'est la raison pour laquelle ils ont entamé un rapprochement discret avec la Turquie¹¹, mais aussi avec certains dirigeants européens, tout en courtisant la communauté juive américaine favorable à la mouvance démocrate. Ces deux responsables politiques savent aussi que Benjamin Netanyahu, affaibli par les affaires judiciaires et fortement contesté au sein même du Likoud, ne sera pas éternel. Sachant qu'il est imprudent de mettre comme lui tous ses œufs dans le même panier américain, ils sont conscients qu'en ayant désormais des actions aux EAU, ils se placent en situation de discuter discrètement avec les Iraniens, les Chinois et d'autres délégations arabes quand les circonstances l'imposeront.

En attendant, la normalisation israélo-émiratienne accentue la faille tectonique qui divise le Moyen-Orient en deux plaques géopolitiques distinctes. Au Nord, celle qui englobe l'Iran, l'Irak, la Syrie, le Liban et le Qatar sous la houlette de la Russie et de la Chine. Au Sud, celle qui s'étend de l'Égypte aux EAU en passant par Israël, la Jordanie et l'Arabie saoudite, sous la houlette des États-Unis. La stabilité de cette plaque méridionale est menacée tout autant par les ambitions de l'Iran qui continue d'instrumentaliser

¹¹ George Tzogopoulos « Can Israel, Greece and Turkey cooperate? », BESA Perspective Paper n° 1690, August 13, 2020.

le conflit yéménite, que par les foucades du prince héritier saoudien et les déséquilibres socio-économiques qui fragilisent les États arabes et nourrissent l'agenda des Frères musulmans tout comme celui de Daech. Entre ces deux plaques Nord et Sud, la Turquie du président Erdoğan peine à se positionner. Les uns et les autres espèrent la faire basculer dans leur camp.

À plus long terme, cette normalisation permet à Israël et aux EAU de gagner du temps face à la nouvelle guerre froide globale qui oppose les États-Unis à la Chine, y compris au Moyen-Orient. Il ne s'agit plus d'un conflit idéologique comme au temps de la première guerre froide entre les États-Unis et l'Union soviétique, mais d'une lutte de puissance entre un hégémon confortablement installé hésitant entre ses intérêts asiatiques et moyen-orientaux, et son challenger chinois tentant d'occuper l'espace – tout particulièrement économique et politique – laissé vacant dans cette région. Pourtant, à Washington comme à Pékin, les analyses divergent. Une partie des élites américaines refuse de considérer la Chine comme un adversaire, estimant que les deux seuls véritables ennemis des États-Unis au Moyen-Orient restent la Russie et l'Iran. De son côté, une partie de l'establishment chinois estime qu'il est trop tôt pour défier Washington dans son pré carré, même si elle reconnaît qu'il est vital de sécuriser durablement l'approvisionnement énergétique en provenance du golfe Persique et de la mer Rouge. Cette cacophonie jette le trouble parmi les alliés traditionnels des États-Unis au Moyen-Orient, qui ne savent plus à quel saint se vouer, tout en encourageant un regain de tensions et de rivalités entre Russes, Turcs, Iraniens et Européens. Comme le souligne Harvey Jaskel, Israël et les monarchies du Golfe devront faire face à des choix cornéliens¹². En normalisant leurs relations, Israël et les EAU donnent des gages aux uns et aux autres. D'une

¹² Harvey Jaskel, « Israel's Dilemma in the New Cold War », BESA Perspectives Paper n° 1693, August 16, 2020.

part, ils offrent un cadeau royal à Donald Trump dans l'hypothèse où celui-ci serait réélu, tout en sachant que ce même cadeau fera le jeu de Joe Biden si ce dernier venait à être élu. D'autre part, ils favorisent la stratégie de long terme de la Chine, sans franchir les lignes rouges définies par la Maison Blanche.

Au bilan, l'accord de normalisation entre Israël et les EAU apparaît comme une bonne nouvelle, même si celui-ci accroît les frustrations de nombreux acteurs régionaux, contribue à renforcer les discours ultranationalistes et populistes de certains d'entre eux, au risque de faire éclater de nouveaux conflits de voisinage. Une chose paraît sûre, il ne contribuera pas à la démocratisation de la zone Afrique du Nord & Moyen-Orient car le message est clair : dans cette région, seul un pouvoir autocratique peut prendre le risque de normaliser avec Israël.

Publié le 21 août 2020 par l'institut FMES

Les accords Abraham, véritable rupture géopolitique au Moyen-Orient ?

Par Arnaud PEYRONNET

Le 15 septembre 2020, lors d'une cérémonie historique à la Maison Blanche, le Premier Ministre israélien a officiellement signé des accords de paix spécifiques et bilatéraux avec les Émirats arabes unis (EAU) et Bahreïn, représentés à cette occasion à Washington par leurs ministres des affaires étrangères respectifs. Ces accords (un « traité de paix » entre Israël et les EAU mais une simple « déclaration de paix » entre Bahreïn et l'État hébreu) ont été ensuite confirmés dans un document commun signé par les trois pays et paraphé par les États-Unis, l'ensemble constituant ce qu'il convient désormais d'appeler « les accords *Abraham* ». L'officialisation publique de ces accords de paix suit ainsi les annonces en ce sens de la Maison Blanche du 13 août (pour l'accord Israël/EAU) et du 11 septembre dernier (pour la déclaration Israël/Bahreïn).

Ces accords, fruits de longues négociations tripartites, représentent en soi une rupture géopolitique d'importance au Moyen-Orient puisque les Émirats arabes unis et Bahreïn deviennent ainsi le troisième et quatrième pays arabes à normaliser leurs relations diplomatiques¹ avec l'État hébreu, suivant ainsi l'Égypte (avec les accords de Camp David en 1978) et la Jordanie (en 1994). Cet accord a d'ailleurs été salué comme le

¹ L'accord prévoit ainsi l'établissement de relations diplomatiques officielles entre les deux pays, la mise en place de lignes aériennes directes et une coopération officielle tant économique que scientifique et « sécuritaire ».

début d'une « nouvelle ère » par le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, et de « victoire » par Abou Dhabi.

Ces accords, négociés en grande partie sous l'égide de l'administration américaine, permettent en effet à l'État hébreu d'alléger son isolement diplomatique régional lié à la question palestinienne et de s'ouvrir des perspectives économiques importantes dans le golfe arabo-persique. Pour les EAU, cet accord leur permet de se réaffirmer au centre de l'échiquier géopolitique régional, notamment vis-à-vis de l'Iran et de l'Arabie Saoudite. Quant à Bahreïn, qui n'a pu signer une telle déclaration qu'avec l'aval de l'Arabie Saoudite, son ralliement aux accords *Abraham* doit certainement être compris comme un « signal » donné par Riyad aux États-Unis quant à la « faisabilité » d'une normalisation ultérieure entre le royaume et l'État hébreu.

C'est enfin une victoire diplomatique significative pour l'administration américaine, ces accords étant à la fois « un pas significatif pour la paix au Moyen-Orient » (pour Mike Pompéo, secrétaire d'État aux affaires étrangères) et un « cauchemar pour l'Iran » (selon Brian Hook, envoyé spécial pour le Moyen-Orient). Ils ont par contre attisé la colère tant des Palestiniens, que de l'Iran ou de la Turquie qui estiment qu'un axe politique leur étant défavorable se mettait désormais en place dans la région.

Quelles sont donc les conséquences géopolitiques de ces accords ? S'agit-il réellement d'un nouvel « alignement » régional pour endiguer l'Iran ou signifie-t-il un simple retour à la *realpolitik* ? Quelles sont donc les possibles faces « cachées » de cette normalisation et quel pourrait être l'avenir de la question palestinienne ?

Un contexte de rapprochement déjà ancien et appelé à s'étendre

Depuis une dizaine d'années, plusieurs monarchies du Golfe (EAU et Bahreïn essentiellement) ont discrètement développé leur coopération avec Israël, y compris dans le domaine sécuritaire². Cette politique a été particulièrement dynamisée ces dernières années par le Premier ministre israélien qui a toujours estimé qu'une alliance avec les États du Golfe serait la meilleure défense contre l'Iran et que ces pays constituaient également de formidables débouchés pour l'industrie de haute-technologie israélienne. Pour l'État hébreu, une alliance avec les pays du Golfe est également un formidable moyen de faire oublier la question palestinienne auprès des différentes nations arabes... Preuves de ce réchauffement diplomatique, deux ministres israéliens (ministre des télécommunications et ministre de la culture) ont fait un déplacement à Abou Dhabi fin 2018. En mai 2020, c'est deux aéronefs de la compagnie émirienne *Etihad* qui ont effectué un premier vol direct entre les EAU et Israël dans le cadre des aides médicales liées à la pandémie de Covid-19. Dans le même contexte, des laboratoires israéliens se sont associés à des laboratoires émiriens pour tenter de trouver des solutions techniques à l'amélioration de la rapidité des dépistages des cas de Covid-19.

Côté émirien, ses dirigeants sont progressivement venus à considérer que les sujets de discorde avec Israël (sur la question palestinienne notamment) étaient dépassés au regard de la menace commune que faisait désormais peser le régime iranien sur la région. Cette perception s'est d'ailleurs largement accélérée avec l'administration Trump qui a fait de l'endiguement de l'Iran une priorité de sa politique étrangère et qui a œuvré pour la

² Les Émirats arabes unis utiliseraient ainsi le logiciel espion *Pegasus*, développé par l'entreprise israélienne NSO Group et les forces militaires des deux pays se sont déjà entraînées ensemble, en Grèce (édition 2018 de l'exercice aérien *Imihos*).

constitution d'un nouvel alignement régional rompant le *statu quo* historique vis-à-vis d'Israël. De fait, cette normalisation actualise une relation déjà « officieuse » qui devrait sans doute être suivie dans les prochains mois par d'autres accords du même type avec d'autres pays de la région, notamment le sultanat d'Oman³.

La consécration d'un certain « réalisme politique » régional

Les accords *Abraham* marquent d'abord le retour frappant du réalisme dans les relations des puissances régionales du Moyen-Orient, tant les EAU qu'Israël annonçant que ces accords avaient été d'abord conclus pour satisfaire des « intérêts purement nationaux ».

Pour Israël, ces accords sont ainsi plus importants stratégiquement que l'annexion de pans entiers de la Cisjordanie (pourtant question essentielle sur la scène politique intérieure israélienne), donnant ainsi des gages aux tenants du « réalisme politique » en Israël. La suspension estivale de cette annexion pourtant prévue et annoncée aurait d'ailleurs été imposée par l'administration américaine qui a sans doute, en échange, fait miroiter à Israël la possibilité imminente d'accords de normalisation avec certains pays du Golfe⁴... Les accords *Abraham* permettent en effet à Israël de normaliser ses relations avec les EAU, poids lourd économique et sécuritaire du Moyen-Orient, ce qui ne peut que bénéficier à son économie et à ses exportations tant dans le domaine de la défense que des nouvelles technologies. Elle permet également à Israël de

³ Bahreïn et Oman avaient déjà été particulièrement favorables au projet américain de « deal du siècle » présenté en janvier dernier. Le Koweït, le Maroc et le Soudan pourraient suivre cette tendance à terme.

⁴ La normalisation avec les Émirats arabes unis aurait ainsi permis d'éviter une annexion unilatérale prévue initialement le 1^{er} juillet selon le chef de la diplomatie israélienne Gabi Ashkenazi.

renforcer l'axe régional anti-iranien, colonne vertébrale de sa stratégie au Moyen-Orient. Enfin, ces nouveaux accords avec des États arabes lui permet d'affaiblir le camp palestinien en repoussant une nouvelle fois à plus tard le règlement définitif de la question palestinienne. Il consacre *in fine* le fait accompli de la colonisation et de l'occupation militaire israélienne en Cisjordanie, prolongeant ainsi indéfiniment une situation qui dure déjà depuis plus de cinquante ans...

En ce qui concerne les EAU, cet accord leur permet de se replacer au centre de l'échiquier géopolitique moyen-oriental et de s'annoncer comme un allié « indéfectible » des États-Unis. Les EAU deviennent dès lors des interlocuteurs essentiels de Washington pour toutes les questions liées au Moyen-Orient (y compris palestiniennes⁵), la question de leurs relations normalisées avec Israël se rajoutant (entre autres⁶) à celles de leurs interventions au Yémen et en Libye. Ils s'inscrivent dans ce cadre comme des concurrents directs de l'Arabie Saoudite qui ne peut, en l'état, avoir un tel accord avec l'État hébreu⁷ et qui a des relations parfois tumultueuses avec les cercles politiques américains (affaire Kashoggi, intervention saoudienne au Yémen). Les accords *Abraham* prennent ainsi à revers l'initiative de paix saoudienne de 2002 (proposée par le roi Abdallah ben Abdelaziz Al Saoud) qui prévoyait une normalisation des relations des pays arabes avec Israël mais seulement en échange d'un retrait complet des territoires conquis par *Tsahal* en 1967 ainsi que la création d'un

⁵ Ces accords permettront ainsi de parvenir à « une solution à deux États » « pour le peuple palestinien, et marquent ainsi une « victoire » vis-à-vis des projets d'annexion israélien, selon le ministre émirien aux Affaires étrangères, Anwar Gargash.

⁶ Avec moins de 10 millions d'habitants, les EAU sont la deuxième économie du monde arabe et exercent une influence croissante, tant commerciale que militaire, dans le golfe arabo-persique et au-delà, avec un accent mis sur la lutte contre l'influence de l'Iran et celle des groupes islamistes radicaux.

⁷ En raison de son statut de « gardien des Lieux Saints » et du caractère très conservateur d'une majeure partie de la population qui ne pourrait sans doute accepter l'officialisation d'un tel accord.

État palestinien sur les territoires de Cisjordanie et de la bande de Gaza, avec Jérusalem-Est pour capitale... L'Arabie Saoudite a d'ailleurs parfaitement compris le risque de sa possible marginalisation par rapport au rôle croissant des EAU, ses dirigeants souhaitant renouer, sur de nouvelles bases, avec l'administration américaine. De fait, Abou Dhabi ne devait ainsi pas être la seule capitale arabe à « détenir les clés de la Maison Blanche », imposant la nécessité pour Riyad de trouver une solution, finalement réalisée via la signature des accords *Abraham* par Bahreïn, comprise comme un signal donné par l'Arabie saoudite aux États-Unis quant à la faisabilité d'une normalisation ultérieure entre le royaume et l'État hébreu⁸...

Ce réalisme géopolitique se voit également au travers de l'absence de condamnation de cet accord par les autres pays arabes, de façon individuelle ou *via* la Ligue Arabe, chacun voyant en fait dans la normalisation de relations avec Israël la clé de relations privilégiées et apaisées avec Washington... Le Soudan a ainsi déclaré qu'il souhaitait lui aussi aboutir à un accord de paix avec Jérusalem, afin de ne plus être dans la liste américaine des « États soutenant le terrorisme ». De fait, ce réalisme géopolitique a finalement pour conséquence le découplage du conflit israélo-palestinien des relations Israël/États arabes, ce qui est en soi une révolution dans la région.

⁸ Le prince héritier Mohammed Ben Salman serait ainsi particulièrement favorable à cette normalisation, le reste de la cour étant plus partagée sur cette question. L'aval donné à Bahreïn pourrait être ainsi un moyen de donner des gages à Washington et de faire patienter l'État hébreu.

Pour les États-Unis, des accords pouvant finalement esquisser une volonté de « sous-traitance » de la question iranienne...

Pour les États-Unis, ces accords entre ses plus importants alliés locaux⁹ permettent officiellement de renforcer l'axe régional anti-iranien, le régime des Mollahs étant toujours vu, à Washington, comme la principale cause de déstabilisation du Moyen-Orient. Dans ce cadre, les États-Unis devraient lancer, avec les EAU et Israël, un nouvel « agenda stratégique pour le Moyen-Orient » fondé sur les questions sécuritaires et diplomatiques, qui sera sans doute étroitement lié aux questions iraniennes. Toutefois, la conclusion de tels accords entre des puissances régionales alliées des États-Unis cache certains paradoxes qui illustrent de profondes différences de perceptions entre les signataires.

En effet, ces accords sont vus par certaines parties (Israël, EAU mais également Bahreïn et l'Arabie Saoudite) comme un moyen de réengager définitivement la puissance américaine à leurs côtés, notamment en échange de possibles contrats majeurs pour l'industrie de défense américaine (F-35, munitions modernes)... Fébriles face aux capacités asymétriques, balistiques et potentiellement un jour nucléaires des iraniens, ces États souhaitent ainsi pérenniser le « parapluie » militaire américain et donc réengager Washington dans la région. Les frappes présumées iraniennes par drones et missiles de croisière sur des sites d'*Aramco* en Arabie Saoudite en septembre 2019 ont été vécues comme un traumatisme majeur par les États de la région. Ceux-ci ont finalement découvert à cette occasion leur grande vulnérabilité, précipitant leur volonté commune de réengager les États-Unis au Moyen-Orient, même s'il fallait pour cela signer des accords de paix avec Israël... La peur de l'Iran et sans doute encore

⁹ Israël et les EAU étant les deux États les plus « capables » militairement parlant dans la région, tandis que Bahreïn abrite la 5^{ème} flotte américaine.

plus la hantise d'un départ des États-Unis de la région et de ses « guerres sans fin » pourraient ainsi avoir précipité la conclusion des accords *Abraham* par Israël et les pays du golfe.

Or, il est loin d'être sûr que l'administration américaine partage cet objectif, le scénario du retrait progressif des forces américaines du Moyen-Orient restant plutôt bipartisan et très populaire aux États-Unis¹⁰. De plus, la diplomatie américaine continue d'œuvrer inlassablement pour la constitution d'un « bloc » israélo-arabe solide qui ferait efficacement contrepoids aux manœuvres iraniennes dans la région, et serait finalement une garantie d'équilibre géopolitique régional. Les États-Unis pressent ainsi désormais plus ardemment l'Arabie Saoudite, les EAU, Bahreïn et l'Égypte pour qu'ils trouvent enfin une solution à leur querelle avec le Qatar¹¹. De fait, la constitution d'un grand bloc géopolitique arabo-israélien, via les accords *Abraham*, permettrait de garantir un certain équilibre dissuasif vis-à-vis de l'Iran, tout en limitant l'implication américaine à des déploiements de force ponctuels contrôlés par quelques bases pérennes (Qatar, EAU notamment). Dans cet esprit, la masse des forces devant dissuader l'Iran serait alors essentiellement constituée des armées de ses alliés du Golfe et d'Israël (les espaces aériens des pays du Golfe devant être alors forcément ouverts aux appareils israéliens), toutes d'ailleurs bonnes clientes des entreprises américaines, ce qui constitue aussi un gage d'interopérabilité minimale... D'ailleurs, les États-Unis auraient levé leur veto sur la vente

¹⁰ Comme en témoignent les récentes déclarations électoralistes du Président Trump sur le retrait prochain d'un nombre significatif de troupes américaines présentes en Irak et en Afghanistan... Les États-Unis continuent de vouloir quitter progressivement la région (fin des *Long Wars* d'Irak et Afghanistan) pour se consacrer à la lutte contre les véritables puissances concurrentes au niveau mondial, la Chine et la Russie.

¹¹ Ces pays avaient rompu leurs relations diplomatiques avec le Qatar en juin 2017, l'accusant de « soutenir le terrorisme », condamnant en fait essentiellement ses liens avec le mouvement des Frères musulmans et ses échanges diffus avec l'Iran, notamment au plan gazier.

d'armes modernes (type F-35) aux EAU en échange de la signature des accords *Abraham* par Abou Dhabi, ce qui pourrait renforcer à terme l'interopérabilité entre les trois pays¹²...

De fait, les accords *Abraham* pourraient finalement accélérer une possible « sous-traitance » de la question iranienne aux alliés les plus efficaces des États-Unis, permettant alors à Washington de se concentrer plus résolument sur d'autres acteurs mondiaux, de maintenir son influence dans la région à moindre coût, tout en satisfaisant les appétits géopolitiques de ses deux alliés régionaux.

L'abandon résolu de la question palestinienne et le risque de sa récupération par l'islam politique

Les accords *Abraham* ont pu être officialisés grâce à la garantie israélo-américaine de « mettre fin à toute annexion supplémentaire de territoires palestiniens » donnant ainsi aux émiriens le sentiment d'avoir arraché une énorme concession aux Israéliens (une « victoire » selon le Ministre des Affaires Étrangères émirien¹³)... Toutefois, les termes et les communiqués relatifs à cette question sont très ambigus. Ainsi, si le communiqué commun mentionne effectivement une « suspension » de l'annexion de territoires palestiniens, le leader émirati évoque de son côté un « arrêt » de l'annexion. Côté israélien, le Premier ministre a quant à lui annoncé le même jour qu'il s'estimait toujours « lié à sa promesse d'annexer des parties de la

¹² Cette question reste toutefois très problématique pour Israël qui continue de s'opposer à la vente de telles armes aux autres pays de la région afin de maintenir ses « avantages qualitatifs » donc sa suprématie militaire.

¹³ Cet accord serait également selon lui une « étape audacieuse » qui permettra de parvenir à « une solution à deux États ». Pour le numéro deux de la diplomatie émirienne, cet accord constitue un progrès considérable au vu de l'absence d'alternative tenable, démontrant que les EAU étaient capables de secouer une situation figée et fatiguée ».

Cisjordanie » et que « cette suspension était seulement temporaire »¹⁴... De fait, il semble que les deux parties aient fait le choix délibéré de comprendre des choses différentes pour évacuer définitivement ce point d'achoppement des négociations bilatérales. Le principe de réalisme semble ainsi avoir gagné de nouveau, la normalisation des relations entre les pays arabes et l'État hébreu n'étant donc plus conditionnée au retrait d'Israël des territoires occupés, Israël devant seulement s'abstenir (et encore de façon temporaire) d'annexer de nouvelles parties de la Cisjordanie, ce qui quelque part n'est finalement que la traduction d'une certaine réalité sur le terrain...

L'Autorité Palestinienne a bien évidemment convoqué une réunion d'urgence de la direction palestinienne, à l'issue de laquelle elle a dénoncé la « trahison de Jérusalem, d'*Al Aqsa* et de la cause palestinienne » par les EAU et les autres pays arabes du fait du découplage résolu de la question israélo-palestinienne de la question des relations Israël/États arabes. Cet « abandon » de la question palestinienne pourrait finalement précipiter la récupération de celle-ci par les deux autres puissances musulmanes non arabes de la région, l'Iran et la Turquie. L'Iran a ainsi qualifié les accords *Abraham* de « stupidité stratégique » qui « renforcera l'axe de la Résistance » dans la région, la normalisation des relations avec l'État d'Israël ne pouvant être « pardonnée ». Pour la Turquie, les EAU « trahissent la cause palestinienne pour leurs propres intérêts », ce qui est une « hypocrisie impardonnable ». Les réactions des deux puissances représentatives (sunnite et chiite) de l'islam politique sont donc très proches, celles-ci apparaissant désormais comme les derniers soutiens régionaux à la cause palestinienne... Cette dernière

¹⁴ Un journal israélien, le *Times of Israel*, a d'ailleurs révélé le 13 septembre 2020 que les États-Unis avaient donné aux EAU leur assurance qu'ils ne reconnaîtraient aucune « annexion israélienne » jusqu'en 2024... ouvrant donc *a contrario* la possibilité d'une suspension d'annexion uniquement temporaire.

pourrait dès lors devenir une nouvelle ligne de fracture dans la lutte géopolitique que se mènent entre-elles les puissances musulmanes régionales et favoriser une radicalisation, voire un alignement de la résistance palestinienne sur les positions politiques défendues depuis longtemps par les tenants de l'islam politique¹⁵.

Les accords *Abraham* entre Israël et les EAU semblent donc bien représenter une rupture du *statu quo* diplomatique et stratégique existant. Ils confortent d'abord un certain réalisme politique des pays arabes qui ont choisi de découpler, pour leurs propres intérêts, le conflit israélo-palestinien des relations entre l'État hébreu et ses voisins régionaux. Ils consacrent également la constitution d'un axe politique à la fois anti-iranien et anti-turc qui « lie » les pays alliés des États-Unis les plus militarisés de la région et sans doute considérés à Washington comme les meilleurs remparts contre « l'impérialisme » iranien et turc. Ces accords pourraient donc à terme renforcer la volonté américaine de soustraction des questions régionales à ses alliés les plus fidèles, ce qui, paradoxalement, va sans doute à l'encontre de l'objectif final recherché par Israël et les EAU... Enfin, l'abandon de la question palestinienne par les pays arabes pourrait faire basculer celle-ci dans le radicalisme représenté par les deux puissances non arabes de l'islam politique, ce qui n'est sans doute là encore pas l'objectif recherché par les signataires des accords *Abraham*... Cette normalisation israélo-arabe n'a donc probablement pas livré tous ses secrets et de plus amples sursauts géopolitiques sont certainement à attendre dans son sillage...

Publié le 29 septembre 2020 par l'institut FMES

¹⁵ Via notamment le *Hamas* et ses relais tant en Iran qu'en Turquie...

Russie-Algérie : un partenariat flexible et pragmatique

Par Adlene MOHAMMEDI, Chargé de recherches stratégiques pour le cabinet AESMA, auteur d'une thèse sur la politique arabe de la Russie postsoviétique.

Le 29 septembre 2020, quelques jours avant la visite du secrétaire américain à la Défense de l'époque, Mark Esper, le directeur du service fédéral russe de la coopération technico-militaire s'est rendu à Alger. Dimitri Choughev a été reçu par le chef d'état-major de l'armée algérienne, Saïd Chengriha, et les deux hommes ont évoqué l'état de la coopération militaire entre les deux pays. Si la coopération militaire est au cœur des relations entre Moscou et Alger, tandis que les relations économiques se développent assez discrètement, les deux pays partagent des priorités et des représentations communes.

Vladimir Poutine a un peu tardé à s'intéresser au Moyen-Orient et à l'Afrique du Nord après son élection à la tête de la Fédération de Russie en 2000. Son premier mandat (2000-2004) est davantage tourné vers les États-Unis et l'Europe et il ne commence son offensive diplomatique dans le monde arabe que dans le cadre de son deuxième mandat (2004-2008). Il se rend à Alger en mars 2006, et ce sera au tour de son éphémère successeur, Dmitri Medvedev, de visiter la capitale algérienne en octobre 2010. Avant même les efforts diplomatiques russes en direction du monde arabe à partir de la deuxième moitié de la décennie 2000, Abdelaziz Bouteflika – alors nouveau président algérien – est allé signer à Moscou une déclaration de partenariat stratégique et un accord entre les deux ministères de la Défense en 2001.

La visite de Vladimir Poutine à Alger en 2006 est d'autant plus significative qu'elle a lieu une trentaine d'années après la dernière visite d'un dirigeant soviétique¹. Les origines des relations russo-algériennes remontent à l'époque soviétique, même si l'Union soviétique fait d'abord preuve de prudence au lendemain de l'indépendance algérienne en 1962. Nikita Khrouchtchev aurait déclaré au premier président de l'Algérie indépendante Ahmed Ben Bella : « Nous ne pourrions pas supporter deux Cuba ; vous avez un bon partenaire, le général de Gaulle, gardez-le ! »² Une décennie plus tard, le président Houari Boumediene (qui succède à Ben Bella à la suite du coup d'État de 1965) accueille à Alger le 4^e sommet de la conférence des pays non-alignés (5 septembre 1973), tout en conservant de bonnes relations avec Moscou.

Ces bonnes relations se traduisent notamment par la livraison à l'Algérie de matériel militaire russe dans un contexte de tensions entre Alger et Rabat. À la fin des années 1970, 90 % du matériel militaire algérien est d'origine russe³. Les relations algéro-soviétiques vont au-delà des livraisons d'armements. Moscou contribue au développement du secteur minier en Algérie et ouvre ses centres de formation et ses universités aux jeunes diplômés algériens – entre autres diplômés africains et arabes. De nombreux cadres, ingénieurs et officiers de la jeune république algérienne bénéficient d'une formation soviétique, ce qui s'accompagne de connexions matrimoniales (mariages mixtes) et culturelles (apprentissage de la langue).

Aujourd'hui, et alors que l'ouverture des universités soviétiques aux étudiants arabes et africains a perduré jusqu'à la chute de

¹ Mansouria Mokhefi, « Alger-Moscou : évolution et limites d'une relation privilégiée », *Politique étrangère*, vol. automne, no. 3, 2015, pp. 57-70.

² Mohammed Harbi, *L'Algérie et son destin : croyants ou citoyens*, Paris, Arcantère, 1992, p. 188.

³ Nicole Grimaud, *La politique extérieure de l'Algérie (1962-1978)*, Paris, Karthala, 1984, p. 133.

l'URSS, les traces de cette influence – concurrencée par l'influence française et l'influence anglo-saxonne – se font de plus en plus rares. D'ailleurs, les cadres formés en Union soviétique sont rarement les mieux lotis. Si on prend l'exemple du secteur énergétique, et plus précisément du géant pétrolier Sonatrach fondé en 1963, sa présidence est régulièrement confiée à des ingénieurs formés aux États-Unis (Chakib Khelil, notamment). Les cadres formés en URSS sont, en revanche, bien représentés dans l'état-major de l'armée. L'actuel chef d'état-major, Saïd Chengriha, a été formé à l'académie russe de Vorochilov pendant les années 1970. Son prédécesseur, Ahmed Gaïd Salah (décédé à la fin de l'année 2019), l'homme fort du pouvoir algérien après les premiers mois du soulèvement populaire (*Hirak*) et artisan de l'éviction d'Abdelaziz Bouteflika, a aussi été formé en Union soviétique. Parmi tous les centres du pouvoir algérien, l'armée – qui reste le premier d'entre eux – apparaît comme celui où l'influence russe perdure le plus. La jeune génération de généraux est cependant moins russophile que les précédentes.

Afin de saisir les relations russo-algériennes dans leur globalité et leur complexité, au-delà des mythes sur une alliance indéfectible, il convient de s'intéresser à trois secteurs (énergétique, économique et commercial, transferts d'armements) et à deux thématiques : les représentations géopolitiques communes et la position russe face au soulèvement populaire algérien (*Hirak*).

Concurrence, tensions et coopération dans le secteur énergétique

Dès lors qu'il est question de pétrole, les relations entre la Russie et l'Algérie sont d'abord les relations entre le Kremlin et l'OPEP. Sur ce point, deux représentations contradictoires cohabitent :

d'un côté, un bras de fer permanent, alimenté par un rôle attribué à l'OPEP dans la chute de l'URSS (une forte production dans les années 1980 ayant favorisé une baisse des prix) ; de l'autre, le spectre de l'adhésion de la Russie à cette organisation. Moscou participe aux discussions de l'OPEP depuis 1993 tout en affirmant son indépendance ; mais la confiance nécessaire à un véritable partenariat n'est pas toujours au rendez-vous. En 2001, les divergences étaient déjà perceptibles. D'abord, l'OPEP était confrontée à un secteur pétrolier russe en expansion, avec des investissements importants. L'augmentation de la production et de l'exportation affaiblissant les prix, l'OPEP a durci le ton avec les pays producteurs non-membres. La Russie a néanmoins fini par accepter de baisser symboliquement sa production. Avec la hausse du prix du pétrole, la nécessité d'une coopération s'est atténuée entre 2003 et 2007. Fin 2008, l'idée d'une possible adhésion de la Russie a surgi, à un moment où le prix du baril a baissé. Même si le discours a pu paraître ambigu, l'idée de se faire imposer des quotas a toujours posé un sérieux problème à Moscou.

En face, l'OPEP considère que les baisses de production de la Russie sont symboliques et que l'organisation porte seule le fardeau de la stabilisation des prix. En 2009, face à des problèmes budgétaires importants, la Russie a annoncé une baisse de sa production, justifiée par la situation de son industrie pétrolière plutôt que par une coordination avec l'OPEP. Pour la Russie, tant que les prix sont jugés « normaux » (supérieurs à 80 dollars le baril), un dialogue et un échange d'informations suffisent.

Aujourd'hui, tandis que la demande mondiale est comprimée par la crise sanitaire, le prix du baril est inférieur à 50 dollars et les termes des tensions entre la Russie et l'OPEP demeurent les mêmes : l'OPEP réclame la collaboration de Moscou pour stabiliser les prix. Actuellement sous présidence algérienne, l'OPEP poursuit

ses négociations avec la Russie en vue d'une nouvelle baisse de la production destinée à stabiliser les prix⁴.

Pour ce qui est du gaz, là encore, les relations sont ambiguës. Intuitivement, l'hypothèse de la concurrence entre Alger et Moscou s'impose : dans une volonté d'échapper à une trop forte dépendance à l'égard de la Russie, les clients européens sont tentés d'encourager une hausse des importations d'Algérie. Mais le secteur des hydrocarbures en Algérie ne se porte pas très bien, comme en témoigne la valse des présidents de Sonatrach (quatre en trois ans). Au-delà du contexte actuel, entre une demande intérieure qui augmente et une production qui demeure limitée, l'Algérie semble tentée par le gaz de schiste, y compris dans le cadre de partenariats avec des entreprises américaines. Mais avec un contexte sociopolitique déjà marqué par la défiance de la population algérienne, l'exploitation du gaz de schiste pourrait exacerber la crise actuelle. Soucieux de multiplier les explorations et d'exploiter de nouveaux gisements, le pouvoir algérien a assoupli sa législation afin d'attirer des investisseurs étrangers⁵, un moyen pour lui de clientéliser des acteurs européens, américains, mais aussi russes. Par exemple, le 5 mai 2020, l'entreprise nationale algérienne Sonatrach a signé un protocole d'accord avec l'entreprise russe Lukoil⁶. Rien de précis n'a pour l'instant été prévu.

Enfin, dans le domaine du nucléaire civil, les relations sont moins ambiguës. La Russie ne cache pas son intention d'exporter son expertise en la matière partout dans le monde arabe. En 2014, un

⁴ "OPEC and Russia study deeper oil cuts – two sources", *Reuters*, November 3, 2020. <https://www.reuters.com/article/opec-algeria-idUSKBN27J27X>.

⁵ « En Algérie, adoption d'un projet de loi controversé sur les hydrocarbures », *Le Monde*, 14 novembre 2019. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/11/14/en-algerie-adoption-d-un-projet-de-loi-controverse-sur-les-hydrocarbures_6019170_3212.html.

⁶ "Algeria's Sonatrach signed a MoU with Russia's Lukoil", *Neftegaz*, May 5, 2020. <https://neftegaz.ru/en/news/companies/547017-algeria-s-sonatrach-signed-a-mou-with-russia-s-lukoil/>.

accord algéro-russe a été signé. Il prévoit l'assistance de l'agence russe Rosatom au ministère algérien de l'Énergie dans le développement d'une industrie nucléaire civile en Algérie. En 2016, Rosatom et le Commissariat à l'Énergie atomique (COMENA) algérien ont signé une déclaration d'intention prévoyant la construction de centrales nucléaires de conception russe en Algérie. Cette coopération bilatérale, amenée à se développer, est aussi évoquée lors du Forum international de l'Énergie nucléaire à Sotchi, en 2018. La construction de ces centrales est prévue à l'horizon 2025-2030.

Une balance commerciale largement favorable à la Russie

Afin d'encourager le développement des échanges commerciaux entre la Russie et le monde arabe, un accord en 2002 entre la Chambre de commerce et d'industrie russe – présidée alors par Evgueni Primakov⁷ dont le rôle est ici central – et l'Union générale des Chambres arabes donne naissance au Conseil d'affaires russo-arabe. Depuis 2003, ce Conseil multiplie les initiatives (sessions, forums, voyages d'affaires) dans l'ensemble du monde arabe (de la Mauritanie jusqu'à Oman), et l'Algérie fait partie des destinations privilégiées.

À l'occasion des 15 ans de ce Conseil (2018), le ministre des Affaires étrangères russe Sergueï Lavrov a rappelé son rôle dans le développement des échanges commerciaux (22 milliards de dollars en 2018), ainsi que les principaux partenaires commerciaux de la

⁷ Cet ancien ministre des Affaires étrangères (1996-1998) et Premier ministre (1998-1999) était un orientaliste arabisant qui connaissait bien le monde arabe et quelques-uns de ses dirigeants. Il a largement contribué, après l'élection de Vladimir Poutine, au développement des relations russo-arabes. Il a été l'un des plus importants conseillers du président russe tout en présidant la Chambre de commerce et d'industrie (2001-2011).

Russie dans le monde arabe : l'Égypte, l'Algérie, le Maroc et les Émirats arabes unis. Certes, ces chiffres sont tout à fait modestes en comparaison avec d'autres partenaires commerciaux de la Russie (les échanges avec l'Union européenne sont plus de dix fois supérieurs), mais loin d'être négligeables en comparaison avec la décennie 1990. Au moment de l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine, les échanges commerciaux entre la Russie et le monde arabe n'atteignaient pas le milliard (tandis qu'ils pouvaient atteindre les 10 milliards de dollars avant la chute de l'Union soviétique). Du point de vue de la Russie, les résultats sont donc plutôt satisfaisants, d'autant que les balances commerciales sont souvent largement favorables à Moscou.

Dans le cas de l'Algérie – qui reste un très gros importateur d'armement russe –, les échanges commerciaux avec la Russie sont particulièrement déséquilibrés. En rassemblant quelques données de l'*UN Comtrade* (telles que rapportées par les autorités russes pour chaque cas), nous constatons l'étendue de ce déséquilibre en comparant la situation de l'Algérie avec celle de ses deux voisins marocain et tunisien. Au-delà des échanges avec la Russie, ces chiffres sont révélateurs de la faiblesse de l'économie algérienne et de son extrême dépendance aux hydrocarbures.

En 2018, les exportations russes en Algérie ont été plus de 450 fois supérieures aux importations de produits algériens par la Russie. Ce nombre est autrement plus impressionnant que pour la Tunisie (à peu près 5 fois plus d'exportations russes) et le Maroc (moins de deux fois). Par ailleurs, toujours en 2018, les exportations tunisiennes vers la Russie ont été 13 fois supérieures aux exportations algériennes et les exportations marocaines plus de 50 fois supérieures. Non seulement la Tunisie et le Maroc réussissent à exporter beaucoup plus de produits issus de l'agriculture (notamment des fruits) que l'Algérie, mais ils exportent aussi quelques produits industriels. Pour la Russie, l'Algérie est avant

tout un client. Il s'agit d'un client très gourmand en matériel militaire, mais pas seulement. L'Algérie se prépare désormais à importer de plus en plus de blé russe au détriment du blé français⁸.

Les échanges commerciaux russo-maghrébins depuis l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine

Année ► Partenaire ▼	2000		2010		2018	
	Exportations russes	Importations	Exportations russes	Importations	Exportations russes	Importations
Algérie	119,6	7	1 269,6	26,1	4 801,8	10,5
Tunisie	93,5	4,5	440,4	89,6	683,6	136,6
Maroc	61	59,2	558,2	374	929	547,4

*Données de l'UN Comtrade Database rapportées par le gouvernement russe
En millions de dollars (\$)*

L'Algérie : un gros client sur le marché de l'armement

En observant les données de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), quelques remarques s'imposent :

- Le marché mondial des armes demeure dominé par Washington et Moscou – qui exportent 57% des armes –, malgré la percée française pour la période 2015-2019.
- Avec les Émirats arabes unis (18ème exportateur mondial), le monde arabe dispose d'une industrie militaire balbutiante. Cette industrie est avant tout tournée vers le monde arabe :

⁸ « L'Algérie se prépare à importer du blé russe », *RFI*, 18 septembre 2020.
<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/20200918-lalg%C3%A9rie-pr%C3%A9pare-%C3%A0-importer-bl%C3%A9-russe>.

l'Égypte (41% des exportations émiriennes) et l'Algérie (13%) sont les principaux clients d'Abou Dhabi.

- Le monde arabe est surreprésenté parmi les pays importateurs. Sur les dix principaux pays importateurs d'armements, six sont arabes, au premier rang desquels l'Arabie saoudite (12% de l'ensemble des importations dans le monde, contre 5,6% pour la période 2010-2014).

L'Algérie est le sixième importateur mondial. Elle importe 4,2% des armes sur le marché mondial (contre 2,6% pour la période 2010-2014). Si la hausse des importations saoudiennes s'explique par la guerre au Yémen et les relations privilégiées avec l'administration Trump (les Saoudiens ont absorbé un quart des exportations américaines dans la période 2015-2019), celle des importations algériennes s'explique par une volonté exprimée de moderniser l'armée algérienne dans un contexte de tensions régionales.

Comme nous l'avons indiqué plus haut, l'Algérie est un client précieux de l'industrie militaire russe. Après l'Inde (25% des exportations russes) et la Chine (16%), l'Algérie est le troisième client de Moscou (14%). À elle seule, l'Algérie achète environ la moitié des armes russes exportées vers le continent africain. Avec 67% des importations algériennes, la Russie est de loin le principal fournisseur de l'Algérie.

Si Alger est un client historique de Moscou, et ce depuis la période soviétique, la visite de Vladimir Poutine à Alger en 2006 marque un tournant. À cette occasion, le président russe annonce l'effacement de la dette algérienne, soit 4,7 milliards de dollars. Dans la foulée, l'Algérie s'engage à dépenser 7,5 milliards de dollars

en armes russes⁹. Selon des médias russes spécialisés, entre 2006 et 2018, l'Algérie aurait dépensé plus de 13,5 milliards de dollars en armement russe. Entre 2000 et 2019, l'Algérie a acheté environ 200 aéronefs¹⁰ (des hélicoptères aux avions de chasse, notamment des MiG-29), 500 tanks, ainsi que des systèmes de défense antiaérienne (des Pantsir aux S-300). À cela s'ajoute une modernisation du matériel livré, à l'instar de celle d'avions Su-24 traités en Russie en avril 2020.

Les principaux exportateurs d'armements et leurs principaux clients pour la période 2015-2019

Pays fournisseur	Part dans l'ensemble des exportations	Premier client (part dans les exportations du pays fournisseur)	Deuxième client	Troisième client
1- États-Unis	36%	Arabie saoudite (25%)	Australie (9,1%)	EAU (6,4%)
2- Russie	21%	Inde (25%)	Chine (16%)	Algérie (14%)
3- France	7,9%	Égypte (26%)	Qatar (14%)	Inde (14%)
4- Allemagne	5,8%	Corée du Sud (18%)	Grèce (10%)	Algérie (8,1%)
5- Chine	5,5%	Pakistan (35%)	Bangladesh (20%)	Algérie (9,9%)
6- Royaume-Uni	3,7%	Arabie saoudite (41%)	Oman (14%)	États-Unis (9,1%)

⁹ Tatiana Kondratenko, "Russian arms exports to Africa: Moscow's long-term strategy", *Deutsche Welle* (DW), May 29, 2020. <https://www.dw.com/en/russian-arms-exports-to-africa-moscows-long-term-strategy/a-53596471>.

¹⁰ *Ibid.*

7- Espagne	3,1%	Australie (33%)	Singapour (13%)	Turquie (11%)
8- Israël	3%	Inde (45%)	Azerbaïdjan (17%)	Vietnam (8,5%)
9- Italie	2,1%	Turquie (20%)	Pakistan (7,5%)	Arabie saoudite (7,2%)
10- Corée du Sud	2,1%	Royaume-Uni (17%)	Irak (14%)	Indonésie (13%)
11- Pays-Bas	1,9%	Indonésie (17%)	États-Unis (14%)	Jordanie (13%)
12- Ukraine	1%	Chine (31%)	Russie (20%)	Thaïlande (17%)
13- Suisse	0,9%	Australie (18%)	Chine (14%)	Arabie saoudite (14%)
14- Turquie	0,8%	Turkménistan (25%)	Oman (12%)	Pakistan (12%)
15- Suède	0,6%	États-Unis (22%)	Algérie (12%)	EAU (10%)
16- Canada	0,6%	Arabie saoudite (34%)	Inde (11%)	EAU (10%)
17- Norvège	0,4%	Oman (35%)	États-Unis (20%)	Finlande (14%)
18- EAU	0,4%	Égypte (41%)	Algérie (13%)	État non défini (12%)

Données de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI)

EAU : Émirats arabes unis

Les principaux importateurs d'armements et leurs principaux fournisseurs pour la période 2015-2019

Pays client	Part dans l'ensemble des importations	Premier fournisseur (part dans les importations du pays client)	Deuxième fournisseur	Troisième fournisseur
1- Arabie saoudite	12%	États-Unis (73%)	Royaume-Uni (13%)	France (4,3%)
2- Inde	9,2%	Russie (56%)	Israël (14%)	France (12%)
3- Égypte	5,8%	France (35%)	Russie (34%)	États-Unis (15%)
4- Australie	4,9%	États-Unis (68%)	Espagne (21%)	France (3,6%)
5- Chine	4,3%	Russie (76%)	France (8,8%)	Ukraine (6,9%)
6- Algérie	4,2%	Russie (67%)	Chine (13%)	Allemagne (11%)
7- Corée du Sud	3,4%	États-Unis (55%)	Allemagne (30%)	Espagne (7,8%)
8- EAU	3,4%	États-Unis (68%)	France (11%)	Pays-Bas (3,4%)
9- Irak	3,4%	États-Unis (45%)	Russie (34%)	Corée du Sud (8,6%)
10- Qatar	3,4%	États-Unis (50%)	France (34%)	Allemagne (9,2%)

Données de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI)

EAU : Émirats arabes unis

Malgré cette relation privilégiée, il est difficile de parler d'alliance entre Alger et Moscou. Nous pouvons tout au plus identifier des priorités et des réflexes communs. Il est possible d'affirmer que la Russie et l'Algérie partagent la même attitude face aux recompositions géopolitiques au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

Des représentations communes

Face aux trois axes géopolitiques qui ont émergé au Moyen-Orient (à savoir l'axe contre-révolutionnaire mené par Abou Dhabi, l'axe islamo-réformateur mené par Ankara et l'axe de la résistance mené par Téhéran), la Russie et l'Algérie partagent la même flexibilité. La Russie, qui assume dans sa doctrine de politique étrangère le refus des alliances et des logiques de blocs, a su tirer profit de ses succès militaires en Syrie. Après une exacerbation des tensions avec les principaux adversaires de Damas dans les premières années du conflit syrien (l'Arabie saoudite, la Turquie, le Qatar), qui lui reprochaient justement son soutien décisif au pouvoir syrien, la Russie a fini par apparaître comme un partenaire incontournable.

Elle entretient d'excellentes relations avec les Émirats arabes unis (l'un des principaux partenaires économiques de la Russie dans le monde arabe), tout en maintenant un dialogue devenu presque systématique avec la Turquie (en Syrie, en Libye, dans le Haut-Karabakh¹¹) et tout en poursuivant la coopération avec Téhéran et Damas. La Russie entend multiplier les médiations¹² et entretenir

¹¹ Olivier Roy, « L'Arménie a cru au mythe de la Russie chrétienne », *Le Monde*, 18 novembre 2020. https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/11/18/olivier-roy-l-armenie-a-cru-au-mythe-de-la-russie-chretienne_6060140_3232.html.

¹² Adlene Mohammadi, « La stratégie russe en Libye : entre biais inavoués et perspectives

de bonnes relations avec l'ensemble des acteurs tout en veillant à ce qu'aucune relation ne soit menacée par une autre : coopérer avec l'Iran¹³ tout en préservant les liens avec Israël ; dialoguer avec la Turquie tout en sauvegardant les liens avec les Émirats.

À son échelle, l'Algérie suit l'exemple russe et tente de maintenir de bonnes relations avec à peu près tout le monde. Au-delà de la propagande anti-impérialiste (soigneusement entretenue par une grande partie des médias algériens), le pouvoir algérien a besoin de compenser son illégitimité intérieure (la population algérienne a massivement boycotté les deux derniers scrutins, à savoir l'élection présidentielle de décembre 2019 et le référendum sur la révision constitutionnelle de novembre 2020) par une relative stabilité dans ses relations extérieures. Là où la Russie considère que la flexibilité dans la politique étrangère (la capacité à dialoguer avec tous les acteurs) est un instrument de puissance et un vecteur d'opportunités économiques, le pouvoir algérien y voit simplement un mécanisme de protection.

Malgré des tensions ponctuelles largement exagérées, le pouvoir algérien entretient de bonnes relations avec Abou Dhabi. D'un point de vue idéologique, les dirigeants algériens représentent tout ce que les Émirats soutiennent dans le monde arabe (notamment en Égypte) : un pouvoir militaire contre l'instabilité dont la démocratie serait porteuse et contre la menace terroriste¹⁴. Sur ce point précis, Alger, Moscou et Abou Dhabi semblent sur la même longueur d'onde. Par ailleurs, l'Algérie est le deuxième client de

de médiation », *Institut FMES*, 17 juillet 2020. <https://fmes-france.org/la-strategie-russe-en-libye-entre-biais-inavoues-et-perspectives-de-mediation-par-adlene-mohammedi/>.

¹³ Adlene Mohammedi, « Russie-Iran : cette rupture qui ne vient pas », *Middle East Eye*, 4 juin 2020. <https://www.middleeasteye.net/fr/decryptages/russie-iran-diplomatie-guerre-syrie-turquie>.

¹⁴ Adlene Mohammedi, « Les Émirats, parrains du parti de l'ordre dans le monde arabe », *Middle East Eye*, 24 avril 2019. <https://www.middleeasteye.net/fr/opinion-fr/les-emirats-parrains-du-parti-de-lordre-dans-le-monde-arabe>.

l'industrie militaire émirienne en recherche permanente de marchés.

En Libye, l'Algérie a opté pour une position équilibrée entre le gouvernement d'union nationale et l'armée de Khalifa Haftar. En février 2020, ce dernier a accueilli à Benghazi le chef de la diplomatie algérienne¹⁵. Quatre mois plus tard, le président Fayed al-Sarraj était reçu à Alger¹⁶. Avec son principal parrain, la Turquie, le pouvoir algérien entretient des relations analogues aux relations russo-turques : il voit en elle un partenaire incontournable sans forcément soutenir son aventurisme et ses opérations militaires.

Enfin, l'Algérie entretient de très bonnes relations avec l'Iran depuis 2000. Comme la Russie, elle soutient l'axe Téhéran-Damas (en promouvant, par exemple, un retour de la Syrie dans la Ligue arabe) avec une certaine prudence, car il n'est pas question pour elle de sacrifier les bonnes relations bilatérales avec l'Arabie saoudite.

En définitive, la Russie et l'Algérie partagent bien des représentations et des partis pris communs : une mise en avant de la sacro-sainte stabilité (notamment à travers l'importance accordée à la lutte antiterroriste), une préférence pour la flexibilité dans les relations diplomatiques et une volonté de contribuer – par la médiation – à la résolution des conflits. D'ailleurs, malgré son soutien traditionnel au Front Polisario et ses relations houleuses

¹⁵ « Libye : le chef de la diplomatie algérienne rencontre le maréchal Haftar à Benghazi », *Le Figaro*, 5 février 2020. <https://www.lefigaro.fr/international/libye-le-chef-de-la-diplomatie-algerienne-rencontre-le-marechal-haftar-a-benghazi-20200205>.

¹⁶ « Crise libyenne : Fayed Al Sarraj à Alger », *El Watan*, 21 juin 2020. <https://www.elwatan.com/edition/actualite/crise-libyenne-fayed-al-sarraj-a-alger-21-06-2020>.

avec Rabat, le pouvoir algérien privilégie la prudence et la retenue dans son traitement des tensions actuelles au Sahara occidental¹⁷.

La Russie face au *Hirak* algérien : un soutien modéré au pouvoir

Pour conclure cette synthèse sur les relations russo-algériennes, quelques mots s'imposent sur la position de Moscou face au soulèvement populaire algérien. Depuis février 2019, le pouvoir algérien fait face à un mouvement de contestation (*Hirak*) inédit. Au nom d'une vision court-termiste de la stabilité (les excès du pouvoir algérien sont forcément porteurs d'instabilité), aucune puissance extérieure n'a tourné le dos au régime cryptocratique (une vitrine civile et un pouvoir militaire insaisissable) qui contrôle l'Algérie. Contrairement à ce qu'on a pu constater ailleurs, aucun adversaire du régime algérien ne s'est manifesté pour appeler à sa chute. Au contraire, il semble avoir bénéficié de soutiens multiples et la notion d'ingérence a surtout été invoquée par les manifestants. Ceux-ci ont reproché à Paris sa bienveillance à l'égard du pouvoir algérien et les récentes déclarations d'Emmanuel Macron (de soutien au président algérien Abdelmadjid Tebboune) n'arrangent pas les choses¹⁸.

Le soutien apporté par la Russie aux dirigeants algériens a aussi été critiqué par les manifestants du *Hirak*. Dès les premiers mois du soulèvement, le ministre des Affaires étrangères algérien de

¹⁷ « Sahara occidental : Alger appelle à la retenue après l'annonce de la fin du cessez-le-feu de 1991 », *Sud Ouest*, 13 novembre 2020. <https://www.sudouest.fr/2020/11/13/sahara-occidental-alger-appelle-a-la-retenu-apres-l-annonce-de-la-fin-du-cessez-le-feu-de-1991-8074862-4803.php>.

¹⁸ Adlene Meddi, « Algérie : l'opposition critique les déclarations de Macron sur Tebboune », *Le Point*, 23 novembre 2020. https://www.lepoint.fr/afrique/algérie-l-opposition-critique-les-declarations-de-macron-sur-tebboune-22-11-2020-2402152_3826.php#.

l'époque, Ramtane Lamamra, a effectué une tournée diplomatique destinée à rassurer les partenaires européens, ainsi que la Russie¹⁹. Quelques mois plus tard, c'était au tour d'Abdelkader Bensalah, président par intérim, de se rendre à Moscou. Son discours laborieux face à Vladimir Poutine a été perçu comme une humiliation par une partie des Algériens, le dirigeant algérien ayant donné l'impression de rendre des comptes au président russe²⁰.

En réalité, les dirigeants russes se sont contentés d'un soutien minimal. En suggérant la réélection d'un homme sans vie (Abdelaziz Bouteflika), le pouvoir algérien n'a pas facilité la tâche à ses partenaires. Les dirigeants russes – comme les autres – pouvaient difficilement faire l'apologie d'un homme incapable de prononcer le moindre discours depuis plusieurs années. Et même après l'éviction de Bouteflika, les Russes n'ont apporté qu'un soutien discret et modéré au pouvoir algérien. Certaines déclarations du président français et du chef de la diplomatie française semblent autrement plus bienveillantes à l'égard du régime algérien que celles de leurs homologues russes. La chaîne de télévision officielle russe RT est d'ailleurs l'un des médias étrangers qui ont le plus couvert les manifestations en Algérie. Elle n'y a pas été invitée par le Kremlin, mais rien n'a été fait pour l'en dissuader.

Pour Moscou, les surenchères en faveur du régime algérien étaient donc inutiles. Deux raisons expliquent ce soutien limité, bien qu'incontestable. D'abord, parce que les Russes sont suffisamment bien renseignés pour savoir que le *Hirak* algérien n'est activement

¹⁹ « Algérie : Ramtane Lamamra mardi en Russie pour informer Moscou “de source directe” », *Jeune Afrique*, 15 mars 2019. <https://www.jeuneafrique.com/749943/politique/algerie-ramtane-lamamra-mardi-en-russie-pour-informer-moscou-de-source-directe/>.

²⁰ « Bensalah : la boulette russe », *Liberté*, 26 octobre 2019. <https://www.liberte-algerie.com/actualite/bensalah-la-boulette-russe-326728>.

soutenu par aucune puissance extérieure. Ensuite, parce qu'ils sont certains de la dépendance de la structure militaire – elle-même prépondérante – à leur égard. Une dépendance que les chefs de l'armée algérienne tentent d'atténuer en conservant toujours de très bonnes relations avec Washington et l'Alliance atlantique, ce qui explique les visites à Alger du chef du Pentagone et du chef du Commandement des États-Unis pour l'Afrique pendant l'automne 2020.

Publié le 12 décembre 2020 par l'institut FMES



STRATÉGIE MARITIME ET SPATIALE

Vers une nouvelle ère glaciaire ? Le durcissement de la compétition militaire dans l'espace maritime

Par François-Olivier CORMAN, Capitaine de corvette, auditeur de la 27^e promotion de l'École de Guerre

Le temps change. L'anticyclone des dividendes de la paix s'éloigne et l'horizon se charge progressivement de nuages sombres : le délitement accéléré de l'ordre international, l'affirmation de souverainetés désinhibées et l'obscurcissement des espaces informationnels sont l'écume d'un accroissement des rapports de force qui se cristallise notamment dans les espaces libres, où les frontières sont difficiles à surveiller et la réglementation difficile à appliquer – quand elle existe.

Sur l'échiquier des mers du monde apparaissent des stratégies de « pat »¹ qui frisent le point de rupture en nous privant de réponse légale. Des puissances conquérantes se risquent aux jeux de l'hybridité, du fait accompli ou de l'ambiguïté en pariant qu'aucun acteur n'osera risquer un conflit des grandes puissances sur de petits enjeux. En parallèle, les espaces maritimes se militarisent massivement, accroissant directement les risques d'escalade. Dans ce contexte, l'éventualité du combat naval redevient plausible².

¹ Aux échecs, le « pat » est une position dans laquelle un camp ne peut plus jouer de coup légal sans mettre son propre roi en échec. Le « pat » met immédiatement fin à la partie (image utilisée notamment in Pierre Vandier, *La Dissuasion au troisième âge nucléaire*, Éditions du Rocher, 2018).

² L'amiral Prazuck, chef d'état-major de la Marine affirmait à l'Assemblée nationale en juillet 2018 que « l'hypothèse tactique d'une confrontation de flottes en haute mer redevient une hypothèse réaliste ».

Dès lors, comment faire face au raidissement des postures navales et au durcissement de la compétition en mer ? Comme l'équipage d'un navire qui s'apprête à appareiller procède à une « ronde d'arrimage », il convient de prendre conscience du retour possible de la conflictualité ouverte dans les espaces maritimes avant d'imaginer les perspectives qui nous permettront, demain, de gagner en mer.

Anticiper le retour du combat naval

Soyons lucides : les racines du durcissement de la compétition navale comme ses solutions sont avant tout politiques et stratégiques. Notre seul but est ici de nous concentrer sur la partie émergée de l'iceberg, c'est-à-dire ses manifestations tactiques et technologiques.

Dans le domaine technologique, si la France et ses alliés ont longtemps bénéficié d'un avantage qualitatif, voire quantitatif, sur leurs adversaires, la réduction de cette marge de supériorité impose de nous remettre en question pour éviter le déclassement.

Le retour des porte-avions, l'expansion qualitative des flottes sous-marines, l'irruption des missiles hypervéloces, la diversification des autodirecteurs et l'essor des capacités de guerre électronique, cyber, spatiales et d'intervention à grande profondeur rehaussent l'éventail des menaces et élargissent considérablement le champ des conflits possibles entre les puissances étatiques. Rappelons par exemple que plusieurs pays d'Afrique ou d'Asie disposent déjà de sous-marins équipés de missiles de croisière³. Et les exemples vieillissants de la guerre navale du Kippour en 1973 ou des

³ La France détiendra cette capacité lorsque ses sous-marins Barracuda seront aptes à tirer le missile MdCN.

Malouines en 1982 ont été ravivés par des affrontements interétatiques plus récents, comme la bataille des côtes d'Abkhazie en 2008⁴ ou le torpillage de la corvette sud-coréenne Cheonan en 2010.

En parallèle, la menace « désétatisée » ou « subétatique » connaît un développement sans précédent marqué par l'emploi d'armes nivelantes, telles que les mines ou les drones, et de capacités égalisatrices comme les missiles antinavires⁵. Il suffit de se rappeler l'attentat contre l'USS Cole dans le port d'Aden en 2000, le tir d'un missile contre la corvette israélienne Hanit en 2006, la destruction d'un patrouilleur égyptien par un missile antichar au large du Sinaï en 2015 ou l'attaque de la frégate saoudienne Al Madinah par une vedette rapide télécommandée au large du Yémen en 2017 pour constater que le fossé de l'asymétrie se comble tandis que le nombre d'acteurs capables de nous porter des coups sévères ou de délégitimer notre action s'accroît.

Désormais, une marine peut être confrontée à la combinaison simultanée et saturante d'une menace conventionnelle à la pointe de la technologie sur le haut du spectre et d'une menace floue, innovante ou surprenante sur le bas du spectre, dans un contexte de stratégies d'influence et de désinformation renforcées par des tactiques de déni d'emploi de certaines de nos capacités : brouillage électromagnétique, attaque d'un satellite de communications, perte du GPS, etc. Dans ce contexte, les repères se brouillent, l'apparition de moyens inédits nous déstabilise et les statues de la stratégie navale vacillent sur leur piédestal. Mais si les moyens, les

⁴ Pendant la deuxième guerre d'Ossétie du Sud, la flotte de la mer Noire affirma avoir détruit deux patrouilleurs géorgiens à l'aide de missiles antinavires dans la nuit du 9 au 10 août 2008 (source : *Le Figaro*).

⁵ Qui peuvent aujourd'hui être installés dans un container commercial de 20 ou 40 pieds mis en place sur un navire civil ou un train, comme le propose l'industriel russe Rosoboronexport avec ses missiles Klub-K.

tactiques et les motivations, que Castex rassemblait sous le vocable de « procédés », peuvent s'avérer inédits, les principes fondamentaux des confrontations navales demeurent d'une étonnante actualité⁶.

L'arraisonnement de trois navires de guerre ukrainiens qui tentaient de franchir le détroit de Kertch par les garde-côtes russes en novembre 2018 évoque celui du navire de renseignement USS Pueblo par des vedettes du régime de Pyongyang en 1968 alors qu'il patrouillait à proximité des eaux territoriales coréennes. De tels événements nous rappellent que la force peut l'emporter sur le droit et qu'un outil naval doit être suffisamment complet et crédible pour être dissuasif.

Le jeu du chat et de la souris autour de la frontière des 12 nautiques en mer de Chine méridionale rappelle les événements du golfe de Syrte en 1986, lorsque l'US Navy pénétrait la *line of death* revendiquée par la Libye du général Kadhafi. Ces exemples nous remémorent le fait que le droit international a toujours été fragile dans les espaces ouverts et qu'il doit être réaffirmé en permanence par une présence forte.

Les affrontements de flottilles de pêcheurs en mer de Chine⁷ renvoient aux souvenirs de la guerre de la Morue entre la Grande-Bretagne et l'Islande ou de la guerre de la Langouste entre la France et le Brésil dans les années 1960-1970. Les ressources maritimes

⁶ L'amiral Daveluy affirmait que « Sans doute, la marine actuelle n'a plus aucun rapport avec celle des flottes à voiles, mais l'objectif n'a pas changé. La seule différence consiste à résoudre avec des cuirassés et des torpilleurs le problème qui se posait autrefois avec des vaisseaux en bois ; les nécessités de la guerre sont restées les mêmes », in René Daveluy, *Études sur la stratégie navale*, Berger-Levrault & Cie, 1905.

⁷ Citons par exemple les démonstrations hostiles de pêcheurs chinois autour de l'île philippine de Pag-Asa en février 2019.

sont toujours une source de convoitise que les puissances souveraines doivent inlassablement protéger.

La résurgence de milices maritimes, de proxies ou de sociétés militaires privées rappelle le temps des corsaires malouins, de la compagnie des Indes ou des « gueux de mer » du Prince d'Orange⁸. Ces acteurs tirent parti de l'ambiguïté de leur statut, des possibilités offertes par la révolution de l'information et des contradictions résultant de la mondialisation des économies et des sociétés pour agir de façon larvée sous le seuil d'attribution à une puissance étatique. Ils démontrent que la maîtrise de la mer, bien que relative, demeure nécessaire à l'exercice de la puissance et que l'étude de Corbett reste tout aussi indispensable que celle de Mahan⁹.

Même la lutte pour les câbles sous-marins, que certains analystes semblent découvrir, n'est pas si nouvelle : en 1914, dès la déclaration de guerre, les cinq câbles allemands passant en Manche furent immédiatement coupés par les Anglais¹⁰. Cet événement nous rappelle que la protection des lignes de communications, qu'elles soient commerciales ou numériques, requiert un effort de longue haleine qui s'appuie sur des moyens navals importants.

Si les principes fondamentaux de la guerre sur mer n'ont pas radicalement changé, il est toutefois possible que nos esprits occidentaux aveuglés par le mythe de la « paix perpétuelle » et convertis au rythme de l'instantanéité, peinent à comprendre que

⁸ En 1569, Guillaume de Nassau accorda des lettres de marque à une assemblée de capitaines prêts à servir la révolte hollandaise ; ils pillèrent la côte des Pays-Bas et entravèrent le commerce maritime des provinces espagnoles.

⁹ Mahan est le théoricien de la bataille décisive quand Corbett privilégie la maîtrise des voies de communication.

¹⁰ Il en fut de même lors de la guerre hispano-américaine avec les câbles reliant les États-Unis à Cuba, ou lors de l'affaire de Lissa avec les câbles reliant cette île à celle de Lésina, in Amiral Raoul Castex, *Théories stratégiques*, tome IV, Économica, 1997.

le combat naval de demain n'est qu'un retour au tragique de l'Histoire et à l'impitoyable dialectique de l'affrontement des volontés.

Mais ce reflux ne veut pas dire que nous ne serons pas surpris : en effet, notre deuxième aveuglement serait de croire que notre avance technologique et notre maîtrise de la guerre « infocentrée » nous mettront dorénavant à l'abri du brouillard de la guerre¹¹ tout en centralisant la prise de décision loin du fracas des armes. Ces concepts sont certes séduisants sur une diapositive PowerPoint, mais ils ne doivent pas nous faire oublier que la friction, la stupeur et le chaos sont des constantes immuables du combat.

Au fond, la guerre navale est déjà en train de resurgir, mais d'une manière sporadique, latente et diffuse qui en a pour l'instant atténué le retentissement et donc la prise de conscience. Cela étant, la prochaine perturbation ne sera pas forcément le gros temps que nous attendons, mais une menace plus insidieuse, car moins facilement prévisible et potentiellement plus létale. Un iceberg peut être plus fatal qu'une tempête.

Nous devons donc nous préparer à des engagements plus durs, car la guerre navale qui vient sera inévitablement aussi surprenante, rapide et destructrice qu'elle a pu l'être par le passé.

(Ré)apprendre à naviguer dans les glaces ?

Manœuvrer dans un contexte de refroidissement des relations internationales et de durcissement du contexte naval peut à certains égards s'assimiler à la navigation dans les glaces, un

¹¹ Voir le livre de l'amiral Bill Owens, *Lifting the fog of war*, Johns Hopkins University Press, 2001.

savoir-faire complexe que la Marine nationale redécouvre depuis quelques années¹².

Un navire se prépare à la navigation polaire en vérifiant la solidité de sa coque, la fiabilité de sa propulsion et la résistance de ses équipements aux températures basses. De même, pour la Marine, il s'agit d'éveiller une créativité patinée de réalisme pour développer des systèmes d'armes qui soient aussi performants que robustes, ce dernier critère ayant eu parfois tendance à être oublié car moins attrayant, moins visible et souvent exigeant. Nous devons aussi rééquilibrer notre effort, hier porté en priorité sur les capacités défensives, afin de consolider les aptitudes offensives de nos unités¹³, ce qui implique notamment de disposer de stocks de munitions suffisants¹⁴ et d'équipages suffisamment nombreux¹⁵. Nos unités doivent aussi disposer de la place disponible, de la puissance électrique, des capacités de stockage de données numériques et des débits de communication leur permettant de s'adapter aux évolutions rapides des engagements. Au-delà, c'est la question du format de notre Marine qui finira par se poser tôt ou tard.

La navigation polaire nécessite de rassembler les données cartographiques, océanographiques et météorologiques afin de connaître l'emplacement des zones libres de glaces ou de celles où la calotte polaire est praticable. Chaque unité de la Marine est une

¹² Principalement grâce à la mise en service du navire polaire Astrolabe en 2017 et à l'expédition du Rhône à travers le passage du Nord-Est en 2018.

¹³ À ce sujet, voir Thibault Lavernhe, « Le retour du combat naval et le problème de l'engagement en premier », *DSI*, hors-série n° 67, août-septembre 2019.

¹⁴ L'amiral Prazuck, CEMM, affirmait à l'Assemblée nationale en octobre 2019 : « Pendant dix ans, chaque fois qu'il a fallu rogner quelque part, on l'a fait sur les munitions, et aujourd'hui le niveau des stocks est trop bas. La loi de programmation militaire doit nous permettre de revenir à ce qu'on a toujours estimé comme étant le stock minimum de référence. »

¹⁵ C'est la raison pour laquelle les futures frégates FDI, bien que d'un tonnage plus réduit, disposeront par exemple d'un équipage plus nombreux que celui des Fremm.

terminaison nerveuse de la fonction connaissance-anticipation en agissant dans la durée et souvent très en amont des crises. Nous devons donc continuer à muscler notre capacité de renseignement naval dans une logique interalliée, interarmées et interministérielle, en tirant parti des nouvelles technologies¹⁶, car c'est dans le vivier des données que nous puiserons les clefs de compréhension des futures crises comme les modes d'action permettant d'y répondre.

Il faut ensuite tracer une route qui contourne la banquise pour privilégier les zones de faible épaisseur tout en conservant en mémoire que la situation des glaces évolue en permanence. Il s'agit de nous adapter à la tectonique des ambitions et des intérêts pour contourner les pôles de puissance et concentrer nos efforts sur des objectifs bien choisis où pourront s'appliquer les principes d'incertitude et de fulgurance chers à l'amiral Labouérie. Une telle approche requiert des moyens aptes à manœuvrer dans tous les espaces sans exception, notamment le cyberspace, mais aussi les grands fonds marins¹⁷ ou les zones polaires.

Avant d'aborder les glaces, il est préférable de disposer d'un brise-glace de forte puissance opérant à proximité. Toute unité de la Marine nationale qui intervient à une extrémité du monde est reliée de manière invisible au sous-marin nucléaire lanceur d'engins qui participe du fond des mers à la protection des intérêts vitaux de la France, comme elle est aussi reliée au diplomate représentant de la France au Conseil de sécurité de l'ONU, car la précision de l'effet tactique recherché dépend aussi de la légitimité de la stratégie dont il est l'expression finale.

¹⁶ Notamment les lieux communs que sont le Big Data et l'intelligence artificielle, mais aussi des technologies déjà éprouvées comme la Blockchain.

¹⁷ Où se déroule la Seabed Warfare, c'est-à-dire les opérations menées à grande profondeur, par exemple sur des câbles sous-marins.

Pour pénétrer dans les glaces, le mode de navigation idéal reste la navigation en convoi. Cette image traduit l'inlassable exigence de l'interopérabilité et l'inéluctable nécessité de faire émerger une culture stratégique commune entre alliés qui soit moins forgée par l'encre des traités que par les semaines passées bord à bord en mer, comme le groupe aéronaval français en donne un exemple stimulant à chacun de ses déploiements¹⁸.

Avant de rejoindre les zones polaires, il est aussi nécessaire d'être prêt à l'isolement et à la coupure des moyens de communication¹⁹ ou de positionnement²⁰ traditionnels. Nous devons réapprendre à combattre « dans le noir »²¹, c'est-à-dire dans un environnement électromagnétique profondément dégradé, lorsque les informations sont rares, les conditions incertaines et l'ennemi bien plus habile que nous ne le souhaiterions. Cette contrainte résonne comme un appel à l'initiative et à l'autonomie décisionnelle, mais aussi à la résilience technique et aux modes de fonctionnement dégradés.

À l'entrée dans les glaces, il convient de trouver la bonne allure : une erre suffisante pour briser la glace, sans toutefois endommager la coque, le principe étant de conserver en permanence sa capacité de manœuvre. Il nous faut disposer d'un large éventail de moyens d'action qui soient à la fois suffisamment complets pour pouvoir agir dans tous les domaines et réagir à tous les risques, et suffisamment variés pour en graduer les effets et couvrir tous les

¹⁸ Lors de la mission « FOCH » qui s'est déroulée en début d'année 2020, le groupe aéronaval français a ainsi intégré à son escorte des bâtiments américains, britanniques, italiens, danois, grecs, etc.

¹⁹ Par exemple, la couverture satellitaire du système de communication Inmarsat n'inclut pas les régions polaires.

²⁰ Le système GPS perd en précision dans les régions polaires d'où les satellites sont vus le plus souvent sous une élévation relativement faible.

²¹ LT Daniel Stefanus, USN, "Embracing the Dark Battle," U.S. Naval Institute *Proceedings* 143, n° 4, April 2017.

espaces de confrontation. À cet égard, le groupe aéronaval formé autour du porte-avions est probablement l'un des meilleurs exemples de capacité « différenciante » capable de porter la voix de la France et de « goûter la glace »²² lorsque c'est nécessaire.

Si le bâtiment se retrouve pris dans les glaces, il ne faut jamais stopper pour éviter l'accumulation de glace autour de l'hélice ou du safran qui pourrait endommager sérieusement le navire, mais au contraire continuer à évoluer judicieusement pour éviter que la glace ne se fige, tout en recherchant des failles ou des zones plus fragiles. Cette image nous rappelle que l'initiative, l'audace et la ténacité resteront de puissants vecteurs de succès à l'ère de la prévention et de la maîtrise des risques. L'amiral Castex conseillait de « tendre constamment vers l'offensive, de toutes ses forces, en utilisant à fond tous ses moyens, et en travaillant sans relâche à acquérir ceux qui font défaut. »²³

Une fois l'ensemble de ces principes respectés, le succès de la navigation polaire repose *in fine* sur la qualité des équipages et sur leur aptitude à s'adapter en permanence au mouvement des glaces pour ne jamais se retrouver pris au piège.

« L'histoire nous apprend que de bons marins sur de mauvais bateaux sont meilleurs que de mauvais marins sur de bons bateaux », analysait l'amiral Mahan. Nous devons toujours nous rappeler qu'une profusion de moyens et de performances technologiques ne saurait produire de justes effets sans les hommes aptes à les mettre en œuvre avec enthousiasme et détermination.

²² « Goûter la glace » est une technique de navigation polaire qui consiste à monter l'avant de coque sur les plaques de banquise afin de créer un passage pour espérer atteindre une zone d'eau libre de glace.

²³ Amiral Raoul Castex, *op. cit.*

Gagner au combat requiert en effet d'ajouter à la supériorité technologique une culture de l'initiative, de l'improvisation et de l'adaptation. Lors de la guerre du Vietnam, l'US Navy se rendit ainsi compte que ses F-4 Phantom II, alors les appareils les plus avancés au monde, abattaient deux fois moins de MiG que les F-8 Crusader dont les équipages, s'appuyant sur des équipements plus anciens et plus basiques, prenaient davantage de risques et concentraient tous leurs efforts sur le combat aérien rapproché²⁴. La création de Top Gun en 1969 eut pour objectif principal de conjuguer la haute technologie du F-4 à la culture et aux tactiques de la communauté du F-8. Les résultats au combat furent immédiats.

Demain, le défi sera encore et toujours de concilier le combat vu comme une science au combat vu comme un art, c'est-à-dire au fond de puiser aux deux sources de l'école matérielle et de l'école historique, pour produire des effets au service d'une stratégie capable de faire face à l'incertitude et à la volatilité des rapports de force en mer.

Seulement, comme le constatait Hervé Coutau-Bégarie : « Il n'y a plus de grandes synthèses stratégiques comparables aux "classiques", de Mahan à Castex, alors que les recherches des historiens navals et les bouleversements techniques et politiques fondamentaux incitent à un réexamen des principes posés par eux²⁵. » C'est donc l'ensemble de la pensée navale qu'il s'agit de vivifier en tirant les enseignements de l'histoire à l'aune des nouvelles technologies.

²⁴ Commander Greg Malandrino, USN, "The importance of culture", U.S. Naval Institute *Proceedings* 145, n°9, September 2019.

²⁵ Hervé Coutau-Bégarie, *Traité de stratégie (1991)*, 6e édition, Économica, 1998.

Puisque la conflictualité en mer demeure une « variable structurelle du monde »²⁶, nous devons renforcer notre posture matérielle et aiguïser notre posture intellectuelle, pour gagner à la fois en solidité et en agilité.

Il s'agit de mener à terme le plan Mercator²⁷ qui a fixé le cap pour affûter notre outil et en faire une marine « en pointe » s'appuyant sur un spectre de capacités renouvelées, et pour bâtir une Marine « de combat » apte à conserver sa liberté d'action dans le chaos de la guerre navale. Il faut aussi réfléchir dès à présent au plan qui devra lui succéder.

Il nous revient enfin d'y adjoindre une stratégie navale capable d'introduire l'action de l'intelligence dans un monde raidi par la violence afin de convertir la force en puissance²⁸. Pour dérouter l'adversaire, il faut en effet concilier l'ingéniosité d'Ulysse à la puissance d'Achille²⁹, ce qui nécessite surprise, inventivité et souplesse, mais aussi rigueur, résilience et capacité à agir dans tous les domaines.

L'étude de l'histoire navale peut contribuer à cette synthèse si on la considère moins comme un sujet d'intérêt ponctuel et pittoresque que comme « la gangue dont il faut extraire le pur métal »³⁰, puisqu'elle recèle de nombreux enseignements susceptibles de nous aider à comprendre et à gagner les combats navals de demain.

²⁶ Joseph Henrotin, *Les Fondements de la stratégie navale au XX^{ème} siècle*, Economica, 2011.

²⁷ Le « Plan Mercator : projection vers 2030 » est le plan stratégique de la Marine nationale publié en 2018.

²⁸ « La stratégie convertit la force en puissance », in Hervé Coutau-Bégarie, *Bréviaire stratégique*, Argos, 2013.

²⁹ Jean-Vincent Holeindre, *La Ruse et la force, une autre histoire de la stratégie*, Perrin, 2017.

³⁰ Amiral Raoul Castex, *La Manoeuvre de La Praya (16 avril 1781) : étude politique, stratégique et tactique*, Librairie Militaire Universelle L. Fournier, 1912.

C'est en conjuguant adroitement notre réflexion tactique et nos avancées technologiques sous l'égide d'une stratégie navale construite à la double lumière de l'histoire et d'une connaissance toujours plus approfondie de nos rivaux que nous pourrons faire face au retour du froid et « briser la glace » du durcissement de la compétition militaire en mer.

Publié en mai 2020 dans la Revue de Défense Nationale n° 830.

Des bases navales communes pour les marines européennes

*Par Édouard JONNET, Stagiaire du 15. Lehrgang
Generalstabdienst/Admiralstabdienst National (LGAN) de la
Führungsakademie de la Bundeswehr (Hambourg)*

Introduction : les trois dilemmes des marines de l'UE

Des marines océaniques de l'UE de rangs différents...

Les marines européennes sont diverses : leurs tailles, leurs moyens et leurs ambitions sont très variés. Parmi elles, les marines dotées de moyens océaniques ont des vocations globale ou régionale. Les marines à vocation locale n'ont, par définition, pas de capacité hauturière et ne sont pas évoquées dans cette note. Dans la classification d'Hervé Coutau-Bégarie¹, les marines océaniques de l'Union européenne (UE) sont réparties sur trois rangs, du deuxième au quatrième, le premier rang étant occupé seulement par l'US Navy :

- *Depuis le Brexit, une seule marine de deuxième rang, à vocation globale (France)*

À l'inverse de l'US Navy, la Marine nationale ne peut assurer de permanence de moyens dans toutes les mers du globe. En revanche, elle dispose de toutes les capacités mises en œuvre

¹ Joseph Henrotin, *Les Fondements de la stratégie navale au XXI^{ème} siècle*, Paris, Economica, 2011, p. 123.

par une marine de premier rang, notamment un porte-avions, des sous-marins nucléaires et des missiles de croisière navals.

- *Trois marines de troisième rang, à vocation régionale (Allemagne, Italie, Espagne)*

Ces marines disposent de matériels relativement variés : bâtiments amphibies et porte-aéronefs pour l'Italie et l'Espagne, frégates antiaériennes et anti-sous-marines, sous-marins à propulsion classique. Elles sont capables de se déployer hors de leurs régions habituelles.

- *Quatre marines de quatrième rang (Pays-Bas, Grèce, Belgique, Danemark²)*

Les marines de quatrième rang sont qualifiées de « sous-régionales aux réelles capacités océaniques », ce qui signifie qu'elles sont capables, ponctuellement, de se déployer loin de leurs ports d'attache, tout en ne disposant que de moyens limités.

Ainsi, sept marines disposent de capacités océaniques réelles au sein de la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC). Elles peuvent assurer des déploiements à proximité de l'UE, mais sont aussi en mesure d'envoyer des frégates vers des théâtres lointains, tels les Antilles, le golfe de Guinée ou la zone indo-pacifique.

... mais confrontées à des dilemmes similaires

Malgré des vocations et des rangs différents, les marines de l'UE sont confrontées à des dilemmes similaires et spécifiques, qui ne

² Membre de l'UE et de l'Initiative européenne d'intervention (IEI), le Danemark ne fait pas partie de la Politique de sécurité et de défense commune, et ne peut donc pas, notamment, participer à des projets PESCO.

sont pas nécessairement ceux des autres marines occidentales, au premier rang desquelles l'US Navy, qui dispose de moyens autrement plus importants :

- *Un premier dilemme entre le flanc nord de l'Europe (avec deux théâtres balte et atlantique/arctique) et son flanc sud (avec les deux théâtres pontique et méditerranéen).*

Ce dilemme est particulièrement prégnant pour la Marine nationale, seule marine de l'UE disposant de trois façades : Atlantique, Méditerranée et Manche/mer du Nord. La Marine nationale doit, par exemple, assurer la protection du bastion du golfe de Gascogne³ contre les incursions russes, et simultanément déployer des bâtiments en Méditerranée centrale et orientale.

La Deutsche Marine doit aussi déployer des bâtiments en Méditerranée, tout en priorisant ses missions historiques en Baltique et en Atlantique nord⁴.

- *Un deuxième dilemme entre la maîtrise des approches (qu'elles soient au nord ou au sud de l'Europe) et le besoin de projections lointaines, notamment dans l'espace indo-pacifique.*

Pour la Marine nationale, à vocation globale, ce dilemme est particulièrement criant : la défense de la deuxième zone économique exclusive (ZEE) du monde impose une présence permanente, loin de la métropole. Dans ce cadre, la Marine cherche à maintenir son modèle de déploiement constitué d'un

³ Sénat, Comptes rendus de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, Projet de loi de finances pour 2020 – Audition du général Lecointre, chef d'état-major des armées, 15 octobre 2019.

⁴ Andreas Krause, « Ansprach 60. Historisch Taktische Tagung », 9 janvier 2020.

ou deux patrouilleurs, un bâtiment logistique et une ou deux frégates de surveillance⁵. Simultanément, les frégates de premier rang doivent se déployer par exemple dans le détroit d'Ormuz ou en mer de Chine méridionale.

Désormais, même les marines à vocation régionale sont confrontées à ce problème. La marine néerlandaise doit être capable de se déployer aux Antilles, et dispose notamment de bâtiments amphibies et d'un Commandement de la marine aux Antilles⁶. Quant à la Belgique, elle déploie régulièrement ses bâtiments en Afrique⁷ ou en océan Indien. Malgré tout, la maîtrise des approches européennes reste structurante pour de nombreuses marines européennes, surtout dans le cadre de l'OTAN.

- *Un troisième dilemme entre le haut (opérations maritimes de haute intensité) et le bas du spectre (sécurité maritime, antipiraterie, lutte contre les trafics, etc.).*

Par contrainte budgétaire, la Marine nationale a longtemps privilégié les programmes d'armement du haut du spectre. Désormais, elle fait face à un besoin urgent de remplacement de ses patrouilleurs, notamment outremer, où six nouvelles unités doivent être déployées d'ici à 2022⁸.

De son côté, la Deutsche Marine a fait le choix de disposer, pour des raisons politiques, de frégates dédiées au bas du spectre. L'invasion de la Crimée en 2014 est un avertissement sévère.

⁵ Assemblée nationale, Commission de la Défense nationale et des forces armées, Audition de l'amiral Christophe Prazuck, chef d'état-major de la Marine, 3 juillet 2019.

⁶ Commandement der Zeemacht Caribisch Gebied.

⁷ Ministère de la Défense belge, « Le Godetia comme plateforme humanitaire », 13 novembre 2019 (consulté le 13 janvier 2020).

⁸ Sénat, « Comptes rendus de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, Projet de loi de finances pour 2020 – Audition de Mme Florence Parly, ministre des Armées », 15 octobre 2019.

Désormais, l'Allemagne souhaite disposer de bâtiments aptes aux combats de haute intensité.

Enfin, plusieurs marines de quatrième rang ont tendance à se spécialiser dans certains types de matériels (la Belgique avec la guerre des mines) ou géographiquement (la Grèce en mer Égée et en Méditerranée orientale).

Les marines de l'UE sont donc confrontées à des défis communs et spécifiques. Comment les marines européennes sont-elles organisées pour résoudre ces dilemmes ? Comment pourraient-elles mieux se coordonner afin d'optimiser l'emploi de leurs moyens limités ?

La profusion de coopérations opérationnelles ne permet pas de rationaliser l'emploi des frégates, ossature essentielle de toute marine. La Présence maritime coordonnée (PMC), encore en gestation, doit permettre de mieux combiner les efforts européens. Par ailleurs, la profusion de projets PESCO consacrés à la logistique ne permet pas de développer une stratégie claire de soutien aux opérations aéromaritimes, centrée sur les bases navales. En cohérence avec les besoins définis par la PMC, un « collier de perles européen » est pourtant réalisable si les marins se coordonnent pour peser sur les attendus des projets PESCO.

La PMC : un moyen d'y voir plus clair ?

Les marines de l'UE disposent d'assez peu de frégates. Pourtant, celles-ci sont déployées dans une multitude de missions, sans coordination d'ensemble. La PMC peut être un outil essentiel pour optimiser ces déploiements.

Des moyens limités

Évoquer le manque de moyens des marines européennes – notamment les frégates – relève de l’euphémisme. Or, même si leurs capacités et leurs anciennetés diffèrent fortement, les frégates sont un indicateur intéressant, car elles constituent l’ossature des marines actuelles. Lors de sa dernière audition au Sénat, le chef d’état-major de la Marine (CEMM) a d’ailleurs évoqué le problème : « Il faudrait idéalement avoir une frégate dans le détroit d’Ormuz, une autre dans celui de Bab el Mandeb, une autre devant la Syrie, une autre encore à proximité de la Libye, en Méditerranée orientale, une en Atlantique nord, tout en assurant l’escorte du Charles de Gaulle et la surveillance des approches maritimes au large de Brest et Toulon... Depuis maintenant plusieurs années, nous devons choisir nos priorités⁹. »

On retrouve, dans les propos du CEMM, les dilemmes mentionnés en introduction : entre le nord et le sud de l’Europe ; les approches et les théâtres éloignés ; les missions du bas et du haut du spectre.

Au bilan, en janvier 2020, les frégates¹⁰ des marines océaniques de l’UE sont réparties comme suit.

⁹ Sénat, « Comptes rendus de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, Projet de loi de finances pour 2020 – Audition de l’amiral Prazuck, chef d’état-major de la Marine », 15 octobre 2019.

¹⁰ Le terme générique « frégate » regroupe ici les destroyers et les frégates.

Tableau n° 1

Nombre de frégates des marines océaniques de l'UE

Pays	Nombre de frégates	Dont frégates de conception néerlandaise	Dont frégates de conception allemande	Dont frégates de conception française	Dont frégates de conception italienne	Dont frégates de conception franco-italienne	Dont frégates de conception espagnole
France	15 ¹			13		2	
Allemagne	10 ²		10				
Italie	13 ³				11	2	
Espagne	11 ⁴						5
Pays-Bas	6 ⁵	6					
Grèce	13 ⁶	9	4				
Belgique	2 ⁷	2					
Total	70	17	14	13	11	4	5
Danemark ⁸	7 ⁹						

¹ Marine nationale, « [Liste des bâtiments de combat](#) », 14 février 2019.

² Marine allemande, « [Einsatzflottille 2](#) », 14 janvier 2020.

³ Ministère de la Défense italien, « [Frigates](#) », 14 janvier 2020.

⁴ Marine espagnole, « [Fregatas](#) », 14 janvier 2020.

⁵ Ministère de la Défense néerlandais, « [Schepen](#) », 14 janvier 2020.

⁶ Marine hellène, « [Frigates](#) », 14 janvier 2020.

⁷ Ministère de la Défense belge, « [F930 Léopold I^{er}](#) », 14 janvier 2020.

⁸ Le Danemark, non membre de la PSDC mais membre de l'UE, ne peut pas participer à des projets PESCO ou à des projets de défense au sein de l'UE. Ses frégates ne sont donc mentionnées qu'à titre indicatif.

⁹ Marine danoise, « [The royal danish navy](#) », 15 janvier 2020.

Une profusion de coopérations

Ces frégates ne bénéficient pas d'une utilisation rationnelle : elles sont employées dans une multitude de coopérations opérationnelles, quasiment sans autre coordination que celle exercée par chaque état-major national.

L'OTAN immobilise des moyens navals importants, notamment pour mener des exercices¹¹. Certes, ceux-ci permettent de

¹¹ À titre d'exemple, au cours de l'année 2019, avec trois frégates différentes, les marines océaniques de l'UE ont consacré huit mois et demi de disponibilité opérationnelle pour la seule SNMG1 : L'ESPS Almirante Juan de Borbondu 27 mars au 7 juillet, le BS Leopold Ier du 2 août au 3 novembre, le HNLMS Van Speijk du 29 août au 12 novembre, SNMG01, 15

maintenir des compétences, mais ces bâtiments ne pourraient-ils participer à d'autres opérations, comme c'est déjà le cas en mer Égée ?

Toutefois, les missions de l'UE, orientées vers le bas du spectre, ont pris une place grandissante dans les programmes d'activités des frégates.

Pour autant, aucun bâtiment de surface ne participe en février 2020 à l'opération EUNAVFOR Med, qui est redéfinie pour faire respecter l'embargo contre les armes en Libye, décidé à Berlin le 19 janvier 2020. En océan Indien, une seule frégate est déployée au sein d'Atalanta¹². Dans ce cas, la balance entre le bas du spectre (UE) et le haut du spectre (OTAN) semble pencher en faveur de ce dernier.

La coalition multinationale est le troisième modèle de déploiement. L'opération Agénor, qui a débuté fin janvier 2020 dans le détroit d'Ormuz avec la frégate Courbet¹³, constitue le dernier exemple en date. Elle répond à un besoin politique, européen, d'afficher une position différente de celles des États-Unis. D'autres coalitions, telles l'Operation Inherent Resolve (Chammal pour la France) ou la Task Force 150 sollicitent aussi les frégates européennes.

janvier 2020, <https://www.facebook.com/snmg01/>. Dans cette période, la SNMG1 a participé à plusieurs exercices : Cutlass Fury au large du Canada en septembre 2019, <https://tridentnewspaper.com/cutlassfury19halifax/>, et Dynamic mariner en octobre 2019, https://www.navy.mil/submit/display.asp?story_id=111238, chaque exercice durant une dizaine de jours.

¹² La frégate espagnole Victoria, de type O. H. Perry, Site internet d'EUNAVFOR, « Deployed units – surface vessels », 17 janvier 2020.

¹³ Ministère des Armées, « Florence Parly passe le nouvel an 2020 en compagnie des 180 marins de la frégate Courbet », 3 janvier 2020.

Au bilan, outre les opérations nationales et les coalitions ad hoc, les frégates de marines de l'UE sont réparties dans six déploiements différents¹⁴, sans coordination d'ensemble.

Une optimisation assurée par le PMC ?

Au lieu de devoir « choisir nos priorités », les marins européens pourraient mieux se coordonner afin d'assurer, avec 70 frégates, les missions qui semblent utiles à tous.

Le projet de présence maritime coordonnée (PMC) cherche à répondre à ce besoin d'optimisation, en se fondant notamment sur l'expérience acquise en Méditerranée et dans la Corne de l'Afrique.

Approuvée le 29 août 2019¹⁵, la PMC s'inscrit dans le cadre de la stratégie de sûreté maritime, qui prévoit des actions dans des régions proches (Méditerranée, mer Noire) ou éloignées de l'Europe (golfe de Guinée, golfe d'Aden ou même l'océan Pacifique). Cette stratégie est donc, elle aussi, confrontée au dilemme proche/lointain.

Encore au stade expérimental, une première zone d'intérêts maritime (MAI¹⁶) dans le golfe de Guinée doit servir de banc d'essai. Grâce à une présence navale quasi permanente, ces MAI doivent renforcer l'influence politique et opérationnelle de l'UE, améliorer la connaissance de la situation maritime et servir de facilitateur entre les acteurs locaux.

¹⁴ Deux SNMG, deux missions de l'OTAN, une mission de l'UE et l'opération Agénor.

¹⁵ « Les ministres de la Défense ouvrent la porte à un mécanisme de présence maritime coordonnée », *Bruxelles2*, 29 août 2019 (consulté le 18 janvier 2020).

¹⁶ Maritime Area of Interests.

Bien que les modalités de définition de ces MAI restent à préciser, elles pourraient naturellement correspondre aux régions définies par la stratégie maritime de l'UE.

Les projets logistiques de la Pesco

Prévue par le traité de Lisbonne, la Coopération structurée permanente (PESCO¹⁷) a été établie formellement en décembre 2017¹⁸. Depuis, les 25 États membres de la PESCO¹⁹ ont proposé des projets dans de nombreux domaines. En pratique, ces projets sont animés par des officiers affectés dans les états-majors nationaux. Trois projets PESCO sont consacrés à la logistique, dans un cadre interarmées où le volet terrestre domine. Disposant d'un parc de frégates construites en Europe, les marines océaniques de l'UE pourraient se coordonner afin que leurs besoins soient mieux pris en compte dans les projets PESCO.

Un parc de frégates en voie d'homogénéisation ?

Toutes les marines océaniques de l'UE sont membres de l'OTAN, ce qui assure leur interopérabilité. En outre, toutes ces frégates ont été construites²⁰ par des chantiers navals européens. L'essentiel des compétences techniques sont donc présentes au sein de l'UE, et du personnel peut être envoyé dans une base navale d'accueil en cas d'avarie.

En outre, le paysage industriel européen, traditionnellement morcelé et concurrentiel, tend à se regrouper lentement : la concurrence extra-européenne est une contrainte grandissante qui obligera les industriels du continent – dépendants des

¹⁷ Permanent Structured Cooperation.

¹⁸ « About PESCO », PESCO, 19 février 2020.

¹⁹ Les 27 États membres de l'UE sauf le Danemark qui ne fait pas partie de la PSDC et Malte, qui a décliné l'offre de participation.

²⁰ En outre, hormis les frégates espagnoles de type Santa Maria (O. H. Perry) construites sous licence américaine, toutes les frégates ont été conçues dans un État membre de l'UE.

exportations – à se regrouper pour rester compétitifs. Cet environnement est un facteur tendant, à terme, à faciliter la coopération logistique entre Européens.

L'Initiative européenne d'intervention (IEI)²¹ est un autre facteur d'intégration des marines océaniques européennes. Elles en sont toutes membres, à l'exception pour l'instant de la Marina Militaire et de la Marine hellène. L'exception transalpine ne devrait pas durer, l'Italie ayant annoncé en septembre 2019 son intention de rejoindre l'IEI²². Concernant la Grèce, la participation d'une frégate au groupe aéronaval²³ et le projet d'achat de deux frégates françaises²⁴ démontrent une volonté réelle d'interopérabilité.

La logistique navale dans trois projets PESCO

Trois projets PESCO sont consacrés à la logistique des opérations : LogHub, Military Mobility (MM) et Cobasing. Coordonné par l'Allemagne, le Network of logistic Hubs in Europe and support to Operations²⁵, en abrégé LogHub, a pour objectif de développer un réseau logistique en Europe. Un volet naval est prévu, notamment à Chypre, où des munitions pourraient être prépositionnées. La bascule rapide du bas vers le haut du spectre est ici recherchée.

La nature du projet néerlandais de Military Mobility est plus stratégique, voire politique. Principalement, MM rationalise les procédures de transport transfrontalières et veut les inclure dans les exercices militaires. L'approche est résolument interarmées et

²¹ « L'initiative européenne d'intervention », *Direction générale des relations internationales et de la stratégie*, 26 février 2019.

²² « L'Italie a l'intention de rejoindre l'initiative européenne d'intervention lancée par la France », *Opex360*, 20 septembre 2019.

²³ « Dossier de presse mission Foch, déploiement de la TF473, janvier 2020 – avril 2020 », Ministère des Armées, 22 janvier 2020.

²⁴ « Naval Group lance la construction de la première frégate numérique de la Marine nationale », *Naval Group*, 24 octobre 2019.

²⁵ « Permanent structured cooperation (PESCO)'s projects – Overview », Conseil de l'UE, 12 novembre 2019.

centrée sur le territoire européen, sans être limitée géographiquement, en théorie.

Quant au projet de Cobasing français, il n'est pas limité à l'Europe. Il envisage de partager des bases outremer, y compris des bases navales. Ainsi, l'utilisation commune de bases est envisageable dans les Antilles, notamment avec les Néerlandais, mais aussi à Djibouti, en cas d'évacuation de ressortissants européens dans la région.

En résumé, le Cobasing se consacre à l'outremer et le LogHub à l'Europe, alors que Military Mobility ambitionne de couvrir toutes les questions logistiques.

Les Bases navales de l'UE (BNUE) et le réseau Ithaque

Les bases navales de l'UE (BNUE) permettraient de répondre aux besoins logistiques des navires européens en déploiement. Ces bases pourraient être conçues et entretenues par les projets PESCO précités, en fonction de leur position géographique : LogHub en Europe et Cobasing hors d'Europe.

Or, les projets PESCO ne sont pas pilotés par des marins, mais par des officiers de l'armée de terre. Certes, les officiers de marine sont consultés régulièrement, mais la partie navale de chaque projet n'est pas une fin en soi, et n'est finalement qu'un complément de la partie terrestre.

Pourtant, ce besoin de coordination navale a du sens : en effet, un bâtiment en déploiement vers une zone « Cobasing » peut être amené à ravitailler en route dans une base « LogHub ». Cette nécessaire fluidité des flux logistiques, imposée par le milieu marin, n'est pas prégnante dans la logique terrestre. Pourtant, à l'instar de la PMC qui coordonne les navires, un organe de pilotage, appelé « réseau Ithaque », pourrait coordonner les bases navales.

Pour se faire entendre, la voix des marins doit être accordée en amont des réunions PESCO. Chacun des six états-majors des marines devrait nommer un référent unique, chargé du suivi de ces trois projets PESCO²⁶. Les sept États membres concernés appartiennent aux projets MM et LogHub, et cinq d'entre eux appartiennent au projet de Cobasing²⁷, ce qui garantit la fluidité des échanges.

Au vu de la nature de Military Mobility, les Pays-Bas pourraient assurer le secrétariat de la structure de coordination.

Au bilan, les objectifs du réseau Ithaque seraient les suivants :

- Élaborer des demandes communes pour les BNUE (ouverture ou mise à disposition de bases, mise à disposition de matériels et de personnels, rédaction de procédures spécifiques, etc.) à émettre au sein de chaque projet PESCO.
- S'assurer de la cohérence des aspects navals des différents projets²⁸.
- Informer chaque état-major national des capacités potentielles des projets PESCO, ceux-ci pouvant soutenir des missions de l'UE, de l'OTAN ou de coalitions ad hoc.
- Conseiller le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) sur les aspects logistiques de la PMC.

²⁶ Les marines belge et néerlandaise, fortement intégrées, disposent d'un état-major commun.

²⁷ La France, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Belgique, l'Espagne sont membres du Cobasing. La Grèce et l'Italie en sont absentes. Pour autant, le besoin de coordination navale avec le LogHub et le MM pourrait les encourager à rejoindre le projet.

²⁸ À titre d'exemple, le projet de base navale chypriote de LogHub n'est pas coordonné avec la base navale de Djibouti, concernée par le Cobasing. Or, un bâtiment en déploiement en Océan Indien peut s'arrêter à Chypre à l'aller et au retour.

Une cohérence nécessaire entre PESCO et PMC

Des gains possibles pour toutes les marines de l'UE

Les marines de l'UE n'ont pas les ressources pour mener toutes leurs missions, et doivent donc trouver des solutions innovantes.

Grâce au réseau Ithaque, ces marines pourraient bénéficier d'infrastructures d'autres États membres pour se déployer loin de leurs ports d'attache. C'est déjà le cas à Abou Dhabi où, dans le cadre de l'opération Agénor, les marines néerlandaise et danoise sont accueillies dans la base navale française. À Djibouti, l'Italie et la France sont présentes, ainsi que l'Allemagne et l'Espagne par intermittence. Le réseau Ithaque permettrait d'y mutualiser les moyens et d'optimiser les coûts. Aux Antilles, la France et les Pays-Bas se coordonnent au sein de l'IEI. Des bases navales communes seraient, là encore, une source de rationalisation.

En Europe, le financement des infrastructures militaires coûte cher, et celles-ci ont souvent vocation à accueillir des bâtiments des autres marines de l'UE. Les États pourraient bénéficier de financements européens pour entretenir leurs bases navales. Enfin, l'ouverture de nouvelles bases navales n'est envisagée par aucun État de l'UE. Or, de nouveaux théâtres pourraient nécessiter des déploiements réguliers, dont les coûts pourraient être limités par un point d'appui permanent.

Des opérations et des bases navales à découpler

L'UE ne peut être crédible sans des déploiements réguliers de bâtiments européens s'appuyant sur un réseau de bases navales. Toutefois, contrairement aux opérations terrestres ou aériennes, les opérations aéromaritimes peuvent se déployer avec une chaîne de commandement différente des bases navales qui les soutiennent.

Ainsi, l'opération Agénor dans le détroit d'Ormuz, multinationale et européenne, est soutenue par la base navale française d'Abou Dhabi, qui reste sous commandement national. Les frégates sous commandement de l'OTAN font régulièrement escale à Rota, qui est une base espagnole largement financée par les États-Unis.

Pour des opérations qui ne sont pas sous une chaîne de commandement de l'UE, les BNUE pourraient donc améliorer l'endurance à la mer des navires, en Europe et dans le monde. À titre d'exemple, une BNUE à Chypre – qui participe au LogHub – constituerait un point d'appui intéressant pour la présence navale européenne dans les eaux, souvent contestées, de la Méditerranée orientale.

La PMC comme cadre des BNUE

La cohérence entre la PMC et les BNUE pourrait être pilotée par le Service européen pour l'action extérieure (SEAE).

Chaque État membre devrait renseigner la PMC dès qu'un de ses navires entre dans une zone pour une mission donnée. En parallèle, le réseau Ithaque coordonnerait les bases navales de la même zone, afin d'assurer le soutien des navires européens. Ce soutien ne peut être optimisé sans connaître les programmes de déplacement des bateaux coordonnés par la PMC. En Europe, les BNUE peuvent être colocalisées avec des bases navales de l'US Navy, telle Rota. En dehors d'Europe, une colocalisation n'est pas souhaitable si l'UE désire développer une politique autonome. Ainsi, Bahreïn ou Singapour ne sont pas des points d'appui à rechercher en priorité. En revanche, Abou Dhabi – où la France est déjà implantée – et les bases navales malaisiennes de Sarawak sont des options intéressantes.

Le réseau Ithaque au cœur de l'écosystème de soutien naval

La PMC doit donc s'appuyer sur le réseau Ithaque pour faire le lien avec les projets PESCO et développer une logistique navale d'ensemble. *In fine*, le réseau Ithaque est un groupe de travail réunissant les marines des sept États membres de l'UE dotés de marines océaniques. Le réseau pourrait se réunir deux fois par an, et exprimer formellement ses besoins aux projets PESCO, par le biais d'un secrétariat permanent.

Les officiers « Ithaque » sont idéalement des officiers des divisions logistique (N4) de chaque état-major national, ainsi que les marins de la Task Force Logistique néerlandaise, en charge de la Military Mobility. Ainsi, la coordination entre les besoins logistiques nationaux et les recommandations du réseau Ithaque seraient garanties.

Le schéma en annexe synthétise les relations de l'écosystème de soutien naval (réseau Ithaque et BNUE) avec les institutions de l'UE et les États membres.

Conclusion : apprendre à « Penser européen »

Même si le budget de la Military Mobility se limite à 2,5 milliards entre 2021 et 2027 – ou moins – il doit profiter en partie aux marines européennes²⁹. Réunies au sein du réseau Ithaque, les marines océaniques européennes doivent donc s'emparer des projets logistiques de la PESCO et développer des Bases navales de l'UE. Pour donner leur pleine mesure opérationnelle, l'association entre les BNUE et la PMC est indispensable. Au-delà du réseau Ithaque, des projets PESCO ou de la PMC, l'enjeu de ce type de

²⁹ « Budget 2021-2027 – MFF – La défense, la sécurité et la politique extérieure fragilisées, le rabot finlandais décrypté », *Bruxelles2*, 17 janvier 2020.

coopération est bien plus profond. En effet, il s'agit, surtout de « penser européen³⁰ ». Et penser européen, c'est d'abord être capable de s'affranchir des Américains et aussi, dans une moindre mesure, des Britanniques. Or, pour les marines européennes très intégrées à l'OTAN, cette démarche n'a rien de naturel.

La participation de frégates européennes à l'escorte du Charles de Gaulle est une première étape encourageante. Désormais seul pays disposant d'une marine de second rang au sein de l'UE, la France pourrait élargir sa réflexion stratégique vers des coopérations, exclusivement européennes, sans le groupe aéronaval. Plus généralement, la *westlessness*, à savoir le retrait de l'Occident des affaires internationales, est un sujet de débats en Europe. Le réseau Ithaque peut être un élément de réponse à cette inquiétude.

*L'auteur souhaite remercier M. Pierre Haroche pour son soutien
et ses conseils avisés.*

³⁰ « L'EMA, une machine de guerre au service du CEMA », Ministère des Armées, 26 septembre 2018.

Annexe n° 1

Plan d'actions

Thème	Pilote	Actions
Organisation	SEAE	Définir l'instance de pilotage de la PMC, sous l'autorité du SEAE.
Organisation	SEAE	Établir le secrétariat permanent du réseau Ithaque, chargé de coordonner les besoins logistiques des marines avec les BNUE.
Organisation	SEAE	Désigner au sein du SEAE le responsable de la coordination entre la PMC et le réseau Ithaque.
Organisation	PMC	Définir et mettre en œuvre les mécanismes de coordination des bâtiments européens dans la première zone d'intérêt maritime (MAI) « golfe de Guinée » (Quel bâtiment fait quoi ? où ? quand ? comment ?)
Organisation	PMC	Proposer au SEAE de créer une MAI pour chaque région listée dans la partie B du plan d'actions de l'EU Maritime Security Strategy de juin 2018, à savoir : - mer Méditerranée - mer Noire - mer Baltique - mer du Nord - océan Atlantique - Antilles - golfe de Guinée - océan Indien septentrional (mer Rouge - golfe Arabo-persique) - océan Indien occidental (Corno de l'Afrique) - océan Indien oriental (Malacca, mer de Chine méridionale) - Arctique
Opérations	PMC	Pour chaque MAI, définir un niveau minimal de présence maritime européenne (nombre et nature des bâtiments déployés pendant un nombre de jours minimal par an).
Opérations	PMC	Proposer aux états-majors nationaux des optimisations de programmes d'activités des bâtiments, afin d'assurer les présences maritimes européennes (définies par l'action précédente).
Logistique	Ithaque	Pour chaque MAI, proposer au SEAE une base navale de référence, chargée d'assurer le rôle de hub logistique.

Quelle stratégie navale pour l'Espagne ?

Par le général (2s) Jérôme PELLISTRANDI, rédacteur en chef de la Revue Défense Nationale

Le Royaume d'Espagne a été une grande puissance navale de par son empire colonial du XV^{ème} à la fin du XIX^{ème} siècle. En 1898, la perte de Cuba et des Philippines a sonné le glas des ambitions maritimes de Madrid jusqu'aux années 1970 où grâce à l'aide américaine, l'Armada a, peu à peu, retrouvé une marine à vocation océanique autour d'un axe stratégique majeur à contrôler : l'axe Baléares–Gibraltar–Canaries, épine dorsale servant à définir les ambitions d'une marine fière de son histoire et de ses traditions, mais aux moyens longtemps réduits.

Avec la constitution progressive d'un groupe aéronaval autour d'un porte-avions¹, Madrid a pu retrouver une place comme acteur de la sécurité entre Atlantique et Méditerranée occidentale. Avec la volonté d'être un acteur global, pourvoyeur de forces maritimes mais aussi fournisseur de moyens avec une construction navale relativement ambitieuse dans un marché concurrentiel. À cela doit se rajouter un tropisme nord-américain très fort dans l'Armada depuis le début des années 1950 où Washington déploya dans l'Espagne franquiste ses avions et ses bateaux dans le cadre du *containment* face à l'URSS. Hormis la sous-marine qui bénéficia

¹ Les États-Unis ont transféré un porte-avions léger lancé en 1947 et utilisé par l'Espagne de 1967 à 1989, le *Dedalo*. Celui-ci fut remplacé par un porte-aéronefs, le *Principe de Asturias* (1988-2013).

de l'apport français², l'essentiel des unités – ainsi que la doctrine – est fortement de conception américaine.

La compétition stratégique avec le Maghreb dimensionne également la politique navale de l'Espagne avec une relation ambiguë avec ses voisins du Sud. Entre coopération et concurrence, la mer y est devenue un enjeu dépassant le simple cadre de la sécurité face aux flux migratoires. Le triangle Alger–Rabat–Madrid ajoute donc une complexité dans une zone qui se trouve à la fois frontière, mais aussi avec des échanges économiques majeurs.

Une marine presque complète

Depuis les années 1960, des plans ambitieux se sont succédé pour permettre à l'Armada de retrouver des capacités océaniques qui avaient « sombré » bien avant la Guerre civile (1936-1939). Peu à peu et grâce au soutien américain, la flotte a pu se moderniser et quasiment couvrir tout le spectre des opérations navales classiques.

Dès les années 1950, l'Armada avait théorisé l'axe Baléares–Gibraltar–Canaries comme sa zone d'action prioritaire, répondant ainsi au besoin occidental de sécuriser cette zone de transit majeure. Pour Washington, cela justifiait l'aide matérielle apportée au régime de Franco, tout en sachant bien que Londres veillait également sur le Détroit avec des moyens plus conséquents, dont la chaîne SOSUS de détection sous-marine. Toutefois et au-delà de la fin de la guerre froide, c'est bien la sécurisation de cette région

² Sous-marins de la classe Daphné (S60) puis Agosta (S70).

qui demeure structurante pour Madrid, quitte à connaître quelques frictions avec les Britanniques autour de Gibraltar.

À cela s'est ajoutée la montée en puissance de chantiers navals de qualité mais onéreux. Au début des années 2000, le renouvellement des moyens restait cohérent avec un groupe aéronaval conséquent autour du porte-aéronefs *Principe de Asturias* selon un plan de conception américain adapté localement. La flotte de sous-marins comprenait 8 bâtiments tandis que les frégates F-80 dérivées des *Hazard Perry* nord-américaines entraient en service. La crise de l'îlot *Perejil*, en juillet 2002³, fut en quelque sorte l'acmé de la puissance navale espagnole retrouvée. Le déploiement de quasiment toute la marine, excepté le porte-aéronefs, fut décidé par les autorités madrilènes sans que l'enjeu ne soit réellement d'importance stratégique.

L'absence de soutien politique européen durant cette crise eut plusieurs conséquences. Tout d'abord, l'accentuation du tropisme vers les États-Unis, d'autant plus que le Président du gouvernement José Maria Aznar se sentait idéologiquement proche de George W. Bush et des « néo-conservateurs » américains. Ensuite, le retrait de toute coopération industrielle de grande ampleur avec les Européens et principalement la France autour d'un programme de sous-marins, les Scorpène.

Culturellement, cette crispation a renforcé l'américanisation d'une flotte déjà très influencée par l'US Navy depuis le début des années 1950. Il suffit de voir la base navale de Rota au sud de la péninsule,

³ Un détachement de soldats marocains prit possession d'un rocher sous souveraineté espagnole à quelques centaines de mètres du rivage du Maroc. Madrid déclencha une opération navale de grande ampleur pour récupérer ce bout de territoire inhabité, déclenchant une grave crise avec Rabat. La médiation américaine permit de faire baisser la tension mais le Président du gouvernement espagnol, José Maria Aznar, eut un fort ressentiment contre l'Union européenne et notamment Paris, fort peu désireux de prendre parti pour un « confetti » aride.

où se concentre la plus grande partie de la flotte et qui est partagée avec l'US Navy qui y a introduit son *American way of life* depuis 1953⁴. Le tropisme demeure aujourd'hui, même si l'Armada participe pleinement aux opérations navales de l'OTAN et contribue ponctuellement à celles conduites par l'Union européenne.

Réduction de budget

La crise économique de 2008 a eu un profond impact sur l'Espagne avec des répercussions très lourdes de conséquences pour sa défense. En l'absence d'un fort consensus politique autour de celle-ci de la part d'une opinion publique indifférente aux questions de défense, Madrid a très nettement réduit son effort budgétaire pour ses armées. Réduction des budgets, réduction des effectifs, ralentissement voire arrêt de nombreux programmes... Autant de restrictions qui ont diminué durablement les capacités militaires espagnoles au cours de la précédente décennie. Et la marine, de par le coût unitaire important des plateformes, a subi de plein fouet ces baisses. Ainsi, le plan Altamar de 1990 prévoyait un deuxième porte-aéronefs et la construction de sous-marins nucléaires d'attaque (SNA). Les ambitions alors formulées étaient devenues inatteignables et ont dû être abandonnées.

La vision Armada 2025, présentée en 2012, s'est voulue beaucoup plus réaliste, prenant en compte la réalité budgétaire du pays et le besoin de préserver les capacités industrielles autour de l'entreprise Navantia, celle-ci ayant regroupé les différents chantiers de construction navale en 2005. Pour cela, des montages budgétaires complexes ont été conduits avec le financement par anticipation par le ministère de l'Industrie des programmes

⁴ Dans le cadre d'un accord bilatéral conclu en septembre 1953.

nationaux et par une politique agressive d'exportations soutenue en sous-main par l'industrie américaine, fournissant les systèmes d'armes sur des plateformes espagnoles moins coûteuses. C'est ainsi que Navantia a pu exporter ses frégates en Norvège⁵ et en Australie⁶, ou encore le *design* de son nouveau porte-aéronefs du type BPE à la Turquie.

Il n'en demeure pas moins que la dernière décennie a été difficile avec le ralentissement des programmes, la réduction des activités et le vieillissement des navires, entraînant un surcoût dans leur maintenance. Sur le plan des opérations, Madrid a veillé cependant à poursuivre ses engagements. Ainsi, depuis 2009, une présence navale quasi permanente est assurée au large du Golfe de Guinée et de l'Afrique de l'Ouest. Les escales à Dakar sont fréquentes avec des exercices conjoints avec la marine sénégalaise. Cependant, le déploiement d'un groupe naval conséquent est très rare car très coûteux, l'Armada préférant participer à des entraînements collectifs.

Une marine face à des choix cornéliens

La sous-marine et le remplacement du groupe aérien armant le BPE *Juan Carlos* constituent les deux programmes les plus compliqués pour l'avenir de la marine et aux impacts budgétaires les plus contraignants. Madrid souhaite en effet disposer du spectre le plus complet, considérant que le pays doit faire face à deux marines du Maghreb pouvant poser problème. Le Maroc est à la fois un partenaire essentiel, ne serait-ce qu'avec le transit *via* Gibraltar, mais aussi un rival potentiel avec la question sensible des

⁵ 5 frégates de type Nansen dont la *Helge Ingstad* qui a fait naufrage le 13 novembre 2018 suite à une collision.

⁶ 2 LHD du type BPE et des frégates.

présides (Ceuta, Melilla et quelques îlots dont Perejil) situées en terre africaine et régulièrement revendiquées par Rabat. L'Algérie, quant à elle, dispose d'une marine en progression constante avec notamment 6 sous-marins de type Kilo. L'Armada participe à des exercices avec les deux marines – jamais simultanément, bien sûr – pour maintenir de bonnes relations dans une région où la rivalité Alger–Rabat reste une réalité structurante.



Dans les années 1990, la DCN (devenue DCNS puis Naval Group) avait proposé à l'Espagne de participer au programme de sous-marins Scorpène avec un premier succès à l'exportation au Chili (1997), Paris escomptant que Madrid prolonge le partenariat qui avait prévalu avec les S60 Daphné puis les S70 Agosta tout en proposant cette fois-ci un accord industriel permettant aux Espagnols de prendre part à la construction pour une future classe S80. Ce schéma n'a pas fonctionné, Madrid décidant en 2003 de concevoir ce projet *en solo* et mettant fin par là-même à la coopération autour du Scorpène. Le contrat signé en 2004 prévoyait une première livraison en 2011. Navantia, qui a hérité du

chantier, a connu de nombreux déboires quant à la conception et à la construction des S80. En 2013, il a fallu remettre à plat le projet en raison d'un surpoids obligeant à rallonger le sous-marin de 7 mètres. La remise à niveau s'est appuyée sur l'expertise américaine. Les aléas ont donc été nombreux et la mise à l'eau du premier S80 *Isaac Peral* est programmée pour le printemps 2021 avec une admission au service actif en 2023. Si en 2003, la flotte comprenait encore 8 sous-marins, en 2020, seuls 2 Agosta restent opérationnels avec une prolongation complexe et coûteuse. Le programme S80 n'est donc pas au bout de ses peines et les prospects à l'exportation semblent peu vraisemblables tant que le premier bâtiment n'a pas fait ses preuves. L'excès d'ambition et de confiance exprimé en 2003-2004 avec la rupture avec DCNS aboutit à un projet hors de prix, qui reste encore industriellement risqué.

Il en est de même pour la composante aérienne embarquée aujourd'hui, constituée d'avions *Harrier* AV 8B. L'Armada avait su développer une aéronavale de qualité même si elle restait limitée quantitativement. Le porte-aéronefs *Principe de Asturias* qui avait fait la fierté des marins espagnols à la fin du XX^{ème} siècle était entré en service en 1988 et devait faire l'objet d'une modernisation. La crise économique et financière de 2008 a eu comme conséquence l'annulation de ce chantier et le retrait du service actif dès 2013 du navire amiral de la flotte espagnole, après à peine 25 ans de navigation et sans véritables engagements opérationnels.

Ce porte-aéronefs a été remplacé par le BPE *Juan Carlos* au design très différent et construit selon les normes de la marine marchande. Le BPE peut embarquer jusqu'à 12 *Harrier* AV 8B et des hélicoptères, ainsi que des troupes à débarquer.

La question du remplacement des AV 8B est devenue un sujet de préoccupation majeure. Ceux-ci pourront aller jusqu'en 2028,

mais ils devront être impérativement remplacés à cette époque. L'Armada souhaiterait acquérir des F 35B pour maintenir cette composante. Or, le nombre à envisager reste réduit, avec au maximum une vingtaine d'appareils et donc un coût de possession très élevé pour un micro-parc aéronautique. Par ailleurs, l'*Ejercito del Aire* est engagée dans le programme des *Eurofighter* et dans le projet du système de combat aérien du futur (SCAF) pour lequel l'industrie aéronautique espagnole est très demandeuse. De ce fait, les priorités actuelles – en incluant la pandémie – obligeront à faire des choix et le F 35B ne semble pas d'une urgence absolue.

Un autre chantier tourne autour de la future génération de frégates F 110 appelée à remplacer la classe F 100 entrée en service entre 2002 et 2012. Madrid souhaite disposer de 11 frégates de premier rang, sachant que les F 80 arriveront en fin de vie d'ici 2030. D'autres programmes devront également être lancés pour que l'Armada reste sur un modèle cohérent. Il en va ainsi des chasseurs de mines avec 6 bâtiments entrés en service entre 1999 et 2005. Actuellement, il n'y a pas de projet concret sur cette thématique.

Face à l'accroissement des migrants traversant, soit le détroit de Gibraltar pour gagner directement le continent européen, soit les Canaries depuis l'ouest africain, l'Armada souhaiterait augmenter son parc de Bâtiments d'Action Maritime (BAM) au nombre de 6 à ce jour. Les BAM ne sont pas des navires de combat mais participent directement à la surveillance et au contrôle de la ZEE espagnole. Cette dimension prend de plus en plus d'importance et oblige à y consentir des investissements. Récemment, l'accroissement des flux vers les Canaries a nécessité de renforcer les moyens maritimes tout en discutant avec le Maroc pour essayer de réduire ces traversées.

Au bilan, l'Armada espagnole est une marine reconnue pour son professionnalisme et ses capacités en haute mer. Son apolitisme historique – les marins naviguant et donc se préoccupant davantage de leurs bateaux que de politique – la préserve d'un certain antimilitarisme militant notamment dans les régions revendiquant un séparatisme comme la Catalogne. La dimension maritime et la solidarité des gens de mer, associées à l'emploi de la marine au profit de la protection des côtes, lui assurent une bonne image de marque. Mais les conséquences de la crise économique de 2008 et les choix industriels hasardeux autour du programme S80 limitent à la fois les marges de manœuvre de la marine et ses ambitions. Le maintien de l'existant et des savoir-faire actuels reste donc la priorité, en espérant que les premiers essais du sous-marin S81 *Isaac Peral* soient un succès pour que l'Armada puisse enfin regarder vers l'avenir de façon plus sereine. Elle demeure quoi qu'il en soit un partenaire important pour notre Marine nationale.

Annexes

Flotte en 2020

Flotte de surface

- 1 Bâtiment de Projection Stratégique (BPE) *Juan Carlos* ;
- 6 frégates F 80 Classe *Santa Maria* : admis au service actif (ASA) entre 1986 et 1994. Seront prolongées jusqu'en 2030 ;
- 5 frégates F 100 Classe *Alvaro de Bazan* : ASA entre 2002 et 2012 ;
- *En projet* : 5 frégates F 110 à partir de 2025 (6100 tonnes de déplacement pour 145 m) ;
- 6 Bâtiments d'Action Maritime (BAM) à partir de 2007 ;
- 4 Patrouilleurs océaniques Classe *Descubierta* : ASA 1980-1982, anciennes corvettes reclassées et en fin de vie ;
- 2 LPD Classe *Galicia* ; ASA 1998-2000 ;
- 6 chasseurs de mines classe *Segura* : ASA 1999-2005, dérivés de la classe britannique *Sandown*.

Flotte de sous-marins

- 2 S70 dérivés de la classe *Agosta*
- *En projet* : 4 S80 + S81 à partir de 2023...

Déploiement de l'Armada



Publié le 10 décembre 2020 par l'institut FMES

Missions martiennes – La conquête de l’espace, un enjeu géopolitique

Par Sarah SRIRI et Florian PUTAUD, chercheurs à l’institut FMES

Programme chargé pour la planète rouge. En l’espace de 15 jours, trois sondes ont été lancées en direction de Mars. Le 20 juillet, les Émirats arabes unis ont lancé *Al-Amal* (Espoir) tandis que trois jours plus tard, c’est la Chine qui a envoyé *Tianwen-1* (Questions au ciel-1). Le 30 juillet, les États-Unis ont lancé *Perseverance*.

Si ces trois missions distinctes se font tour à tour, la période choisie n’est pas un hasard. Ces rendez-vous sur Mars se font durant « l’opposition », c’est-à-dire le moment où le Soleil, la Terre et Mars sont alignés et lorsque la distance entre Mars et la Terre est la plus courte. Cette période intervient tous les 26 mois. La planète rouge attise les convoitises des puissances spatiales mondiales. Parmi elles, l’Union européenne et la Russie avec *ExoMars* qui, ayant manqué le rendez-vous de juillet 2020, prévoient pour 2022 l’envoi d’un *rover* (véhicule d’exploration spatiale) sur la surface de Mars.

Les découvertes sur l’espace permettront par ailleurs de comprendre davantage la Terre et d’anticiper son évolution. Mars, qui est la planète la plus proche géographiquement de la Terre, présentait il y a des milliards d’années des similitudes avec la planète bleue. Parmi elles, figure la présence de rivières et d’océans. Sa découverte représente donc « une sorte de Graal de

l'exploration spatiale » selon Jean-Yves Le Gall, président de l'agence spatiale du CNES.

Des objectifs scientifiques

La découverte de l'espace, entreprise dès le milieu des années 1950, répond à des missions politiques, économiques ou encore militaires et fait l'objet de coopération internationale. Cette dernière permet aux États des avancées considérables en mettant en commun leur savoir-faire.

La mission américaine *Perseverance* est le fruit d'une telle coopération. La *Supercam*, principal instrument dont le *rover* est équipé, a été en grande partie développée par l'agence spatiale française, le CNES. L'un des capteurs sonores qui permettra d'enregistrer les sons sur Mars est également le fruit d'une réalisation française, par ISAE-SUPAÉRO. La place de la France dans cette coopération internationale témoigne du savoir-faire spatial français reconnu à travers le monde.

Les aptitudes de *Perseverance* sont donc remarquables. Les États-Unis entendent ramener des échantillons de la planète Mars sur Terre grâce à leur robot sophistiqué *Perseverance* qui est le plus gros et le plus lourd engin jamais envoyé sur la planète rouge par la Nasa (3 mètres de long, 1 tonne et équipé de 19 caméras). En cela, c'est une prouesse technique et une exclusivité américaine. *Curiosity*, lancé en 2012, a permis de démontrer que Mars avait été habitable il y a environ 3,5 milliards d'années, c'est-à-dire que les conditions dites « propices » à l'apparition de la vie étaient réunies (carbone, eau, climat favorable). Les analyses permises par *Perseverance* pourront quant à elles déterminer si la planète a été réellement habitée.

Pour les États-Unis, cette mission présente des avancées significatives au plan technique et traduit une véritable supériorité technologique vis-à-vis de ses concurrents. Elle traduit également une démultiplication des sources de financement dont certaines sont privées, d'autres publiques et des sources étrangères au titre de la coopération engagée avec certains organismes dont l'agence spatiale européenne.

A l'inverse, **la mission *Tianwen-1*** est une mission complètement indépendante. Après l'échec de sa mission conjointe avec la Russie, la Chine a fait le choix de mener ses missions majoritairement seule. *Yinghuo-1*, la sonde chinoise prévue afin d'orbiter la planète rouge était accolée à la sonde russe *Phobos-Grunt* qui a connu un problème de moteur, l'empêchant de quitter l'orbite. En réaction, la République populaire de Chine a redoublé d'efforts durant plusieurs années afin d'être en mesure d'explorer la planète Mars.

Avec cette mission, la première interplanétaire de la Chine – Pékin poursuit deux objectifs : poser un *rover* et mettre une sonde en orbite autour de Mars. Le *rover*, équipé de 13 instruments scientifiques, se focalisera sur l'analyse des sols avec notamment la recherche d'eau. En outre, une analyse des sous-sols sera effectuée afin de comprendre le passé de Mars. Quant à la sonde en orbite, elle s'intéressera à l'étude de l'atmosphère martienne et à l'analyse des gaz présents.

L'engin spatial, de près de 5 tonnes et comportant 13 instruments scientifiques, figure parmi les sondes les plus lourdes lancées en direction de la planète rouge. Par rapport aux États-Unis, la technologie est moins développée. En effet, cette mission permettra à Pékin de prévoir une prochaine mission dans le but de récupérer des échantillons de la planète Mars. En outre, la véritable avancée chinoise se traduit par sa capacité à rallier la planète Mars.

Cette première étape et donc la manifestation de la concurrence qu'elle entend développer avec les États-Unis. Mais le frein à son développement, notamment commercial, est lié aux règles ITAR (*International Traffic in Arms Regulations*) qui interdit au lanceur chinois de placer sur orbite des satellites ou objets comportant des composants américains.

A contrario des missions américaine et chinoise, la **mission émiratie Al-Amal** (Espoir), qui a décollé du Japon, aura un rôle particulier. En effet, cette sonde de 1 350 kg – soit le poids d'un 4×4 – ne se posera pas sur Mars mais se placera en orbite autour de la planète rouge afin d'étudier la dynamique de l'atmosphère et du climat martien durant une année martienne (687 jour terrestres). Il faudra 7 mois à la sonde pour rejoindre la planète rouge et fournir un panorama de l'atmosphère martienne. Pour cette mission, les équipes scientifiques ont choisi une orbite inédite qui permettra une observation constante de l'atmosphère et son évolution heure par heure dans l'objectif de fournir une image complète de la dynamique du temps dans l'atmosphère de cette planète. Le satellite embarque trois instruments scientifiques qui étudieront principalement l'atmosphère martienne. La sonde pourra par ailleurs observer un lieu unique. Cela va permettre de suivre les changements climatiques de Mars et comprendre la formation et l'évolution de ses nombreuses tempêtes.

En définitive, si cette mission confère à Abou Dhabi le statut de puissance spatiale, il est clair que les EAU ne se positionnent pas au niveau des États-Unis et de la Chine en termes de technologies et de capacités, notamment parce qu'il ne possède pas la maîtrise des lanceurs. Toutefois, les informations collectées, mises à disposition de la communauté scientifique internationale, participeront à la compréhension de l'environnement martien.

Des objectifs technologiques

Les avancées liées à la conquête de l'espace sont nombreuses et ont permis des améliorations technologiques dans les domaines de l'informatique, des télécommunications, de la navigation mais également de la médecine.

La conquête spatiale focalise donc l'attention des États. Actuellement, la concurrence interétatique dans l'espace se fait autour de trois domaines : les lanceurs, les satellites et la *data*. L'objectif des pays présents dans la conquête spatiale est d'atteindre une certaine indépendance technologique vis-à-vis des autres pays. Si pour l'instant les États-Unis s'en approchent le plus, la Chine par le biais de sa stratégie de transfert de technologies avec des pays « partenaires » lui permet une nouvelle fois de se proposer comme un *outsider* grandissant dans la conquête spatiale.

La première prouesse technologique pour un État est sa capacité à lancer des charges utiles dans l'espace, ce qui signifie être en mesure de pouvoir lancer des missiles. Autour du bassin méditerranéen, plusieurs États font office de puissances spatiales. Parmi eux, la France, l'Italie, Israël, l'Iran et plus récemment les Émirats arabes unis. Malgré un nombre d'acteurs grandissant, le secteur spatial reste extrêmement élitiste et le développement de programme spatiaux s'avère très coûteux.

En effet, la conquête de l'espace doit se hisser parmi les priorités d'un État. Si elle permet des avancées indéniables, elle reste très onéreuse. À titre d'exemple, *Perseverance*, qui représente la neuvième mission américaine en direction de Mars, a un coût de 2,4 milliards de dollars. Dans une moindre mesure – et notamment parce que les portées technologiques sont plus modestes – *Al-Amal* coûte aux Émirats 200 millions de dollars.

Des visées géopolitiques

Alors que Terre et Mer ont longtemps dominé la géopolitique, le domaine aérien est apparu au XX^{ème} siècle et avec lui sa prolongation exo-atmosphérique soit l'espace. Très fortement associé aux capacités nucléaires, l'espace a incarné durant la guerre froide un enjeu de puissance entre les deux Géants qu'étaient les États-Unis et l'Union soviétique. Aujourd'hui, il continue de rimer avec puissance pour des raisons plus diverses. En plus de mêler acteurs étatiques et privés, il représente un véritable terrain où se joue la géopolitique.

Dans ce théâtre relativement nouveau de jeux des puissances, les États prennent une place prépondérante et se préparent à d'éventuels affrontements. En effet, les capacités de nuisance d'un État sur Terre peuvent se répercuter dans l'espace. À titre d'exemple, en 2017, le satellite-espion russe *Louch-Olympe* a tenté de s'approcher du satellite franco-italien *Athena-Fidus*.

Les puissances spatiales n'omettent donc pas la probabilité de conflit dans l'espace. Par ailleurs, la France, qui a commencé l'exploration de l'espace assez tôt (le CNES ayant été créé en 1961 à l'initiative du général Charles de Gaulle), continue d'accorder une importance primordiale à ce domaine notamment au niveau étatique et donc géopolitique. À ce titre, la ministre des Armées Florence Parly a déclaré le vendredi 24 juillet 2020 que l'armée de l'air est désormais « une armée de l'air et de l'espace ». Son poste de commandement sera basé à Toulouse, historiquement « terre d'envol » et cette nouvelle appellation sera officielle au début de l'année 2021 après un vote. Toutefois, Florence Parly promet que le pays reste attaché à un usage pacifique de l'espace en dépit des luttes entre puissances qui s'y jouent.

Ces missions martiennes poursuivent donc un dessein géopolitique. **Les États-Unis** continuent d'incarner la première puissance dans ce domaine. *Perseverance* entend donc permettre aux États-Unis de conserver leur *leadership*. Dans le pays, les agences privées prennent une place grandissante et travaillent en collaboration avec la NASA, la plus célèbre étant *Space X*. Si les États-Unis continuent d'incarner la première puissance dans ce domaine – et dont la mission *Perseverance* entend consolider le *leadership*, la Chine a pris la place de deuxième maillon fort.

Pour **la Chine** qui entend également incarner l'hégémon à l'échelle mondiale et notamment avec ses nouvelles routes de la Soie, cette conquête spatiale illustre son désir de puissance. Avec sa mission ambitieuse, la Chine entend faire en une mission martienne tout ce que les États-Unis sont parvenus à réaliser en plusieurs fois depuis les années 1960. Après un gros retard technologique au départ, Pékin incarne aujourd'hui la deuxième puissance spatiale mondiale et a pour ambition de devenir la première puissance mondiale en 2049, à l'occasion du centenaire du régime. Pour ce faire, la gestion spatiale est devenue plus indépendante (contrairement aux collaborations passées avec la Russie) et s'est ouverte aux entreprises privées. Depuis 2015, une soixantaine d'entreprises privées ont émergé dont *One Space*, le principal concurrent de *Space X*. La Chine, qui se spécialise dans les microsattellites, investit massivement dans les entreprises privées américaines afin de pouvoir bénéficier de transferts de technologies. Cette stratégie pourrait toutefois mener à des tensions entre les deux puissances et rencontrer de nombreux freins d'ordre juridique.

Les Émirats arabes unis frappent un grand coup géopolitique avec *Al-Amal*, première mission spatiale arabe vers Mars. Outre les avancées technologiques et scientifiques qu'elle permettra, l'arrivée de la sonde *Al-Amal* en février 2021 sur Mars célèbrera le

40^{ème} anniversaire de la création des Émirats arabes unis, formés en 1971 après l'association de 7 principautés. Les Émirats arabes unis qui ont les moyens de leurs ambitions grâce à leurs importantes capacités financières, entendent accroître leur puissance notamment par la colonisation de Mars à l'horizon 2117 – volonté inscrite dans la feuille de route spatiale émiratie. Il y a là clairement l'affichage d'une ambition. À travers cette mission martienne, Abou Dhabi espère démontrer que la civilisation arabe contribue au progrès des connaissances de l'humanité. En septembre 2019, le pays avait déjà envoyé pour la première fois un astronaute vers la station spatiale internationale. S'il n'est resté que 8 jours à bord de la station, Hazza al Mansouri devient un symbole politique et représente le troisième homme de l'histoire du monde arabe à avoir séjourné dans l'espace, après le Saoudien Sultan Ben Salman Ben Abdelaziz en 1985 et le Syrien Mohamed Farès en 1987.

Pour certains, la puissance spatiale émiratie dépasserait les frontières. On prête à Abou Dhabi l'ambition de créer une agence spatiale arabe qui lui conférerait une véritable autonomie stratégique. Pour autant, les désaccords et les conflits entre les différents pays arabes rendent très improbable une capacité spatiale pan-arabe. Qui plus est, la capacité de développer des lanceurs restent un élément clé de la suprématie aérospatiale. Elle n'est pour l'heure pas acquise et est loin de l'être.

Pour autant, la conquête spatiale est un vecteur de fierté nationale et participe au prestige d'un État sur la scène internationale. Pour le responsable du projet émirati, Omar Charaf, « les Émirats voulaient envoyer un message fort à la jeunesse arabe, lui rappeler le passé, où monde arabe n'était pas en reste sur la promotion du savoir notamment spatial ».

Des questions juridiques en suspens

Comme pour les autres « espaces communs » (mer, air, cyber), bénéficier d'un point de vue global sur la planète Terre par le biais des satellites est un vecteur de puissance. Ces espaces isotropes devront faire l'objet d'une approche pluridisciplinaire mêlant les domaines technologiques, scientifiques et juridiques. La Mer, en sa qualité de plus ancien espace commun, en est l'illustration.

L'avènement d'entreprises privées sur le marché au cours des dernières décennies a permis d'accélérer considérablement les innovations mais cette multiplication d'acteurs a entraîné l'augmentation de nombreux risques mettant en lumière les limites de la législation spatiale actuelle. Dès les prémices de la conquête spatiale, la nécessité d'un droit de l'espace s'est imposée. En 1967, porté par l'Organisation des Nations unies, le traité de l'espace est signé par une centaine d'États, dont l'ensemble des puissances spatiales : États-Unis, Union soviétique, Chine, France et Japon. Le traité prévoit la liberté d'accéder à l'espace exo-atmosphérique sans qu'une appropriation par un quelconque État ne soit rendue possible. Les États signataires se sont donc engagés à une utilisation pacifique de l'espace. Ce traité à l'époque avait pour principal objectif de réguler la guerre entre les Soviétiques et les Américains dans la course à la Lune. Désormais de nouveaux problèmes subsistent, le principal étant la gestion des flux de satellites et la quantité croissante de ces derniers (et les déchets qui en découlent) qui provoque un risque important. Le « silence de la loi » du fait d'une rédaction des textes ambigus ont poussé les États à interpréter le droit de l'espace de manière subjective. En effet, le texte n'interdit pas formellement l'envoi de satellites visant à la défense d'un État.

En 1979, un traité international sur la Lune et les autres corps célestes est venu compléter le premier traité sur l'espace. En tant

que « patrimoine commun de l'humanité », la Lune et les corps célestes ne peuvent devenir la propriété d'États, d'organisations internationales ou de personnes physiques. Aussi, les États signataires s'engagent à une répartition équitable entre les États parties des avantages potentiellement découverts. Cette condition « collectiviste » n'a pas trouvé écho auprès des États. A l'heure actuelle, seuls 18 États ont ratifié cet accord. Parmi eux, aucune puissance spatiale.

Or, au vu des transformations et des évolutions croissantes qu'a connu cet endroit et compte tenu de l'apparition d'acteurs toujours plus nombreux et notamment privés, il apparaît primordial de réglementer l'espace. Pour autant, sur Terre comme dans l'espace, il est évident que le multilatéralisme traverse une crise profonde accentuée par l'arrivée de dirigeants (États-Unis, Russie, Chine, etc.) adepte de l'unilatéralisme. De fait, la discussion et la diplomatie n'incarnent plus le lieu naturel de règlement des différends. La volonté d'appropriation de l'espace par les États – notamment les États-Unis avec le *Space Act* de 2015 viennent contrecarrer les ambitions de l'Organisation des Nations unies qui ne parvient pas à dépasser les blocages. La paralysie du droit de l'espace laisse donc le champ libre aux États pour poursuivre leurs ambitions nationales.

Publié le 4 août 2020 par l'institut FMES



Institut FMES

 Maison du Numérique et de l'Innovation
Place Georges Pompidou - 83000 Toulon

 +33 4 94 05 55 55

 info@fmes-france.org

 www.fmes-france.org